

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

Transmission héréditaire des Biens

D'APRÈS LA COUTUME DE METZ & PAYS MESSIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 7 novembre 1911, à 4 h. 1/2

PAR

François JAGER

LICENCIÉ ÈS SCIENCES MATHÉMATIQUES

Président : M. CHÉNON.
Suffragants : { MM. GIRARD, professeur.
AUDIBERT, professeur.

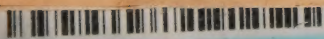
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

Transmission héréditaire des Biens

D'APRÈS LA COUTUME DE METZ & PAYS MESSIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 7 novembre 1911, à 4 heures 1/2

PAR

François JAGER

LICENCIÉ ÈS SCIENCES MATHÉMATIQUES

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. GIRARD, professeur.
AUDIBERT, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

Transmission héréditaire des Biens

d'après la Coutume de Metz et Pays Messin

INTRODUCTION

D'après Klimrath (1), la juridiction du Parlement de Metz comprenait les trois évêchés, dépendant de cinq Coutumes générales :

1° Coutumes générales de la ville et cité de Metz et pays messin ;

2° Coutumes du bailliage de l'évêché de Metz (avec les Coutumes locales de Rambervillers, Baccarat et Moyen) ;

3° Coutume de l'abbaye de Gorze (Droit de Sainte-Gorgone) ;

4° Coutume de Toul ;

5° Coutume de Verdun ou de Sainte-Croix.

En réalité, il n'y en avait que quatre, car la Coutume de l'abbaye de Gorze, que le Parlement ne voulut ja-

(1) *Etude sur les Coutumes*, p. 83.

mais sanctionner, fut définitivement abrogée et remplacée par celle de Metz, par deux arrêts de règlement du 8 octobre 1664 et du 4 septembre 1677 (1).

On peut ajouter à ces Coutumes celle de Mouzon (2), celle de la Petite-Pierre suivie à Phalsbourg, et celle de Sedan (3).

Nous ne parlons pas des Coutumes de Lorraine, de Saint-Mihiel, de Bar, de Thionville, etc., car une partie seulement de leurs territoires ressortissait du parlement de Metz.

Le morcellement de ces Coutumes était extrême : et on pouvait voir quatre villages voisins régis par quatre Coutumes différentes. M. L. Richard (4) en a donné une carte détaillée pour l'Alsace-Lorraine.

De toutes ces Coutumes la plus originale et la plus intéressante était certainement celle de la ville de Metz. Sa formation historique est due en partie à la jurisprudence des Treize et des maîtres-échevins, et à l'influence des amans.

Les amans (5) (de *amanuensis*, secrétaire) furent créés par l'évêque Bertram à raison de deux par paroisse, pour dresser les actes authentiques et les garder en leur

(1) Dilange, *Commentaire*, 2^e édit., p. 634 et suiv.

(2) Les appels du bailliage de Mouzon sont portés au Parlement de Metz depuis l'édit de novembre 1661 (Gabriel, t. I, p. 15).

(3) Même édit., *ibid.*, p. 35.

(4) Jahrbuch. — Voyez aussi : Parant, avocat : *Tableau des villes du département de la Moselle indicatif des Coutumes*. Metz, 1825, in-4°.

(5) *Histoire de Metz*, par les Bénédictins, t. II, p. 403.

« arche ». Ces pièces faisaient foi et le serment n'était pas admis contre elles (1). Les amans étaient élus à certaines conditions : ils devaient, par exemple, fournir caution de « 400 livrez de petits tornois ». Leur charge ne tarda pas à devenir vénale, ainsi qu'en témoigne un atour du 12 janvier 1642.

Ils ne signaient d'abord pas les actes, mais en copiaient un résumé pour leur arche et prenaient les mains des parties en signe de convention (d'où leur nom d'après quelques-uns). Plus tard, tous leurs actes furent rédigés en double, en présence de deux témoins. L'édit d'août 1634 créant 8 notaires royaux fit beaucoup de tort aux amans ; mais ils ne furent définitivement supprimés que par arrêt du Conseil (23 mars 1728) (2) prononcé à la requête des notaires. C'est aux amans qu'on doit très probablement l'institution si originale des gagières dont l'étude formera la première partie de ce travail.

Le maître-échevin était le président de toutes les assemblées municipales. Cette charge date de l'année 1027, d'après Paul Ferry (3). Le maître-échevin était alors nommé à vie par le clergé et le peuple. En 1179, l'évêque Bertram décida que l'élection, faite par le princier de la cathédrale et cinq abbés, serait désormais renouve-

(1) Deux copies de la charte de Bertrand (1197), confirmée par Philippe, roi des Romains, le 27 juin 1198, se trouvant à la Bibl. nat. ms. fr. 18905, f° 90 ; n. acq. fr. 6730, f° 46.

(2) Lançon, *Table des Edits*, Metz, 1740.

(3) *Observ. Sec.*, xi^e siècle, nos 182, 229, 230, etc...

lée chaque année. Le maître-échevin devait hommage à l'évêque et était investi par lui (charte du 21 mars 1180). Le mode d'élection ne subit que peu de modifications : signalons l'atour du 26 novembre 1316 ordonnant le tirage au sort parmi six élus de « paraiges » (quartiers) différents (1).

Les fonctions du maître-échevin étaient extrêmement étendues. Assisté de son conseil et des « Treize jurés », il traitait de toutes les affaires publiques ; il jugerait en dernier ressort toutes les causes civiles ou criminelles. Enfin il avait le droit d'évoquer, à la demande de l'une des parties, tous les litiges portés devant une juridiction d'un village du pays messin.

Le maître-échevin ne pouvait exercer sa juridiction qu'assisté de six au moins de ses conseillers. Ce tribunal recevait enfin l'appel des sentences des Treize.

Les Treize, ou Treize Jurés, dont un atour de 1250 fait déjà mention, étaient d'abord tirés au sort parmi les « chefs d'hôtel » tous les trois ans environ (2). En première instance, ils connaissaient de toutes les affaires civiles ou criminelles.

A partir de l'établissement du Parlement à Metz en 1633, le maître-échevin et les Treize ne jugent sans appel que jusqu'à la valeur de cent livres. Au delà de cette somme et en matière criminelle, appel peut être porté

(1) Voyez *Histoire de Metz*, par les Bénédictins, t. II, p. 335 et suiv.

(2) *Ibid.*, T. II, p. 370 et suiv. Le mode d'élection subit diverses modifications.

devant le Parlement (1). Ils furent supprimés en avril 1634 par l'établissement du bailliage. Mais un nouvel édit, de 1640, rétablit le maître-échevin et dix échevins et leur accorda les mêmes prérogatives qu'à ceux de Paris. Enfin deux arrêts du Conseil (19 décembre 1641 et 6 novembre 1650) ne leur donnèrent compétence qu'en matière domaniale, de voirie, etc..

Quant au Parlement, il fut définitivement supprimé par un édit de 1771. C'est la jurisprudence du tribunal du maître-échevin qui a servi de base à la rédaction de la Coutume. Elle fut confiée à un magistrat de Metz, Jean d'Abocourt, qui en élabora un premier projet en 1578 (2). Mais, comme on le lit dans la préface de la première édition de la Coutume, son ouvrage « luy servit plus de témoignage de sa peine que de satisfaction à la ville ». Il est cependant utile à consulter, à cause des anciens jugements qu'il cite.

Le texte de la Coutume ne fut définitivement arrêté qu'en 1613. Divisé en 333 articles répartis en 15 titres, il subsista sans changement appréciable jusqu'au droit moderne, malgré plusieurs tentatives de réformes. Le clergé et la noblesse essayèrent en vain d'obtenir des modifications en 1616 et 1617 (3).

La Coutume de Metz ne fut jamais homologuée offi-

(1) *Ibid.*, T. III, p. 244 et 245.

(2) Bibl. de Metz, Ms. 13.

(3) Voyez les procès-verbaux de correction reproduits dans les éditions postérieures à 1613.

ciellement. Et même, lorsqu'elle fut réimprimée à Paris en 1677, le Parlement, sur les conclusions du procureur général, ordonna la confiscation des exemplaires et demanda une nouvelle rédaction. Mais cet arrêt ne fut jamais appliqué, en sorte que c'est l'édition de 1677 qui a prévalu et a été reproduite dans les suivantes (1).

Trois auteurs ont commenté cette Coutume : Ancillon, Dilange et Gabriel. Le premier, à la suite de l'arrêt de 1677, avait beaucoup travaillé à la réformation de la Coutume : aussi son manuscrit est-il un réquisitoire plutôt qu'un commentaire. L'ouvrage de Dilange, édité deux fois, pèche par l'excès contraire et ne fait guère que développer la lettre du texte. Les observations de Gabriel ont beaucoup plus de valeur, mais elles s'occupent de toutes les Coutumes du ressort du Parlement et sont inachevées.

Les registres du Parlement se tiennent à Metz, aux archives départementales ; malheureusement, l'absence de classification rend toute recherche pratiquement impossible.

Quelques recueils privés, manuscrits ou imprimés, permettent de retracer cette jurisprudence dans ses grandes lignes, mais bien des points restent obscurs.

Pour se guider, il faut se rappeler que Metz était pays de droit écrit, et qu'à défaut de la Coutume, il fallait se reporter à la solution romaine. Telle était la règle,

(1) Voyez l'extrait de cet arrêt, pièces justificatives, n° 18.

admise sans doute à l'origine. Mais peu à peu, l'influence du droit coutumier se fit sentir, s'imposa même à tel point qu'on en vient à se demander, si, au XVIII^e siècle, Metz pouvait être vraiment considérée comme pays de droit écrit.

A ce point de vue, l'étude des successions est particulièrement intéressante. Dominé tout entier par la division des immeubles en deux classes, que nous commencerons par étudier, le régime successoral nous donnera plus d'un exemple de cette fusion entre les principes romains et les usages coutumiers. Enfin, l'étude du testament et de l'institution d'héritier en donnera des preuves nouvelles.

L'étude des diverses classifications de biens dans la Coutume de Metz nous a semblé indispensable : tout le régime successoral étant en effet basé sur la distinction des immeubles en tréfonds et gagières, on est tenté de la confondre avec la division coutumière en propres et acquêts. C'est pourquoi, dans la première partie de ce travail, après avoir rappelé la division peu originale de tous les biens en meubles et immeubles, nous avons essayé de montrer que les tréfonds et gagières ne pouvaient être assimilés aux propres et acquêts.

Cette question étant éclaircie, l'étude des successions *ab intestat* fait l'objet de la deuxième partie. Mais l'ordre successoral y est seul traité : l'institution d'héritier ne permet pas logiquement d'examiner la transmission de l'hérédité avant le testament. On trouvera donc dans

une troisième partie l'exposé des conditions de formes et de fonds des testaments, et des dispositions qu'ils peuvent contenir : legs, institution d'héritier, substitutions, exécuteurs testamentaires.

Enfin, tout ce qui concerne l'acquisition de la succession par l'héritier légitime ou institué, ou celle du legs par le gratifié a été reporté dans la quatrième partie où seront examinés les divers partis que peut prendre l'héritier et ses rapports avec ses cohéritiers et les tiers.

En terminant, nous examinerons rapidement la révocation et la caducité des dispositions testamentaires, ainsi que l'exhérédation.

Pour cette étude, nous nous plaçons en principe entre 1613, époque de la rédaction de la Coutume, et 1771, date de la suppression du Parlement à Metz. Mais ces limites ne sont pas absolues ; et toutes les fois que nous avons trouvé intéressant le développement historique d'une institution ou d'un usage, nous n'avons pas hésité à en rechercher les origines. C'est une esquisse que nous essayons de tracer et non le tableau complet de tous les usages observés à une époque déterminée.

Qu'il me soit permis, en terminant, d'exprimer ici ma reconnaissance à M. le comte de Zeppelin-Aschhausen, président de la Lorraine, et à M. le Dr Hauviller, directeur des Archives départementales à Metz : leur bienveillante courtoisie a grandement facilité mes recherches.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA DISTINCTION DES BIENS

Rappel de la division des biens en meubles et immeubles.

La division fondamentale de tous les biens en meubles et immeubles n'offrait, à Metz, que peu d'intérêt. La plupart des distinctions admises étaient celles de la Coutume de Paris. Aussi nous contenterons-nous de signaler quelques dispositions particulières.

D'après l'article 2 du titre V, les « terres tenues à années » étaient meubles. Dans la Coutume de Metz, on entendait par « terres tenues à années » tous les immeubles donnés en location ou fermage pour un temps déterminé, même par bail emphytéotique. Les droits qui en résultaient, tant pour le bailleur que pour le preneur, étaient considérés comme meubles.

Seuls les articles 14 et 15 règlent d'une façon originale la nature des fruits. Nous nous bornons à les reproduire. Art. 14 : « Grains procédans des Trécens, ou Loyers, tiennent nature d'Immeubles et appartiennent à l'héritier immobiliaire jusqu'au terme de payer échu, encore qu'ils soient séparés de la terre ; mais tels grains tiendront nature de meuble, si le Propriétaire

tenant l'héritage par ses mains, ou le faisant cultiver à ses dépens, les a fait couper, ou s'il se trouve saisi de sa récolte. » — Art. 15 : « Les deniers dus par vente de Bois faite à plusieurs coupes et divers payements, non encore échus, sont réputés Immeubles jusques au terme du payement. »

CHAPITRE PREMIER

LA DIVISION DES IMMEUBLES EN TRÉFONDS ET GAGIÈRES.

Des diverses classifications d'immeubles adoptées par la Coutume de Metz, la plus importante est celle qui distingue les gagières des tréfonds. Elle est absolument générale et comprend tous les immeubles situés dans le ressort de la Coutume.

§ 1^{er}. — Formation historique et nature des tréfonds et des gagières.

« On peut dire du mot de gagière, à l'effet que luy a donné l'usage depuis l'ordonnance de Metz de l'an 1564, article 88, que c'est *vanum nomen*... qui n'a aucun fondement dans le droit romain, ny dans le droit coutumier, ny aucun raport précis à aucun autre droit ancien ou nouveau qui soit pratiqué et observé en aucun royaume ; et que par ce mot gagière on entend des immeubles dont le possesseur est propriétaire incommutable et qui néanmoins soient censez et reputez meubles à certains égards pour la liberté d'en disposer par testament et le droit d'y succéder ; c'est ce qui est inconnu à tout autre droit qu'à la Coutume de Metz (1). »

(1) Ancillon, *Sur la différence des biens meubles et immeubles*, de

C'est ainsi que s'exprime Ancillon au début de son traité. C'est aussi la définition qu'en donne l'article 2 du titre V d'après lequel « l'héritage acquis par Gagière est réputé Meuble en ce qui touche la liberté d'en disposer par Testament ou entre vifs, et le droit d'y succéder. » Tous les immeubles qui n'étaient pas gagières étaient réputés tréfonds. Au point de vue de la transmission héréditaire ou à titre gratuit, les tréfonds seuls pouvaient être considérés comme de véritables immeubles. C'est ce qui explique pourquoi les anciens contrats translatifs de la propriété incommutable d'immeubles portaient « en tresfonds à toujours-mais ». De même quand un créancier gagiste acquérait la propriété de son gage, on disait qu'il « tresfonçait ». Cette expression s'appliquait aussi aux baux de longue durée convertis en aliénations simples.

Le mot de gagière, waigière, ou wagière suivant des textes plus anciens, vient évidemment de waige, wadium, qui signifie engagement (1). On le trouve avec ce sens dans l'article 38 de l'ancienne Coutume de Bar, et dans l'article 42 des anciennes Coutumes du bailliage de Saint-Mihiel. Le nom même fait donc prévoir qu'à

fonds et de gagières dans la Coutume de Metz. Ce petit livre imprimé à Metz en 1898 sans nom d'auteur, est attribué à Ancillon par tous ses contemporains. — V. Gabriel, t. I, p. 4, etc.

(1) Gabriel, *Observations détachées sur les Coutumes et usages anciens et modernes du ressort du Parlement de Metz*, titre V, observ. 6 ; Ancillon, *Traité sur la différence des biens*, n° 3 ; *Encyclopédie method. Jurisprudence*, V° *Gagière*, t. IV, 2^e partie, p. 688.

l'origine il y eut un contrat d'engagement nécessaire à la formation de toute gagièrè ; il nous faut donc étudier d'abord très brièvement la nature des engagements dans l'ancien droit messin, c'est-à-dire du mortgage ou vente à réméré et du viſgage appelé aussi antichrèse.

Dans la vente à réméré, le créancier jouit de l'immeuble et en garde tous les fruits jusqu'au jour où le débiteur s'est acquitté ; mais les fruits de l'immeuble perçus par le créancier ne diminuent en rien l'obligation du débiteur. Au contraire, dans le viſgage, les fruits de l'immeuble dont le créancier est nanti, sont directement affectés à l'extinction de la dette ; le débiteur peut ainsi se libérer sans effectuer aucun versement.

Ces deux contrats étaient fréquents à Metz où personne ne songeait à les interdire, puisque le prêt à intérêt y était lui-même toléré (1). Mais les engagements proprement dits se répandirent beaucoup plus que les ventes à réméré, probablement à cause de la nature différente des droits du créancier.

En effet, la vente à réméré conférait au créancier des droits immobiliers sur le bien vendu (2) qui restait immeuble à l'égard du créancier. Au contraire, le gagiste n'ayant qu'une créance, ses droits n'étaient considérés

(1) Il ne fut interdit que par l'édit de 1669 ; Gabriel, t. II, p. 230.

(2) Il en était différemment dans les trois Coutumes voisines de l'évêché, de Lorraine et de Luxembourg. Pour plus de détails, voy. Gabriel, *loc. cit.*, p. 228.

que comme purement mobiliers. Mais en attendant d'être payé, il jouissait de l'immeuble à peu près comme s'il en était propriétaire : ce droit de jouissance étant toujours considéré comme mobilier. Finalement, le paiement étant toujours ajourné, la situation du créancier gagiste ne différait plus sensiblement de celle d'un propriétaire, mais la qualité mobilière de son droit restait (1).

Il suffit maintenant de savoir que les anciens usages ne permettaient pas de disposer par testament ni par donation à cause de mort des immeubles, ceux-ci revenant tous, sauf ceux acquêtés pendant le second mariage, aux enfants du premier lit, pour comprendre de suite le mécanisme des gagières. De pareilles dispositions à une époque où la fortune n'était guère composée que d'immeubles, ne pouvaient pas subsister longtemps. Et, pour tourner la loi, voici le subterfuge imaginé par la pratique.

L'acquéreur de l'immeuble empruntait le nom d'un ami qui figurait seul au contrat d'acquêt. Puis intervenait un second contrat, un engagement, auquel le vendeur restait tout à fait étranger. L'acquéreur véritable se faisait donner l'immeuble à titre d'engagement (ou

(1) On voit bien cette évolution dans un jugement du maître-échevin de 1386, d'après lequel « une gagière laissée 80 ans devient tréfonds » (*Recueil de Dom Robert*) le débiteur étant sans doute considéré comme insolvable au bout de ce temps, le gagiste devenait propriétaire. Un autre jugement de 1337 (*ibid.*) déclarant nul un acquit sans possession effective, fait certainement allusion à un acquêt de gagière.

gagière) par son prête-nom, moyennant une somme égale au prix d'acquisition porté dans le premier contrat. De cette façon, tous les fruits civils et naturels étaient attribués à ce créancier gagiste, dont le droit de disposition était en outre beaucoup plus considérable que celui dérivant de la pleine propriété légale de l'immeuble (1).

Cette combinaison offrait bien un danger : si le prête-nom était de mauvaise foi, il pouvait poursuivre le débiteur comme si le contrat avait été réel, les parties ne se servant presque jamais de contre-lettres pour constater leur véritable intention. Mais il paraît que dès le début du ^{xiii}^e siècle cette simulation était avouée de tout le monde et reconnue par les tribunaux. En raison de ce développement, les immeubles seuls pouvaient être gagières. Il y a cependant une exception très remarquable pour les rentes constituées. Aux termes de l'article 10 du titre V les arrérages de ces rentes sont considérés comme meubles. Mais le fort principal « est réputé Immeuble jusqu'au rachat, s'il n'est acquêté par Gagière ». Si donc la rente a été acquêtée par gagière, elle devra être réputée meuble. Pourquoi cette anomalie ? Il est assez difficile de l'expliquer. Peut-être n'est-elle qu'apparente : les rédacteurs de l'article 10 ont pu employer le mot immeuble comme synonyme de tré-

(1) Voyez aux pièces justificatives, n° 14, la copie d'une acquisition de ce genre.

fonds (ce qui était fréquent) (1) : telle est l'opinion de Dilange (2) : « Notre Coutume suit la même règle à l'égard des Cens et rentes constituées, qu'à l'égard des vrais immeubles. »

Un ascensement perpétuel même avec faculté de rachat était assimilé aux rentes constituées (3), et regardé comme tréfonds s'il n'avait été acquêté à titre de gagière. Ce contrat était fréquent : d'Abocourt en parle à plusieurs reprises, et dit notamment : « Celluy qui tient héritage d'aultruy en gage et à cens dessus ycelluy, néantmoins racheptable, ne peut faire telle gagière trefond à ses heritiers, et par ce empescher la faculté de rachapt, s'il n'acquiert aultre droict sur les héritages par jugement de 1342 (4). » C'est-à-dire que le créancier gagiste ne peut rendre son gage tréfonds et empêcher par là le débiteur de se racheter.

Cette institution, dont les formes compliquées pourraient être comparées à celles de beaucoup de contrats des législations primitives, avait besoin d'être simplifiée pour répondre complètement aux besoins de la pratique. C'est ce que fit le fameux article 88 de l'ordonnance de 1564 (5), objet de vives discussions entre les

(1) En ce sens, arrêt du 7 décembre 1651 ; Ancillon, *Recueil*, p. 466.

(2) *Commentaire*, p. 205.

(3) *Ibid.*, p. 185 et suiv. ; arrêt du 7 décembre 1719. — Déjà par jugement de 1337 (*Recueil de Dom Robert*), les gagières laissées étaient considérées comme tréfonds et non disponibles par testament.

(4) D'Abocourt, f° 164-V°. — V. aussi Gabriel, t. II, p. 230.

(5) V. pièces justificatives, n° 15.

plus célèbres avocats au Parlement de Metz. Le texte de cet article est clair. Désormais, il suffit de spécifier dans le contrat d'acquisition que l'immeuble est transmis à titre de gagièrè sans interposition de personne pour arriver aux résultats qui, avant l'ordonnance, nécessitaient deux contrats. Il n'y avait plus de formes solennelles, sinon l'emploi du mot de gagièrè, ou de gagièrè à toujours-mais. Enfin l'usage du double contrat était interdit.

Voyons maintenant comment cette réforme fut appréciée. Ancillon la critique de toutes ses forces : et son petit traité de la différence des biens semble bien n'avoir pas d'autre but. « Il est évident que par cet article, on a abrogé absolument l'usage des gagières dans la Coutume de Metz, il étoit de l'essence de la gagièrè d'être faite avec les formalitez que ce même usage, qui étoit la coutume, avoit introduit.... Cette forme-là étoit substantielle... il étoit nécessaire qu'il y eût deux contrats, l'un d'acquêts où l'acquéreur y dénommé étoit la personne interposée qui prêtoit son nom ; l'autre d'engagement où le véritable acquéreur étoit dénommé comme s'il n'eût été que l'engagiste de son propre bien : c'étoit là ce second contrat qui faisoit la gagièrè. » Voilà la raison juridique. Quant aux conséquences pratiques : « Il ne se pouvoit faire de changement de plus dange-reuse conséquence dans la Coutume de Metz ; puisqu'il est aisé de faire voir qu'il en renverse non seulement quelques dispositions particulières, mais même pour

ainsi dire le corps entier en ce qui concerne ce qu'il peut y avoir de plus important. » Il se plaint que les trois ordres n'aient pas été consultés au sujet de l'opportunité d'une pareille réforme. Les trois ordres auraient même porté plainte auprès de Charles IX en 1569, mais sans résultat. Avant 1564, les gagières étaient très rares ; après la réforme le mot de gagière serait devenu de style dans tous les contrats d'acquêts (1).

D'où les inconvénients suivants, toujours d'après Ancillon : 1° Plus de douaire coutumier de la femme. D'où augmentation du préfix que la femme emporte entièrement en se remariant (au lieu du tiers coutumier) au préjudice des enfants du premier lit. — 2° Sous le régime de communauté, la femme emporte la pleine propriété des immeubles au lieu de n'en avoir que la jouissance. — 3° La liberté de tester devient presque absolue. — 4° Dans les successions, la garantie accordée aux enfants d'un premier mariage demeure sans effet. Les frères et sœurs perdent leur droit de préférence sur les pères, mères et ascendants et ne profitent plus du privilège du double lien applicable seulement aux tréfonds.

Les parents peuvent trop facilement avantager un enfant et le dispenser du rapport (art. 4, titre VII ; art. 11, titre XI). Enfin l'art. 27 du titre XI qui fait re-

(1) Il n'est cependant pas difficile de trouver des acquêts en tréfonds postérieurs à 1564. — V. dans Emmery la vente par les carmélites d'un monastère situé à Metz, rue de Neubourg, pour 1.000 louis d'or, à Messire Bénigne Bossuet, conseiller au Parlement de Metz et père de l'évêque de Meaux (19 février 1661).

tourner aux lignes d'où ils sont venus les tréfonds du « mort en la Coutume » devient purement illusoire. Finalement Ancillon, après avoir demandé l'abrogation de l'ordonnance de 1564, voulait la remplacer par la distinction coutumière des propres et acquêts. Nous parlerons plus tard de l'article 5 du titre V.

Au contraire, Dilange (1) est d'un avis diamétralement opposé : « On convient que cette division [en tréfonds et gagières] est singulière à la Coutume de Metz, elle fait même une de ses plus grandes singularitez... Mais quelque extraordinaire que cette division paroisse, elle nous sert de fondement pour régler la liberté de disposer des Immeubles et le Droit d'y succéder. Ainsi les doutes et prétendus inconvénients, qui sont répandus dans un petit Traité imprimé à Metz en 1698, touchant les Biens de Fond et de Gagière [Ancillon] doivent céder à une disposition si précise de nôtre Coutume : d'autant plus qu'elle est appuyée d'un usage constant, du consentement des Peuples et d'une Jurisprudence uniforme du Parlement. On ose même dire malgré le respect qui est dû à l'Auteur de ce Traité, que si l'on donnoit atteinte à cette disposition suivant ses idées, ce seroit jetter le trouble dans les familles. »

Quant à Gabriel (2), il trouve exagérées les critiques d'Ancillon, mais avoue néanmoins que les inconvénients résultant de l'usage des gagières sont réels et ont été

(1) *Commentaire*, p. 182.

(2) Titre V, observ. 6.

aggravés par la réforme de 1564. « Mais, dit-il, ils existoient avant l'ordonnance et on ne peut les imputer qu'à ceux qui ont attribué à des acquêts faits en toute propriété une qualité qui ne convenoit qu'aux biens réellement engagés. »

Une disposition presque unanimement critiquée est celle de l'article 5 du titre V. « Les acquêts faits par gagièrè demeurent gagièrè aux successeurs, s'il n'y a chose faite au contraire. » C'est en effet une règle vraiment étrange que la seule volonté d'un acquéreur d'immeubles puisse en changer la nature, même pour tous ses descendants, indéfiniment. Elle était très ancienne, puisqu'un jugement de 1383, cité par d'Abocourt (1), la sanctionnait déjà.

Dilange seul cherche à la justifier par l'idée de représentation du défunt par ses successeurs universels ou à titre universel. C'est là très probablement l'origine historique de cette disposition. Il ne faut pas oublier que Metz était pays de droit écrit, et l'idée de représentation jouait un très grand rôle dans les successions romaines. Voici du reste l'opinion de Dilange : la jurisprudence, depuis les Treize jusqu'au Parlement, a toujours considéré comme successeurs tous les héritiers tant légitimes que testamentaires, en conformité avec l'article 1^{er} du titre XI et le droit romain. L'héritier testamentaire

(1) D'Abocourt, f^o 463-V^o. V. pièces justificatives, n^o 47. Un autre jugement de 1370 (*Recueil de Dom Robert*) déclare que les tréfonds demeurent tréfonds aux « hoirs et mainbourgs ».

n'est donc pas obligé de déclarer que les gagières comprises dans sa part lui tiendront même nature. Il en serait tout autrement pour le légataire particulier. Celui-ci ne succède pas au défunt, à proprement parler ; il n'est pas saisi et se trouve obligé de demander la délivrance du legs à l'héritier du testateur. Donc il doit faire la déclaration de gagière à cet héritier, s'il désire posséder l'immeuble légué à ce titre. On peut signaler deux exceptions à cet article 5 ; la première, si la volonté du testateur est contraire ; la deuxième, sur laquelle nous reviendrons, au cas de partage sans déclaration expresse de gagière.

Grâce à cet article 5, presque tous les immeubles devinrent en peu de temps gagières ; en sorte que la liberté de tester, pratiquement nulle dans les anciens usages messins, devint presque absolue. Ancillon demandait au Parlement l'abrogation pure et simple de l'article 5, ce qui était impossible, les Parlements n'ayant jamais eu de pouvoir législatif. Gabriel se bornait à demander la libre disposition du tiers seulement des gagières. Mais aucune des réformes proposées n'aboutit et les gagières subsistèrent jusqu'à la Révolution.

§ 2. — Conversion des gagières en tréfonds et des tréfonds en gagières.

Le principe dominant toute cette matière est l'article 3 du titre V. « Tous Biens immeubles sont réputez tenir nature de Fond, s'il n'apert qu'ils soient acquêtez

par Gagière », dont la conséquence logique se trouve dans l'article suivant : « On ne peut faire Gagière de l'Héritage ou Rente de Tréfond, ny en disposer valablement par testament ; peut néanmoins le Propriétaire disposer de son Héritage de Fond par vente ou autre disposition entre-vifs ; et de ses Gagières faire Tréfond. » Ces dispositions sont naturelles : la qualité de gagière n'est qu'une fiction qui doit disparaître avec la volonté de son auteur.

Mais celui qui a acquêté un immeuble à titre de gagière, et ses ayants-cause, peuvent le convertir en tréfonds (1). Cette conversion était fréquente dans les contrats de mariage, au dire d'Ancillon et de Gabriel. Elle rappelle, dans ce cas particulier, la stipulation de propre des autres coutumes.

Une conversion beaucoup plus fréquente, paraît-il, de gagières en tréfonds était les partages de succession. L'article 7 de la Coutume est ainsi conçu : « Tous héritages et cens acquêtez, [ou partagez] (2) à toujours-mais, deviennent Tréfond, encore qu'ils fussent de Gagière auparavant, et échoient aux héritiers du Fond. » Donc, comme il a déjà été dit, dans un partage sans déclaration expresse de gagière, tous les immeubles deviennent

(1) D'Abocourt, *loc. cit.*, fol. 163. V. pièces justificatives, n° 17.

(2) Ces mots ne figurent pas sur le manuscrit de 1613 ni sur l'édition imprimée de 1613. On les trouve dans les éditions postérieures à 1677 sans qu'il en soit fait mention aux procès-verbaux de correction. Voyez diverses explications de ce fait proposées par Gabriel, t. II, obs. 8 sur le titre.

tréfonds. L'arrêt Persode est formel sur ce point. L'arrêt du 30 janvier 1696 (affaire Dompierre) ne l'est pas moins.

Cet article ne s'appliquait qu'aux partages de successions bien que le texte de la Coutume fût général : les commentateurs suivis par la jurisprudence ne le regardaient que comme une restriction de l'article 5. Lorsque plusieurs personnes ont coacquêté un immeuble par indivis et en faisant la déclaration de gagière, elles ont nettement déclaré leur intention de le posséder à ce titre. Si elles n'ont rien dit, un partage ultérieur ne peut rien changer à la nature de leur propriété et les immeubles sont tréfonds. Au contraire, si un héritier de gagière peut faire adition de l'hérédité sans rien spécifier de son intention, la loi veut que s'il a des cohéritiers, il exprime nettement sa volonté dans l'acte de partage sous peine de faire perdre à son immeuble la qualité de gagière. Telle est la raison donnée par les commentateurs pour justifier cette bizarrerie de la jurisprudence. Mais cela ne justifie rien du tout puisque cette même Coutume, par son article 5, assimile complètement les cohéritiers à leur auteur et les met donc exactement dans la même situation que s'ils étaient coacquêteurs.

Cependant la jurisprudence n'a pas varié. L'arrêt du 8 mars 1756 (affaire Michel) s'est prononcé dans ce sens pour un partage de biens composant la communauté entre le survivant et les héritiers du prédécédé. La décision n'aurait pas été différente si, au lieu d'héritiers,

il y avait eu des légataires universels du défunt, à cause du sens donné au mot successeur dans la Coutume de Metz. Cependant beaucoup de notaires, au XVIII^e siècle, inséraient la clause de gagièrè dans les acceptations de legs universels, chose que Gabriel estime inutile.

S'il s'agit d'un légataire particulier réclamant son immeuble par écrit à l'héritier, il devra faire la déclaration de gagièrè. Mais si la délivrance a été faite sans écrit, on pourrait dispenser le légataire de sa déclaration. Telle est l'opinion de Gabriel, conforme à l'usage. Cependant il n'y a pas de bonnes raisons pour ne pas admettre au même bénéfice un acquéreur quelconque n'ayant pas fait constater son acquisition par écrit : ce qui n'était admis par personne (1).

Il n'en serait pas de même des partages verbaux ou, à plus forte raison, conditionnels, car l'article 7 spécifie : « partages à toujours-mais ». Ces mots étaient toujours employés dans les anciens partages écrits et définitifs ne contenant pas déclaration de gagièrè, et les rédacteurs de la Coutume ne firent que consacrer un usage bien établi (2). Mais bientôt après, l'insertion des mots « à toujours-mais » devint rare et finit par dispa-

(1) Il est vrai que l'ordonnance de Metz du 2 décembre 1564 veut, dans son article 10, que toute translation de droits réels soit écrite et signée des parties, ou passée devant amans, notaires ou justice.

(2) Toute acquisition contractée dans les termes « à toujours-mais » est tréfonds. Et on ne peut faire gagièrè sans la faire sortir des mains de son propriétaire, par jugement de l'an 1352 (D'Abocourt, *ibid.*). V. un autre jugement du maître-échevin de 1339, pièces justificatives, n° 2.

raître complètement vers le milieu du xvii^e siècle. Ils étaient sous-entendus, mais la volonté des parties de ne pas faire de gagièrè n'en était pas moins manifeste. C'est ce qui explique très naturellement la portée donnée à l'article 7 par la jurisprudence (V. l'affaire Chavanel, Royer et Blaise de Retoufay ; un partage provisionnel devenu définitif par prescription ne tombe pas sous le coup de l'article 7).

Pour la conversion des gagières en tréfonds, la volonté du propriétaire, exprimée dans un acte, suffit évidemment. On était d'accord pour admettre que la suppression du titre de l'acquêt par gagièrè suffisait à manifester l'intention du propriétaire de transformer sa gagièrè en tréfonds.

Mais réciproquement un propriétaire ne pouvait faire gagièrè de son tréfonds (art. 4) (1). C'était une conséquence logique de l'origine des gagières ; on ne pouvait s'engager à soi-même son propre bien. Il y avait une autre raison : ceux qui héritaient d'un tréfonds ne pouvaient en faire gagièrè, et cette disposition avait surtout pour but de maintenir les biens dans les familles. Et on comprend facilement que le but n'aurait pas été atteint si le propriétaire avait pu transformer tous ses tréfonds en gagières. Il en serait de même pour les tréfonds donnés en avancement d'hoirie ou en dot par les père,

(1) Cependant, d'après d'Abocourt, il le pouvait quand ce n'était pas en fraude des droits de ses héritiers. Il cite en ce sens un jugement de 1347.

mère et autres ascendants. Cependant si le tréfonds était donné en paiement de la dot, il pouvait être transformé en gagière par déclaration de l'acceptant, par analogie avec la vente. Pour les dots constituées par des personnes autres que les ascendants, c'est la règle ordinaire qui s'applique : l'immeuble devient gagière ou tréfonds suivant qu'il y a ou non déclaration de gagière par l'acquéreur.

Nous avons vu plus haut que tous les immeubles partagés entre les héritiers d'une même succession étaient tréfonds (art. 7), sauf déclaration contraire. Mais plusieurs acquéreurs ne peuvent pas faire gagière par déclaration dans l'acte de partage si l'acte constitutif d'acquêt n'en contient pas. Cela a été jugé par arrêt solennel du 30 janvier 1696. En effet, les copropriétaires ou leurs auteurs ont dû se prononcer au moment de l'acquisition, et la nature juridique de leurs propriétés respectives est déterminée, non par le partage, mais par le titre d'acquisition. Il y a cependant un cas où un héritier ayant eu un tréfonds en partage, pourrait en faire gagière : c'est quand il n'a obtenu cet immeuble que moyennant soulte, en déclarant vouloir posséder cet immeuble à titre de gagière, jusqu'à concurrence de cette soulte. Il y a dans ce sens un arrêt du 9 décembre 1658 (Ancillon). C'est du reste une application de l'article 6 ainsi conçu : « L'Héritage pris par échange sans soulte et mieux-valüe, sortit pareille nature que celui qui a été baillé en contr'échange. Mais s'il y a soulte et

mieux-valüe, l'héritage sera réputé acquêts à celui qui l'aura baillé jusques à concurrence d'icelle. » On considère que dans les limites de la soulte, il y a vente et non partage. Le droit coutumier appliquait du reste la même solution au cas de succession des propres. Une question très voisine a été tranchée par arrêt du 12 décembre 1746. Une succession à partager par moitié entre deux héritiers, dont l'un grevé de substitution, comprenait un tréfonds et une gagière de même valeur. Après partage, le tréfonds, aux mains du grevé, est saisi réellement. Les appelés à la substitution y font opposition : d'où un jugement levant la saisie en déclarant que le fonds entier était grevé de substitution. Alors que, d'après le testament, la moitié du fonds et la moitié de la gagière étaient seules grevées, le partage avait eu pour effet de subroger la moitié non grevée du tréfonds à la moitié grevée de la gagière. Ce jugement n'est exact que parce que l'héritier grevé avait accepté la clause de substitution même sur sa part de tréfonds, quoique le testateur n'ait pu l'y obliger valablement, les gagières seules étant disponibles par testament. Si l'héritier grevé n'avait pas accepté la substitution, la saisie n'aurait dû être levée que pour moitié.

Un propriétaire de tréfonds peut le transformer en gagière si, après avoir vendu son immeuble, il le rachète à titre de gagière, pourvu, comme le dit d'Abocourt, qu'il n'y ait point d'intention de fraude contre ceux à qui le tréfonds dudit premier vendeur doit échoir.

Et comme, au dire de Gabriel on ne considérait comme sérieuse que la rétrocession séparée de la première vente par un temps très long, il est probable que le nombre de ces conversions fut très limité.

Si on peut disposer valablement entre vifs de ses tréfonds, à titre gratuit ou onéreux (art. 4), on ne peut modifier la nature de son immeuble par un échange (art. 6) (1). Cette dernière disposition est commune à la plupart des Coutumes. Cependant il y avait ici une difficulté spéciale au cas où l'un des immeubles échangés étant situé en territoire messin, l'autre se trouvait dépendre d'une autre Coutume. Dans cette hypothèse, heureusement très rare, il semble qu'on devait considérer les qualités spéciales attribuées à chaque immeuble avant l'échange : disponibilité par testament, ordre successoral, etc., et après l'échange, attribuer à chaque immeuble la dénomination ayant le plus de ressemblances avec les qualités de l'autre. C'est d'après ce principe qu'ont été données, en 1763 et en 1764, deux consultations des avocats au Parlement de Metz qui, à des anciens de la Coutume de l'Evêché, échangés avec clause de gagièrre contre des tréfonds, attribuèrent la qualité d'anciens car il s'agissait de disponibilité testamentaire.

(1) Nous ne parlerons pas de la théorie de l'accession. V. par exemple, dans d'Abocourt, f° 164, un jugement de 1355 d'après lequel l'édifice neuf, construit sur terrain gagièrre est tréfonds. Pour l'échange, V. un jugement du maître-échevin de 1348, pièces justificatives, n° 3,

§ 3. — De la preuve en matière de gagières et tréfonds.

Nous avons vu comment un immeuble devenait tréfonds ou gagière. Il faut étudier maintenant comment on prouvait l'existence de ces qualités. D'abord, la qualité de gagière ne pouvait résulter que d'une déclaration contenue dans le contrat d'acquêt (1). A défaut de cette preuve, l'immeuble était réputé tréfonds, en vertu de la présomption légale établie par l'article 3 ;

« Tous Biens Immeubles sont réputez tenir nature defonds, s'il n'appert qu'ils soient acquêtez par gagière. » Il a été établi plus haut qu'aucun partage ne pouvait conférer à un tréfonds la qualité de gagière ; et que, seuls, les partages de succession avec déclaration de gagière gardaient cette qualité aux immeubles déjà possédés à ce titre par le défunt. Il fallait donc, dans tous les cas, remonter jusqu'au contrat d'acquêt primitif par gagière, en passant par tous les titres intermédiaires. Car une simple déclaration du propriétaire pouvait tréfoncer la gagière.

La volonté de faire tréfonds d'une gagière pouvait même très bien résulter de la suppression par le propriétaire du titre prouvant la gagière. Les commentateurs citent à ce sujet un curieux arrêt du 2 juillet 1702. Il s'agissait de déterminer la nature d'un immeuble. Le

(1) V. un jugement du maître-échevin de 1329, pièces justificatives, n° 1.

demandeur qui le prétendait tréfonds s'appuyait principalement sur ce fait que les titres d'acquisition avaient été remis à l'auteur du défendeur au nombre de 39, cotés et paraphés par première et dernière. Le défendeur produisait 37 pièces sur les 39 demandées et prétendait que les deux autres avaient été perdues : ce qui faisait paraître l'immeuble gagière. Mais comme d'autres circonstances faisaient en outre présumer que les pièces manquantes prouvaient la qualité de tréfonds, le Parlement lui attribua cette qualité. Le fait de ce long et important procès, ainsi que les moyens des parties, ont été reproduits par Gabriel, obs. 5 sur le titre V, nos 27 ss.

La déclaration de gagière est nécessaire dans tous les contrats translatifs de propriété, à titre onéreux ou gratuit, sauf toutefois les donations faites en avancement d'hoirie qui étaient assimilées aux successions. Cette déclaration serait même nécessaire dans les actes contenant subrogation d'une personne aux droits de propriété d'un immeuble gagière. Cela a été jugé par un arrêt du 17 mai 1659 rapporté par Ancillon et par l'arrêt déjà cité du 2 juillet 1702. C'est du reste tout à fait conforme au texte de la Coutume.

Quant aux baux à cens, il faut que les deux parties, preneur et laisseur, soient d'accord sur la nature de gagière du bien ascensé et du cens, autrement tous deux sont considérés comme tréfonds quelle qu'ait été la nature première de l'immeuble. D'Abocourt cite plu-

sieurs jugements du ^{xiv}^e siècle beaucoup plus absolus : d'après eux, les ascensements ne pouvaient faire que des tréfonds malgré la volonté contraire des parties. Cela s'explique très bien par la formation historique des gagières : à l'époque où il fallait double contrat pour faire gagière, il eût été bien difficile de le réaliser sur le cens et sur l'immeuble ascensé. C'est donc seulement à partir de 1564 que l'on a pu faire gagière du cens et de l'héritage. Mais toujours il a fallu que le censitaire acceptât l'héritage ascensé à titre de gagière s'il voulait le posséder à ce titre. Dilange cite en ce sens l'arrêt du 7 décembre 1719 pour un ascensement perpétuel. Même obligation pour le laisseur voulant avoir un cens gagière. Il est presque superflu de remarquer que le mode de rachat ne pouvait avoir aucune influence sur la nature du cens ou de l'immeuble.

§ 4. — Principaux caractères des biens de gagière.

Les gagières sont réputées meubles à certains égards, dans les cas énumérés par l'article 3^e du titre V. Mais dans toute autre circonstance, ils sont immeubles (1) et en conservent toutes les qualités ; par exemple, ils ont « suite par hypothèque ». L'article 2 est conçu en termes trop généraux quand il dit que la gagière est réputée meuble en ce qui touche la liberté d'en disposer en-

(1) Sauf ce qui a été dit plus haut des rentes,

tre vifs (1). On ne peut guère signaler en cette matière que deux différences entre les tréfonds et les gagières : la première résulte de l'article 6 du titre VII, prohibant les avantages en tréfonds, faits par contrat de mariage, entre les futurs conjoints. La seconde, ne concernant que la capacité de la femme mariée, l'autorise à disposer de ses gagières avec la seule autorisation de son mari, alors que pour ses tréfonds, il lui faut en outre autorisation de quatre de ses parents (2). En dehors de ces deux cas, les tréfonds et les gagières sont soumis aux mêmes règles pour les dispositions entre-vifs : la vente doit être écrite ; les « gens de main-morte » sont incapables d'acquérir les gagières comme les tréfonds. Il en serait de même en ce qui concerne la capacité du mineur (art. 5, titre I), la rescision pour lésion de plus de moitié en matière de vente, les impôts, etc.

On voit donc qu'en ce qui concerne les dispositions entre vifs, les différences entre tréfonds et gagières sont peu importantes. Il n'en est pas de même en matière de testaments et de successions, comme nous le verrons plus loin.

(1) V. Gabriel, titre V, obs. 9.

(2) Titre I, art. 6 et 7.

CHAPITRE II

DE LA DIVISION DES IMMEUBLES EN PROPRES ET ACQUÊTS.

La Coutume de Metz ne connaissait pas la classification ordinaire de tous les immeubles en propres et acquêts, en matière successorale (1). Cependant, parmi les tréfonds, elle distinguait les propres ou anciens, des acquêts, cette division ne pouvant s'appliquer aux gagères qui étaient assimilées aux meubles pour la transmission héréditaire. Les anciens étaient les tréfonds échus de succession directe ou collatérale (2), ou donnés par un ascendant, car ces libéralités étaient présumées faites en avancement d'hoirie. Cette distinction est fréquemment utilisée (3) : elle n'est cependant pas suivie par l'article 16 du titre XI d'après lequel les biens de successions collatérales échus à père et mère pendant un premier ou subséquent mariage sont censés acquêts de gagère. Ce texte sera étudié plus loin.

Ainsi les mots « gagère » ou « acquêt de gagère » sont synonymes ; aux acquêts de tréfonds s'opposent les anciens.

(1) Mais elle l'admettait en matière de mariage ; V. art. 1 et suiv., 15 et suiv. du titre VI.

(2) Gabriel, t. II, p. 358.

(3) Titre XI, art. 13, 17, 24, 27, 29, etc.

La division coutumière des immeubles en propres et acquêts ressemble pourtant par certains côtés à celle des tréfonds et gagières ; et on peut essayer d'en faire une rapide comparaison (1).

Comme les acquêts coutumiers, les gagières suivent la condition des meubles en matière successorale. Et l'indisponibilité des tréfonds par testaments rappelle la réserve coutumière d'une fraction des propres.

Malgré ces ressemblances, les deux classifications restent étrangères l'une à l'autre. En effet, toute la distinction coutumière repose sur le fait que l'immeuble a été acquis par succession ou non. Les tréfonds, comme les gagières, peuvent aussi bien être acquêts que biens de succession ; en d'autres termes, la qualité d'un immeuble à Metz dépend essentiellement de la volonté de celui qui en devient propriétaire, sauf le cas d'un tréfonds transmis par succession et ne pouvant devenir gagière entre les mains de l'héritier. Les tréfonds, à la différence des propres, passent dans certains cas d'une ligne à l'autre.

Enfin les gagières, pouvant toujours devenir tréfonds par la volonté unilatérale de leur propriétaire, ne peuvent être assimilées à aucune autre classe d'immeubles.

Pour qu'un tréfonds puisse devenir gagière, il faut une transmission de propriété par contrat : l'origine même des gagières l'a rendue nécessaire.

(1) V. Ancillon, *Commentaire sur le titre V* ; Gabriel, t. II, p. 242 et suiv. ; etc.

DEUXIÈME PARTIE

DES SUCCESSIONS AB INTESTAT

CHAPITRE PREMIER

PERSONNES CAPABLES D'HÉRITER.

La Coutume ne déterminait pas explicitement les qualités requises pour succéder.

Nous ne parlerons pas dans ce chapitre des incapacités relatives à la nationalité ou à la noblesse.

Aussi nous contenterons-nous de signaler les incapacités admises par l'usage.

Dans la Coutume de Metz, on distinguait deux sortes d'héritiers : les héritiers testamentaires et les héritiers légitimes ou droits-hoirs, qui, « comme plus proches et habiles, succèdent au défunt *intestat* » (titre XI, art. 1). Bien que suivant l'article 2 « l'héritier testamentaire soit préféré au légitime non institué en ce dont le testateur a pu disposer, cette qualité de légataire pouvait être cumulée avec celle d'héritier légitime comme le dit l'article 3 ; cette dernière disposition, empruntée

au droit romain, était contraire à l'article 300 de la Coutume de Paris; elle était du reste confirmée par l'article 8 du titre VIII des Testaments qui, en fixant au tiers de leur part *ab intestat* la légitime des enfants, permettait aux parents de disposer pour le surplus de tous leurs biens meubles, dettes et gagières « en faveur de telles personnes que bon leur semblera ». Quant aux membres du clergé séculier et régulier, la Coutume était conforme au droit coutumier (et au droit écrit). C'est-à-dire que les « gens d'église séculiers » succèdent à leurs parents et réciproquement ; tandis que « les religieux et religieuses profez ne succèdent à leurs parents ny le monastère pour eux » (1).

Une autre incapacité plus originale se trouve dans l'ordonnance de 1564, articles 66 et suivants (2). Voici brièvement en quoi elle consiste : les parents jusqu'au degré de neveu et d'oncle se doivent assistance lorsqu'ils sont dans le besoin, sous peine, pour ceux qui refuseraient de s'acquitter de ce devoir, de ne pouvoir succéder aux parents qu'ils n'auraient pas secourus, en supposant que ces parents soient revenus à meilleure fortune avant de mourir. Dans ce cas toute l'hérédité passe aux parents qui ont accordé des secours ; s'il ne s'en trouve pas, la succession est dévolue aux pauvres de la ville, sauf si les héritiers dépouillés sont des mi-

(1) Déjà en 1362 (*Recueil de Dom Robert*), un jugement du maître-échevin déclarait que « gens d'ordre » ne peuvent hériter.

(2) *Ordonnances de la ville et cité de Metz*, Metz, 1565.

neurs. Dans ce dernier cas le « bureau d'aumosne » (1) ne prélèvera que la vingtième partie de ces biens. Du reste, pour éviter les abus, le « procureur de l'aumosne » devra assister gratuitement en justice les parents pauvres poursuivant leurs parents riches pour en obtenir des secours ; les sommations d'assistance et les refus doivent être enregistrés au greffe du bureau de l'aumosne. Malheureusement cette loi de secours obligatoire et d'assistance judiciaire n'a pas passé dans le texte de la Coutume et ni les commentateurs ni la jurisprudence ultérieure ne semblent la connaître.

Notons enfin qu'il n'existait aucune incapacité relative à la condition servile des personnes, puisque (art. 1 et 2 du titre I^{er}), « par la Coûtume de la Ville de Metz et Pays Messin, toutes Personnes sont franches, nulles de servile condition. Tous Citoyens et Bourgeois peuvent acquérir et posséder Seigneuries, Fiefs, Francs-aleufs, et toutes autres sortes de Biens » .

(1) C'était le représentant des pauvres de la ville, comparable à ce point de vue à nos bureaux de bienfaisance.

CHAPITRE II

REPRÉSENTATION.

On ne pouvait représenter une personne que si elle était morte naturellement ou civilement, ou renonçante, ce qui exclut par exemple la possibilité de représenter une personne exhérédée. L'exhérédation à Metz était entièrement empruntée au droit romain : le texte de la Coutume ne cite même pas les cas dans lesquels elle est autorisée, l'usage observé étant tout à fait conforme à la novelle 115, au dire des commentateurs. Nous l'étudierons plus loin.

« En ligne directe, dit l'article 12, représentation a lieu en quelque degré que ce soit. » Ainsi à Metz, la représentation a lieu à l'infini en ligne directe descendante. C'est la loi romaine et la règle suivie très généralement dans les pays coutumiers. Une question beaucoup plus controversée était celle de la représentation collatérale. On sait ce qu'il faut entendre par là : par exemple, un homme meurt laissant un frère et un neveu, fils d'un autre frère prédécédé. Le neveu pourrait-il ou non partager cette succession avec son oncle et prendre la part même qui aurait dû revenir à son père ? La réponse se trouve dans l'article 26. Ce texte, au dire

d'Ancillon, est l'un de ceux qui ont fait naître le plus de difficultés et de procès parce qu'il est mal rédigé. Cet article ne distingue en effet que trois cas sur les cinq qui peuvent se présenter.

A Rome, la représentation collatérale, tout à fait inconnue à l'époque classique, fut introduite par Justinien, dans sa nouvelle 118. C'est ce qui explique qu'à Metz, le même principe fut adopté (art. 26) ; on le retrouve du reste aussi dans les pays coutumiers (Paris, 1580, art. 320, 321 ; Orléans, 1583, etc.).

Le premier cas prévu par le texte est le suivant : le défunt a laissé des frères et sœurs et des enfants de frères ou sœurs prédécédés : le partage se fera alors par souche, tous les enfants d'un même frère formant une souche. Si tous les frères et sœurs du défunt sont prédécédés, la difficulté est plus grande. Quoique le texte de la Coutume ne prévoie pas le cas, un arrêt du Parlement en date du 18 janvier 1648 (1) a décidé que la représentation n'aurait pas lieu dans ce cas, que le par-

(1) Cette affaire se débattait entre les héritiers de dame Marie de Barisey de Pommery ; elle était décédée sans postérité et avait disposé de ses biens par testament. Or parmi ses biens se trouvaient trois vignes qu'elle avait léguées à ses trois nièces, Aymée de Chastenay, duchesse de Montgomery, Anne et Ermigarde Daumale. Mais ces vignes étaient tréfonds, et la Coutume ne permet pas de disposer des tréfonds par testament. Les trois nièces avaient donc à partager ces trois vignes, quand l'une d'elles, Aymée de Chastenay, fille unique, émit la prétention d'en prendre la moitié comme représentant sa mère. Le Parlement, par arrêt du 18 janvier 1648, la débouta de sa demande (Ancillon, *Commentaire sur l'article 12, tit. XI*).

tage se ferait par tête. Enfin l'arrêt de règlement du 30 janvier 1696, sur lequel nous aurons encore à revenir, a tranché définitivement la question en ce sens.

Le deuxième cas prévu par l'article 26 est celui où des arrière-neveux sont seuls vis-à-vis des neveux : ils concourent avec eux par représentation, comme le dit l'article 26. La jurisprudence n'était pas fixée en ce sens, malgré le texte de la loi.

Voici par exemple un procès sur ce point (1). Nous reproduisons le tableau des liens de parenté des intéressés.

P. C.		D. M. déc.	M. M.	A. M. déc.
		5 enfants vivants		2 enfants vivants

Le demandeur P. C. prétendait avoir droit à la moitié de la succession, par voie de représentation. Les défenseurs soutenaient naturellement qu'il n'avait droit qu'au quart. Bien que la demande parût difficilement soutenable puisque la représentation n'était pas même admise pour les neveux (seuls), la Cour fut deux fois également partagée et une transaction entre les parties mit fin au procès.

S'il n'y a que des arrière-neveux ou descendants, la représentation n'est pas admise ; ils partagent par tête,

(1) V. Ancillon, *Commentaire de l'article 26, tit. XI.*

les plus proches excluant les plus éloignés. Cependant Ancillon pense que, dans ce cas, le *de cujus* pourrait disposer en faveur de ses arrière-neveux même des tréfonds jusqu'à concurrence de la part à laquelle ils auraient droit si la représentation était admise. Mais ceci n'est qu'une opinion ; elle ne semble pas avoir été partagée par la jurisprudence, et c'est à bon droit, puisque la Coutume ne permet pas de disposer des tréfonds par testament.

Que décider si le défunt laisse un oncle et un neveu ? Ce dernier l'emportera-t-il sur l'oncle ? Car si la représentation s'applique dans ce cas, le neveu étant mis au deuxième degré doit primer l'oncle. D'après Dilange, l'usage observé à Metz serait d'appliquer le principe de la représentation. Mais il ne cite aucun jugement à l'appui de ses affirmations. Ancillon est du même avis parce que, dit-il, les successions descendent plutôt qu'elles ne remontent, et que telle était la décision de la novelle 118.

Il reste à envisager deux cas non prévus par le texte de la Coutume. D'abord, s'il y a des frères ou sœurs, des neveux et des arrière-neveux, ces derniers peuvent-ils concourir avec les neveux ? Bien que l'article 26 soit conçu en termes généraux et semble vouloir toujours faire concourir les neveux avec les arrière-neveux, on s'accordait à reconnaître l'impossibilité de l'appliquer ici. En effet, il ne suffit pas que les arrière-neveux soient mis au rang des neveux ; il faudrait qu'ils soient mis au

rang des frères ou sœurs. Or, en ligne collatérale, l'usage à Metz n'admet qu'un degré de représentation (1). Donc, dans le cas actuel, les frères ou sœurs partagent avec les neveux ou nièces à l'exclusion des arrière-neveux. Le cas plus simple du concours des frères ou sœurs avec des arrière-neveux doit se traiter de la même façon. Ici, du reste, nous avons un jugement du bailiage de Metz en date du 1^{er} juin 1651 par lequel il a été décidé que la sœur du défunt primait tous ses petits-neveux (2).

On peut donc dire que le système de la représentation successorale s'était inspiré à Metz des idées romaines. Mais le droit messin semble avoir étendu le champ d'application de la représentation collatérale telle qu'elle fut introduite à Rome par Justinien ; et à en juger par le nombre de procès qu'elle fit naître, cette réforme ne semble pas avoir marqué un grand progrès dans la législation.

(1) Cf. Dilange, 2^e édit., p. 482 et suiv. ; Ancillon, *Commentaire sur l'article 26*, etc..

(2) Ancillon, *loc. cit.*

CHAPITRE III

ORDRE SUCCESSORAL.

Etant donné un homme qui meurt *intestat*, nous avons déjà vu que, « comme plus proches et habiles », ses droits-hoirs ou héritiers légitimes lui succèdent, en supposant évidemment qu'il n'existe chez eux aucune incapacité. Il s'agit de déterminer maintenant dans quel ordre les parents du défunt seront appelés à lui succéder.

La Coutume, à Metz, admet trois classes principales d'héritiers légitimes : les descendants, les ascendants et collatéraux privilégiés, et les collatéraux non privilégiés. Chacun de ces trois ordres, en principe, ne succède qu'à défaut du précédent. Mais cette notion très simple se complique de deux autres : la dévolution d'une hérédité est souvent déterminée non seulement par la qualité du bénéficiaire, mais aussi par la nature des biens qui la composent et par leur provenance. On comprend donc facilement que la combinaison de ces trois facteurs amène à distinguer des cas assez nombreux. Nous étudierons donc successivement ces quatre classes :

§ 1. — Dans la classe des descendants, les enfants d'un même mariage partagent les tréfonds acquis par

le père pendant le mariage dont ils sont issus et pendant la viduité suivante. Meubles et gagières se partagent également entre tous les enfants.

§ 2. — Cette classe est la plus compliquée. En principe les ascendants ne succèdent à leurs descendants sans postérité que pour les meubles et gagières ; les frères et sœurs germains (et leurs descendants) et, à leur défaut, les non germains succèdent aux tréfonds. Nous verrons plus loin combien les exceptions atténuent la portée de cette règle.

§ 3. — Ici, la distinction est simple : les tréfonds retournent aux lignes d'où ils proviennent ; les meubles et gagières se partagent par moitié entre chaque ligne, où les plus proches excluent les plus éloignés.

§ 4. — Enfin, dans le 4^e paragraphe, nous étudierons les droits du conjoint survivant, des enfants naturels et du seigneur haut-justicier.

§ 1. — Classe des descendants.

L'article 10 est ainsi conçu : « Enfants d'un même lit Héritiers d'un défunt, viennent également à la Succession d'iceluy, sans considération de droit d'aînesse, sans avantage, et sans différence ny distinction de sexe, sans déroger au droit de Fief. » En étudiant la représentation, on a vu qu'elle était admise à l'infini en ligne directe. Donc un descendant quelque éloigné qu'il soit pourra, par exemple, concourir avec un fils

du défunt s'il n'y a plus d'intermédiaire entre ce descendant et le défunt. De même un descendant primera toujours le frère ou le père du défunt. C'était la solution romaine : donc rien de surprenant à la voir suivie dans un pays de droit écrit. Cependant les derniers mots de l'article : « sans déroger au droit de fief » demandent quelques explications. En se reportant au titre III, Des Fiefs, on voit que cette restriction est beaucoup plus apparente que réelle. La succession des fiefs était bien régie par des règles spéciales ; mais le partage égal entre enfants d'un même lit y était observé. La seule exception qu'on puisse y trouver est contenue dans l'article 15 du titre III : « Au fils aîné de celui qui a droit de collation au Patronage Laïque d'un Benefice, appartient d'en disposer à l'exclusion de ses puisnez, et le plus proche Heritier en ligne collatérale exclut le plus remot. »

Quand on saura qu'à l'époque de Dilange (1) (1732), il n'y avait dans tout le ressort de la Coutume de Metz que deux ou trois fiefs (et encore ceux-ci dépendaient-ils de chapitres ou d'abbayes), on conviendra qu'il faut chercher ailleurs la raison d'être et l'origine de ces mots. Or, si on consulte la première édition de la Coutume de 1613, ces mots ne s'y trouvent pas. Il faut donc les chercher dans les procès-verbaux de correction de la Coutume en 1616, 1617 ou 1618 ; mais ils ne

(1) Cf. *Commentaire sur l'art. 9 du titre III.*

s'y trouvent pas davantage. Et le long procès-verbal du 21 janvier 1617 montre tout au contraire que le grand conseil n'avait pas l'air très disposé à introduire les réformes proposées. Le referendum qui fut alors projeté ne semble pas avoir eu lieu, car il n'en est fait mention nulle part.

Du reste ce referendum eût-il été favorable à la réforme, celle-ci aurait passé intégralement dans le texte de la Coutume. Il semble donc que ces mots furent ajoutés tout à fait illégalement lors de l'impression de la deuxième édition; et que son auteur, juriste peu éclairé, espérait de cette façon obtenir une réforme indéfiniment ajournée. Telle est à peu près l'opinion d'Ancillon (1), qui affirme d'ailleurs que l'usage constamment observé a toujours admis le partage égal même pour les nobles. La jurisprudence du Parlement paraît aussi muette sur ce sujet, ce qui ne prouve pas grand'chose, si les fiefs étaient rares, comme l'affirme Dilange.

Sous le bénéfice de ce qui précède, nous pouvons donc admettre que tous les enfants d'un même lit succédaient également et par tête à leur père ou mère décédés. Mais que décider lorsqu'il y a des enfants de plusieurs mariages? Ici la loi tient compte de la nature et de la provenance des biens qui composent la succession.

(1) Commentaire manuscrit.

Les enfants du premier lit emportent tous les acquêts de tréfonds faits par le père pendant le mariage dont ils sont issus ou pendant la viduité suivante, à l'exclusion de tous autres. Comme le père ne pouvait en disposer par testament, on voit toute l'importance de cette règle.

Que penser de la succession des acquêts de tréfonds faits par le père avant son premier mariage ? ou des acquêts de tréfonds faits par le père pendant un mariage dont il n'a pas eu d'enfants ? L'article 13, en effet, ne donne aux enfants du premier lit que tous les anciens du père et les acquêts faits pendant le premier mariage et la viduité suivante. L'article 15 ne nous renseigne pas davantage puisqu'il ne donne aux enfants de différents lits que les acquêts correspondants. Gabriel, titre V, obs. 13, pense qu'il faudrait attribuer tous les acquêts faits avant le premier mariage aux enfants nés de ce mariage, cette solution paraissant la plus conforme à l'esprit de la Coutume. La jurisprudence a eu l'occasion de se prononcer sur le deuxième point, ce qui n'aurait pas laissé de doute sur le premier s'il s'était présenté (Sentence du bailliage, 17 décembre 1681 et, en appel, arrêt du Parlement du 18 avril 1682 ; Dilange, p. 456 ; Gabriel, p. 362). Ce qui prouve que l'usage à Metz cherchait à favoriser le plus possible les enfants du premier lit aux dépens des autres.

Il faut remarquer le grand avantage fait par l'article 13 aux enfants du premier lit. Ceux-ci, en effet, emportent tous les propres de tréfonds de leur père et les

acquêts de tréfonds faits pendant le mariage ou la première viduité ; les enfants des autres lits, au contraire, n'ont droit qu'aux acquêts de tréfonds réalisés postérieurement à la première viduité. « Et, ajoute l'article 13, ne peut le Pere les donner ny conditionner pour le tout ny partie en faveur de ses enfans de Mariage subsequent (1). » Cette disposition a évidemment pour but d'empêcher la fraude à la loi, consistant à avantager en tréfonds les enfants du second lit au détriment des enfants du premier par tout autre moyen qu'un testament. Il faut bien remarquer ici qu'il ne s'agit que de tréfonds, les meubles et gagièrès restant à l'entière disposition du père qui peut, par ce moyen, avantager les enfants qu'il veut, de quelque lit qu'ils soient. Aucun texte de la Coutume ne restreint d'ailleurs le pouvoir de libre disposition du père quant aux tréfonds, lorsqu'il n'a pas pour but d'avantager les enfants d'un mariage subséquent directement ou indirectement. Et c'est comme avantage indirect aux enfants qu'il faut prohiber les avantages faits par le mari à sa seconde femme (2).

Dans ce qui précède nous n'avons parlé que du père.

(1) V. d'Abocourt, f° 315 et suiv. Il cite de nombreux jugemens, 1376, 1380, etc... annulant les dispositions de tréfonds par le père, même entre vifs, s'il a eu l'intention de frustrer ses enfants.

(2) Art. 8 du titre X : « L'homme ne peut doter une seconde femme sur ses anciens Héritages, non pas même les obliger par assurance dudit Douaire, lorsqu'il a des enfants d'un Mariage précédent. » De même le douaire coutumier était très affaibli lorsque le mari avait des enfants de mariage précédent. — V. art. 3, 4, 5, 7, même titre.

Les textes ne mentionnant pas la mère, il est intéressant de se demander si on lui appliquait les mêmes règles qu'au père. Il paraît que c'était une question très controversée.

Ce qui fait la difficulté, c'est qu'un arrêt de règlement du Parlement de Metz (rendu à l'occasion de l'affaire de Corpil-Watrin) (1), introduisait l'édit des secondes noces dans son ressort. « En faisant droit par les conclusions du procureur général du Roy, la Cour ordonne que l'édit des secondes noces sera à l'avenir observé et exécuté dans les bailliages de Metz, Toul et Verdun et autres lieux de l'ancien ressort, nonobstant toutes coutumes et usages contraires, sans que le présent arrest puisse estre tiré à conséquence pour les successions partagées et puisse donner faculté aux gens mariez dans la Coutume de Verdun de disposer entre vifs ou à cause de mort au profit l'un de l'autre au-delà de ce qui est permis par la Coutume, ordonne que l'arrest sera lû et publié tant en cette Cour qu'aux dits bailliages et autres sièges ressortissants en icelle l'audiance tenant, fait à Metz en Parlement le 18 janvier 1673. »

Cet édit, quoique ne parlant que des femmes, était aussi appliqué aux hommes (2). Il pouvait donc paraître naturel d'étendre aussi le champ d'application de l'article 13. Mais strictement, le régime exceptionnel établi pour le père par l'article 13 ne pouvait être

(1) Cité par Ancillon, *Commentaire sur l'art. 13*.

(2) Ancillon, *loc. cit.* ; Dilange, *Comm.*, etc.

étendu à la mère sans texte spécial. C'est du reste en ce sens que la jurisprudence s'est fixée définitivement par l'arrêt solennel du Parlement du 12 juin 1697 (arrêt Lecoq) qui ordonne qu'à l'avenir tous les enfants d'une même femme partageront tous ses tréfonds, également et par tête, sans distinction de lit.

Beaucoup d'anciennes Coutumes réservaient aux enfants du premier mariage tous les acquêts du père. Mais cette disposition fut supprimée aux secondes rédactions à cause des trop grandes inégalités qui en résultaient. A Metz, il ne s'agissait que des acquêts de tréfonds, ce qui permettait au père d'éviter les conséquences de la loi en faisant des gagières. De même on ne peut trouver grande analogie entre cette disposition et la dévolution en usage dans les Pays-Bas : celle-ci, en effet, ne s'appliquait qu'aux biens du survivant, mais en interdisait la disposition. La Coutume de Metz était donc bien originale sur ce point, et il semble qu'elle ait réussi à éviter en partie les inconvénients signalés dans les autres systèmes. Cela n'empêchait pas Ancillon de demander qu'on supprimât les dispositions de l'art. 13 en ordonnant le partage égal entre tous les enfants, aussi bien à la succession du père qu'à celle de la mère. Mais cette manière de voir ne semble pas avoir été partagée par beaucoup de ses contemporains.

Dans ce qui précède, nous n'avons étudié que les droits des enfants du premier lit à la succession de leur père (art. 15). Mais cet article 15 contient une appa-

rente restriction des droits des enfants à la succession de leur père, dans deux cas différents : quand la mère est dénommée acquêteresse et quand elle est commune en biens. Voici ce qu'il faut entendre par là : si dans le contrat d'acquisition des tréfonds, le père ou le donateur ou l'auteur a fait intervenir sa femme en qualité de coacquêteresse, les enfants à la mort du père n'ont droit qu'à la moitié des tréfonds ainsi acquis, la mère recueillant l'autre moitié. De même si les époux ont adopté le régime de communauté (1), la femme a droit à la moitié de tous les tréfonds acquêtés pendant le mariage. Donc, dans ces deux cas, la femme ne fait qu'exercer son droit de propriété et la loi ne lui fait ici aucune faveur spéciale.

A la mort de la mère, que deviendront les tréfonds qui lui viennent de la succession de son mari (2) ? Si on suivait les mêmes règles que pour le père, les enfants ayant hérité de la moitié des tréfonds, obtiendraient l'autre moitié. Mais l'article 15 décide que, dans ce cas, on rentre dans le droit commun ; les tréfonds de la mère seront partagés par tête entre tous ses enfants, même s'il y en a de lits différents.

Ancillon (3) nous apprend que pour éviter les inéga-

(1) La communauté légale était inconnue à Metz : il fallait donc un contrat de mariage pour y être soumis. Le droit commun « mariage en la Coutume » était une sorte de régime dotal.

(2) Par jugement du maître-échevin de 1364, les enfants de divers lits partagent les acquêts de leur mère par souche et non par tête. L'usage définitif est donc postérieur à cette date (Jugements, de Dom Robert).

(3) Deuxième partie, *Commentaire sur l'article 15*.

lités entre enfants de divers lits à la mort du père, on convenait dans les contrats de mariage entre veuf et veuve que tous les enfants des divers mariages partageraient également la succession de leur père ou mère. Mais cela est bien invraisemblable : comment admettre que des particuliers puissent modifier à leur gré l'ordre successoral établi par la loi ? Ancillon ne cite aucun jugement à l'appui de sa thèse, qui paraît tout à fait fantaisiste.

Le principe de l'égalité entre tous les enfants même non germains, reparaît dans l'article 16 : « Biens de Successions collatérales échus à Pere ou Mere pendant un premier ou subsequent Mariage, sont censez Acquêts de Gagièrè » et sont ainsi partagés entre tous les enfants par tête et égale portion. Il est certain que ces tréfonds venant de la ligne collatérale ne peuvent être considérés comme gagières qu'au point de vue du partage. Dans toute autre circonstance ils gardent leur qualité de tréfonds (1). D'où provient cette fiction si remarquable ? Très probablement il ne faut voir là qu'une influence coutumière tendant à assimiler dans une certaine mesure les tréfonds aux propres et à rapprocher autant que possible la succession des enfants du premier mariage de la dévolution des pays de Coutumes. L'arrêt déjà

(1) En ce sens, arrêt du 1^{er} octobre 1716 ; Dilange, p. 459 et 460. Mais voyez en sens contraire un arrêt plus ancien, du 2 août 1645, ayant appliqué l'article 16 à une communauté de biens entre époux. Ancillon, *Recueil*, p. 440.

cité du 2 août 1643 semble confirmer cette hypothèse.

Nous avons ainsi entièrement déterminé la succession aux tréfonds des enfants nés de plusieurs mariages. Mais à quel régime seront soumis les meubles et gagiè-res ? La réponse très simple se trouve dans l'article 18. « Meubles et Gagières se partagent entre Enfants de même ou divers Mariages par tête et égale portion. » On remarquera que cet article, ne faisant aucune distinction, s'applique aussi bien à la succession du père qu'à celle de la mère. Le partage entre tous les enfants existait donc bien ; mais cela ne signifie pas qu'à la mort du père ou de la mère, les enfants se partageaient tous leurs meubles et toutes leurs gagières. C'était impossible quand la femme prédécédée n'avait pas fait de contrat de mariage. Et voici pourquoi : on sait que la communauté légale n'existait pas à Metz. Or quel était le régime matrimonial de droit commun ? C'était un régime mixte mais qui permettait au mari survivant d'emporter tous les meubles et tous les acquêts de gagières à la mort de sa femme, qu'il y eût ou non des enfants, à la seule condition de payer toutes les dettes passives (art. 10 du titre VI). Sous le régime de droit commun, les enfants ne succédaient ni aux meubles ni aux gagières de leur mère prédécédée. Lorsque c'était le père qui mourait le premier, la femme concourait avec les enfants, ou avec ceux du mari, s'il y en avait d'un précédent mariage, et partageait avec eux également, sauf pour « sa Courtine avec ses Habits, Bagues et

Joyaux, qu'elle emporte par préciput » (même article). S'il n'y avait pas d'enfants, elle avait les mêmes droits que le mari. C'est aussi ce que dit l'article 19 de notre titre. « Les Enfans partagent avec leur Mere ou belle-Mere, par tête et égale portion, les Meubles et Acquêts de Gagièrè délaisséz par leur Pere, s'il n'y a chose faite au contraire. » Ces derniers mots font allusion au contrat de mariage qui pouvait naturellement modifier le droit commun sur ce point, par exemple en stipulant la communauté, etc... Mais tout ceci fait partie beaucoup plus du droit matrimonial que du droit successoral. C'est pourquoi nous n'insisterons pas davantage.

En résumé, si le survivant est le père, les enfans partagent également tous les meubles et gagièrès, et par lit tous les tréfonds correspondants ; si c'est la mère, partage égal de tous ses biens (1).

(1) Voici ce qu'en dit d'Abocourt, f° 316 et suiv. Les avelets et avelettes représentent leurs père et mère décédés, « en cesdittes successions faisants tous ceulx d'un père et d'une mère qui estoient deffunct de la succession duquel il s'agit ung tocq comme ferait leursdits pere ou mere... Et quant aux meubles, debtes et gagièrès non conditionnez pour l'égard de la ligne directe descendante tous enfans indifféremment du mesme père de quels mariages ils soient y succèdent par égal portion avec leur mère si elle est en vie », sauf conventions matrimoniales. « En suivant icelles [ces règles] il resulte que tous les descendans de celluy qui serait le premier heritier et faict ouverture aux aultres plus bas représentans tous ensemble son estoc estant toujours la succession descendante preferee a la collateralle par jugement de l'an 1343. » Il y a 4 jugemens dans le même sens dans la seule année 1343. Et plus loin : « Enfans de plusieurs meres emportent les acquest de treffond de leursdittes meres selon chacun mariage respectivement dont ils sont issus » (jugement de 1340).

Pour terminer l'étude de la succession aux ascendants, il reste à étudier un cas spécial prévu par l'article 17. On sait que les « avelets » (petits-enfants) viennent par représentation de leur père ou mère décédés à la succession de leur grand-père ou grand'mère. Mais le privilège établi par l'article 13, en faveur des enfants du premier lit, doit-il être aussi accordé à leurs propres enfants ? Oui évidemment. Mais l'article 17 prévoit un cas plus compliqué : « Avelets issus d'un premier lit, représentent leur Pere ou Mere decedez, et emportent les Héritages anciens et de tréfonds qui eussent échus a leur Pere ou Mere par le trépas de leur Ayeul ou Ayeule paternels, encore qu'ils ayent des Frères ou Sœurs consanguins, et que telle Succession soit échüe pendant un second Mariage. » Ce texte prévoit le cas où le représenté (l'enfant décédé) a contracté plusieurs mariages et a laissé des enfants de deux de ces mariages. De droit commun, tous ces consanguins devraient avoir, par représentation de leur père commun, les mêmes droits à la succession de leur grand-père, et partager également les tréfonds qui devaient échoir à leur père. Au contraire, l'article 17 décide que les tréfonds seront partagés entre les seuls petits-enfants issus du premier mariage du représenté, à l'exclusion de tous les autres. Et les mêmes tréfonds seront déferés, à ces petits-enfants privilégiés, comme les tréfonds que leur père, ayant survécu à leur grand-père, aurait recueillis dans la succession de ce dernier. Cette der-

nière disposition a un grand intérêt parce que, sans elle, les tréfonds, échus au représenté pendant son second mariage, devraient passer aux enfants de ce second mariage alors qu'ici ceux du premier sont seuls appelés à en bénéficier. Tel est le sens de cet article 17 dont la rédaction, il faut en convenir, est assez mauvaise. Remarquons, en terminant, qu'il ne s'agit ici que des enfants d'un premier mariage et qu'on ne peut donc étendre de la même façon la portée de l'article 15 assimilant les enfants des divers mariages.

§ 2. — Classe des ascendants et des collatéraux
privilégiés.

Il s'agit maintenant de déterminer les règles suivant lesquelles la succession d'un défunt, mort sans postérité, sera partagée entre ses ascendants et ses autres parents.

Tout d'abord, une première catégorie de biens composant tous les meubles et toutes les gagnières, est dévolue « aux Peres, Meres, Ayeuls et Ayeules ou autres Ascendans à l'exclusion de tous autres », dit l'article 20. La Coutume ne dit pas très clairement de quelle manière il faudra partager entre les ascendants (1). Il est certain, d'après Dilange, que sans distinction de souche les plus proches ascendants excluront les plus éloignés :

(1) Cpr. art. 311 de la Coutume de Paris. Ce texte réservait aussi aux ascendants tous les meubles et acquêts de leurs descendants morts sans postérité.

le père primera les grands-parents paternels, etc. Cette solution semble bien être la plus naturelle puisque la Coutume ne reconnaît pas la représentation en ligne directe ascendante.

Mais si, dans chaque ligne, il y a des ascendants au même degré, partagera-t-on par souche ou par tête ? L'usage observé à Metz était, suivant Ancillon, le partage par souches sans qu'on en voie de bonnes raisons. Ceci s'applique au cas où le défunt n'a pas laissé de postérité ; peu importe d'ailleurs qu'il ait des frères ou sœurs : l'article 20 est absolument général. Il semble que cet avantage réservé aux ascendants soit considérable : d'autant plus qu'à partir du xvi^e siècle, les gagères étaient beaucoup plus nombreuses que les tréfonds. C'est exact ; mais cet avantage pouvait n'être qu'illusoire, car ceux qui en bénéficiaient étaient tenus de toutes les dettes de la succession, comme nous le verrons plus loin.

A propos des droits de succession des ascendants, on peut se demander si le droit de retour ou de réversion était admis à Metz. La Coutume n'en parle pas : même elle semble le rejeter implicitement dans son article 21 qui enlève aux ascendants tout droit sur les tréfonds au profit des frères et sœurs. Quant aux immeubles de gagère, on sait qu'ils étaient réservés à l'ascendant le plus proche qui pouvait fort bien ne pas être le donateur. Cependant, d'après Ancillon, et Di-

lange (1), l'opinion commune à Metz admettait ce droit. Ils la justifient en invoquant le droit romain et le droit coutumier (2).

Reste la succession aux tréfonds. Le principe est très simple : les frères et sœurs germains (ou leurs descendants) emportent tous les tréfonds. A leur défaut, les non germains succèdent (art. 21). C'est le privilège du double lien. Nous allons voir les exceptions qui viennent un peu compliquer cette notion.

Mais il faut d'abord étudier d'un peu plus près l'étendue de cette fameuse prérogative du double lien à Metz (3). D'abord elle s'applique non seulement aux frères et sœurs germains, mais à tous leurs descendants (4), et c'est seulement quand il n'y a plus de représentants de la ligne germaine que les non-germains sont appelés. La même prérogative n'était plus admise

(1) Ancillon, *Commentaire sur l'article 20* ; Dilange, p. 467.

(2) D'Abocourt cite un jugement de 1400 ayant autorisé un grand-père, après le décès de son fils, à retirer dans la succession de son petit-fils les dons faits à celui-ci par le père. — V. f^o 321.

(3) Le privilège du double lien était déjà admis en 1314 quant aux « escheutes d'héritages » (Jugement du maître-échevin, Dom Robert). V. aussi les jugements de 1355, 1357, 1371, d'après lesquels les frères et sœurs germains excluent les consanguins quant aux héritages venant de la mère. — V. enfin aux pièces justificatives. D'autres jugements sont cités par D'Abocourt (f^{os} 330 à 332) : les germains excluent les non-germains et succèdent aux tréfonds s'il y a des ascendants ; si ceux-ci font défaut, ils emportent toute la succession (Jugement de 1345).

(4) V. cependant l'arrêt de 1647 rendu dans l'affaire de Montgommery, et d'après lequel tous les neveux du défunt, bien que de divers pères ou mères, lui succèdent par tête et non par souche. Ancillon, *Recueil*, p. 443.

à l'égard des oncles et tantes ; si, par exemple, le défunt laissait des oncles, frères germains et non germains de son père, les premiers devaient exclure les seconds (1).

Une autre question, beaucoup plus discutée, était celle de savoir si le privilège du double lien s'appliquait aux meubles et aux gagières comme aux tréfonds. Le texte de la Coutume ne parlant, au commencement de l'article 11, que des héritages de tréfonds, semble bien exclure *a contrario* les meubles et gagières. Cependant l'opinion de la plupart des auteurs était d'admettre le double lien sans distinction de biens. C'était du reste la solution admise par le texte de la Coutume de l'Evêché de Metz (art. 10 du titre XI) : « En successions collatérales, frères et sœurs germains, et leurs descendants excluent généralement les non germains. »

Enfin les auteurs ajoutent que si la Coutume admet ce privilège pour les tréfonds, *a fortiori* doit-elle l'admettre pour les meubles et gagières : car les autres Coutumes n'y comprennent en général que les meubles, acquêts et conquêts, mais non les propres. La jurisprudence du Parlement messin fut assez longtemps incertaine. Une sentence du bailliage de Metz du 3 juin 1642 (affaire Ambroise) avait admis le concours des germains et non germains au partage des meubles et gagières. De

(1) D'après le recueil d'Ancillon, l'oncle conjoint des deux côtés n'exclut pas l'oncle conjoint d'un seul côté pour les tréfonds du neveu (arrêt du 21 janvier 1661).

même un arrêt du Parlement du 9 juillet 1653 (1) avait jugé dans le même sens. Mais un autre du 7 juillet 1702 (des Peltres) avait admis le double lien, et c'est en ce sens que se fixa la jurisprudence par l'arrêt de règlement du 11 décembre 1721.

Dilange (2) l'approuve entièrement et le déclare même conforme à d'anciens jugements des Treize. Il est presque superflu de remarquer que ce concours sur les meubles ne peut avoir lieu que si le défunt ne laisse ni ascendants ni descendants, comme nous l'avons vu plus haut. Mais les non-germains (art. 21 *in fine*) emportent même sur les pères et mères et autres ascendants, tout ou partie des tréfonds de la succession, à la seule condition que le défunt ne laisse ni descendants, ni frères ou sœurs germains ou descendants d'eux dans des conditions qu'il nous reste à examiner. Enfin, si le défunt sans postérité ne laisse ni frères ni sœurs, ni descendants d'eux, les ascendants se partagent toute la succession, même les tréfonds ; nous reviendrons sur ce point en étudiant la règle : *paterna paternis, materna maternis*.

Les frères et sœurs succèdent aux tréfonds. La première exception à ce principe se trouve dans l'article 22 et ne concerne que les seuls « héritages de tréfonds » échus à l'enfant du côté maternel. Les frères et sœurs germains succèdent toujours à ces biens suivant le prin-

(1) Ancillon, *Recueil*, p. 471, Autre arrêt dans le même sens, 20 avril 1679 ; *ibid.*, p. 249.

(2) P. 465 à 477.

cipe général. Mais à leur défaut, les frères et sœurs consanguins ou utérins se succèdent les uns aux autres (art. 21, *in fine*), sauf dans les cas prévus par les articles 22 à 25, que nous étudierons plus loin. Voyons d'abord comment se fera le partage entre enfants de plusieurs lits. La règle se trouve dans l'article 29 qui divise la succession en trois parts : 1° les héritages venant du côté paternel vont aux frères et sœurs consanguins (1).

2° Les héritages venant du côté maternel sont partagés entre les frères et sœurs utérins.

3° Les acquêts, *qu'ils soient de gagièrre ou non*, et les meubles, se partagent par lits entre les frères et sœurs de divers mariages.

Remarquons d'abord que cette dernière disposition ne peut s'appliquer qu'au cas où il n'y a plus d'ascendants paternels ni maternels : l'article 20 donne en effet tous les meubles et toutes les gagières aux ascendants à l'exclusion de tous autres. Il faut de même excepter tous les cas des articles 22 à 25.

Reste à savoir ce qu'il faut entendre par héritage paternel ou maternel. L'article 30 en donne la définition

(1) Il y a un jugement du maître-échevin, de 1377, qui donne aux consanguins d'un premier mariage le tiers des tréfonds ; et à ceux du second les deux autres tiers. Le droit n'était donc pas encore fixé sur ce point en 1377 (Jugements de Dom Robert). D'après un autre jugement de 1321, cité par D'Abocourt, f° 323, les frères et sœurs non-germains, consanguins sans doute, excluent la mère pour les héritages paternels.

suivante : « Héritages sont réputez paternels qui sont échus de la succession du Pere du défunt, ou de l'un des Parents lignagers d'iceluy du côté de sondit Pere ; et ceux sont réputez maternels qui sont échus de la succession de la Mere ou des Parents maternels dudit défunt : et pour les faire juger paternels ou maternels ne faut enquérir plus ancienne ligne que de celuy auquel l'Héritage a fait souche et luy est échu de succession ou donné en faveur de mariage par avancement et en attendant partage. » Cet article, copié sur l'article 182 de la Coutume de Sedan, a pour but d'arrêter les recherches pour retrouver le premier acquéreur dans l'une ou l'autre ligne. Il trouve aussi son application dans le cas de l'article 27 dont nous aurons à parler à propos du « mort en la Coutume ».

La règle du partage entre frères et sœurs de divers mariages étant ainsi établie, voyons quelles sont les exceptions. La première se trouve dans l'article 22 qui prévoit le cas où il n'y a ni frère ni sœur utérins, mais seulement des consanguins. Dans ce cas, en appliquant la règle ordinaire de l'article 24, ces frères et sœurs devraient recueillir non seulement les tréfonds paternels (art. 29), mais aussi les tréfonds maternels qui cependant ne proviennent pas de leur mère. Aussi l'article 22 décide que le père emportera les héritages de tréfonds maternels de son enfant, à l'exclusion de ses enfants de mariages subséquents, non-germains du décédé. On peut se demander si le texte fait une différence entre les

enfants nés de mariage antérieur et ceux nés d'un mariage subséquent.

On ne voit aucune raison sérieuse pouvant justifier cela, et si les enfants de mariage subséquent sont primés par le père, *a fortiori* ceux des mariages antérieurs (1).

L'article 23 ne fait que reproduire les dispositions analogues en faveur de la mère. Si le défunt n'a pas laissé de frère ni de sœur consanguins, les tréfonds maternels sont recueillis par les utérins, suivant le principe général (2).

Mais les « Héritages et Acquêts de Tréfond » paternels sont réservés à la mère, « à l'exclusion des non-Germainis » dit l'article 23 en termes trop généraux. Il ne s'agit évidemment que des utérins par analogie avec

(1) Ancillon prétend qu'en vertu de l'article 22, le père emporte les tréfonds maternels de son enfant, à l'exclusion même des frères et sœurs utérins et autres parents maternels. Mais son opinion n'est pas soutenable puisque l'article 24 vient détruire presque complètement la règle. Je dis presque, car si on adopte la manière de voir d'Ancillon, on est bien obligé d'admettre le père à la succession de tous les tréfonds du dernier utérin mourant; mais on n'est plus obligé de donner tous les tréfonds à la mère quand le dernier consanguin vient à mourir.

(2) Ancillon voudrait voir dans cet article 24 une exception au privilège du double lien: il prétend que les utérins emportent les tréfonds maternels même si le défunt laisse des frères et sœurs germains et qu'un arrêt du Parlement aurait été rendu dans ce sens. Mais la rédaction de l'article 24 qui précise: à l'exclusion de leur mère, ayeul ou ayeule paternel; et le commentaire de Dilange ne permettent pas une pareille interprétation. Tout ce qu'on peut dire, c'est que la première partie de l'article 24 applique la règle *paterna paternis, materna maternis*, tandis que la deuxième fait sortir des biens de la ligne d'où ils viennent.

l'article 22. Et il ajoute : « Et en défaut d'icelle, l'Ayeul ou l'Ayeule maternel de l'Enfant décédé, sera encore préféré ausdits non-Germains. » Aucune disposition analogue ne se trouve dans l'article 22. Il semblerait donc bien que les rédacteurs de la Coutume aient voulu avantager la ligne maternelle aux dépens de la ligne paternelle. Cependant, malgré ce silence, les auteurs (1) étaient d'accord pour ne voir là qu'un défaut de rédaction et pour préférer, dans le cas qui nous occupe, les aïeuls paternels aux frères et sœurs consanguins, à défaut du père ; la raison, disaient-ils, étant la même pour les ascendants paternels que pour les maternels. Donc les exceptions admises par les articles 22 et 23 peuvent être résumées ainsi : en l'absence de frères ou sœurs utérins ou consanguins, les tréfonds paternels ou maternels sont recueillis par le père ou la mère, et, à son défaut, par les ascendants paternels ou maternels. Ces deux articles sont rédigés aussi mal que possible. Inutile d'ajouter que l'Edit des mères ne fut jamais appliqué, malgré les vives protestations d'Ancillon (2). Les

(1) Dilange, *Commentaire*, p. 479 ; Ancillon, *Commentaire sur l'article 22*.

(2) *Commentaire sur l'article 23* ; Dilange, *Commentaire*, p. 479. Ancillon prétend que la mère et les ascendants maternels doivent primer, quant aux tréfonds paternels, non seulement les frères et sœurs utérins, mais aussi les consanguins.

Telle n'est pas l'opinion de Dilange qui s'appuie, avec raison, sur l'analogie entre les deux articles 22 et 23 pour l'identité de leurs dispositions. On peut ajouter que l'article 14 réglant la succession aux tréfonds paternels entre consanguins est général et ne fait au-

articles 24 et 25 ne s'occupent que des frères ou sœurs utérins. Rien à dire de la première partie de l'article 24 qui ne fait qu'énoncer le principe de la matière contenue dans l'article 29. Mais la fin de ce texte prévoit le cas où tous les utérins meurent sans postérité. Les articles 22 et 23 ne donnent la préférence aux ascendants que sur les frères et sœurs non-germains du décédé. Il s'agit donc de savoir comment se fera le partage entre les ascendants laissés par l'enfant. L'article 24 répond que le père survivant succédera aux tréfonds maternels de son enfant à l'exclusion de tous les ascendants maternels de cet enfant (1).

Enfin, et c'est le cas prévu par l'article 25, si un enfant meurt laissant des frères et sœurs utérins et des aïeuls paternels, ce sont les frères et sœurs qui héritent et non les aïeuls paternels. C'est une application de l'article 21 qui préfère les frères et sœurs non-germains aux ascendants, et l'exception de l'article 23 n'a lieu qu'en faveur de la mère et des aïeuls maternels. Donc si ces derniers font défaut, les utérins reprennent leurs droits en vertu du principe général de l'article 21 : « les non-germains succèdent », et de l'application qu'en fait ici l'article 25. D'après le même principe, il faudrait décider de même que les frères et sœurs consanguins emportent les tréfonds maternels à l'exclusion des aïeuls maternels, en

cune allusion aux droits de la mère ou des ascendants maternels. Ainsi la mère prime les utérins quant aux biens paternels de la même façon que le père pour les tréfonds paternels.

(1) Voyez la note de la p. 63.

l'absence, évidemment, du père et de l'ascendant paternel. Le partage, entre consanguins, des tréfonds paternels est soumis aux règles spéciales, déjà étudiées, de l'article 14.

Si le défunt ne laisse, ni enfant, ni frère, ni sœur, ni descendants d'eux, la succession sera recueillie par ses ascendants. Et on appliquera au partage des tréfonds les mêmes règles qu'à celui des meubles et gagières (art. 20). En résumé les ascendants ont toujours les meubles et gagières. Les frères et sœurs obtiennent les tréfonds grâce au privilège du double lien. Quant aux non-germains, ils héritent des tréfonds suivant la règle *paterna paternis*, sauf les cas où ils sont primés par la ligne ascendante et où les biens sortent de ligne, comme nous l'avons vu. Remarquons que seuls parmi les immeubles, les héritages de tréfonds, au sens expliqué, peuvent faire l'objet d'une succession aux ascendants en concurrence avec des collatéraux privilégiés.

Telles sont les règles du partage des successions entre les ascendants, d'une part, et les frères et sœurs ou leurs descendants d'autre part. Reste à étudier le partage de la succession lorsque les deux premières classes d'héritiers font défaut.

§ 3. — Classe des collatéraux non privilégiés.

Cette classe comprend tous ceux qui décèdent « sans Enfants, Frères ny Sœurs, ny Descendants d'eux, Pere ny Mere, Grand-Pere ny Grand'Mere » (art. 27) ; et en

ce cas le défunt est dit « mort en la Coutume » (1). Comme précédemment, il faut faire une distinction entre les tréfonds et les meubles et gagières. « Les meubles et Acquêts de Gagières.... se partagent par moitié entre les lignes paternelles et maternelles sans distinction du côté et ligne d'où ils puissent venir », et les anciens de tréfonds retournent aux lignes. Remarquons l'analogie de cet article 27 avec l'article 29 déjà étudié. Alors que pour la succession entre frères et sœurs non-germains, l'article 29 distinguait les héritages de tréfonds, d'une part, et les meubles et acquêts de gagière ou de tréfonds d'autre part, l'article 27 fait une distinction analogue, mais oublie de parler des acquêts de tréfonds ; mais il est évident qu'il importe peu ici que les acquêts soient de gagière ou de tréfonds. Donc, pour les meubles et acquêts, partage égal entre les deux lignes (2).

Les héritages anciens de tréfonds retournent aux lignes dont ils sont venus. C'est l'application la plus intéressante de la règle : *paterna paternis* dans la Coutume de Metz (3). Si d'autres maximes coutumières comme :

(1) Cette expression « mort en la coutume » se trouve déjà dans deux jugements du maître échevin de l'année 1360, d'après d'Abocourt, f° 325. Les acquêts paternels et maternels étaient partagés par moitié entre les deux lignes, les acquêts de tréfonds retournaient cependant dans certains cas à la ligne d'où ils venaient. V. d'Abocourt, f° 326 verso et 327 recto.

(2) Cet usage est contraire à celui des pays coutumiers, qui admettaient le partage égal entre les plus proches parents. V. cependant *Coutume du Bourbonnais*, art. 315.

(3) Dès 1337 nous trouvons un jugement du maître échevin d'après lequel tous les héritages d'un homme et d'une femme qui meurent

« Propres ne remontent » n'y ont pas été observées, l'influence du droit coutumier a été comparable à celle du droit romain. Mais en dehors de ce cas et de celui prévu par l'article 29 (ce dernier peut aussi bien venir du droit romain), on ne pouvait plus appliquer la règle. Ainsi les père et mère emportent toute la succession de leur enfant mort sans postérité, frère ni sœur ni descendants d'eux-mêmes si cette succession comprend des tréfonds venus de ligne opposée. Doctrine et jurisprudence (arrêt du Parlement, 9 déc. 1636, cité par Dillange), sont d'accord sur ce point.

Par héritages anciens de tréfonds, il faut entendre les tréfonds recueillis par le défunt comme héritier ou donataire d'un ascendant (ou d'un collatéral). Et pour classer ces tréfonds dans l'une des deux lignes, il suffit de se reporter à l'article 30, déjà cité. A la ligne paternelle seront attribués les tréfonds venus au défunt de son père ou de l'un de ses parents paternels par succession, donation ou avancement d'hoirie ; et de même à la ligne maternelle les tréfonds venus de la mère ou de l'un des parents maternels. On ne s'occupe pas du premier acquéreur. Il faut donc ranger la Coutume de Metz parmi celles « de simple côté ».

Comme nous l'avons déjà observé, les acquêts de tréfonds ne peuvent être rangés parmi les anciens héritages ni être affectés à une ligne : ils seront donc par-

sans hoirs de leur corps passent aux lignes d'où ils viennent (*Recueil de Dom Robert*). Autre jugement dans le même sens en 1287 (*ibid.*).

tagés comme les meubles et gagièrès. Dans chaque ligne, les plus proches parents excluent les plus éloignés. Mais, dit l'article 28, « n'excluent les plus proches de l'une desdites lignes, les plus remots de l'autre ». Et les biens d'une ligne ne passent à l'autre que si la première n'a plus aucun représentant (art. 28). Donc un parent à un degré quelconque emporte toute la succession « à l'exclusion du fisc » ; il n'en est pas de même dans la Coutume de l'Evêché où, à défaut d'héritiers d'une ligne, c'est le Seigneur Haut Justicier qui succède (art. 13 du titre XI de la Coutume de l'Evêché ; V. aussi art. 330 de la Coutume de Paris).

**§ 4. — Droits du conjoint survivant, du
bâtard et de la ville.**

1° Le régime matrimonial de droit commun à Metz n'était pas la communauté de biens (art. 1, tit. VI), mais un régime dotal (1). Cependant la Coutume admettait la communauté conventionnelle et elle s'en est occupée presque aussi longuement que du régime dotal. Dans les deux cas, les droits du conjoint survivant n'étaient pas les mêmes, et il faut les étudier séparé-

(1) Le mari pouvait disposer de la totalité des meubles et acquêts, sauf habits, bagues et bijoux de sa femme, non seulement entre vifs, mais même par testament. Le mari pouvait vendre les immeubles dotaux avec le consentement de la femme et de quatre de ses parents, sans emploi. Enfin les conjoints peuvent s'avantager en meubles et gagièrès ; et le mari peut même avantager indirectement la femme en tréfonds. Titre VI, art. 1, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15 ; titre VII, art. 6, 7, 9 ; titre VIII, art. 8 et 10.

ment. Nous ne nous occuperons ni du douaire, ni des gains de survie qui ne sont plus du domaine des successions proprement dites.

Si les conjoints étaient mariés « en la Coutume », la femme (1) emportait par préciput « sa Courtine, avec ses Habits, Bagues et Joyaux ». De même, le mari avait toujours droit à ses « Habits, Armes et Chevaux ». Au contraire, s'il y avait communauté conventionnelle (art. 31, tit. XI), le mari n'avait droit qu'à un habit à son choix, sauf s'il s'était réservé expressément par contrat de mariage ses autres habits, ses armes et chevaux. De même, sauf disposition contraire insérée au contrat, la femme est tenue de rapporter au partage tous ses habits, bagues et joyaux, sauf un habit à son choix. Ainsi, au partage de la communauté, on exige le rapport de tout, sauf d'un vêtement. Tandis que pour le régime dotal chaque conjoint garde tous ses effets personnels.

2° *Succession des bâtards*. — Elle est réglée par l'article 29 du titre II, et les articles 34 à 36 du titre XI. Tout d'abord, l'article 34 enlève aux bâtards tout droit de succession sur les biens de leurs père et mère ou de

(1) Il semble qu'on ait étendu ce droit aux héritiers de la femme décédée avant son mari, au moins dans le cas où il n'y avait pas de contrat de mariage (bailliage, 10 septembre 1671, arrêt du 10 mai 1674 ; dans Ancillon, *Recueil*, p. 612). Dans ce cas, ces mêmes héritiers emportent aussi contre le mari survivant la moitié des acquêts faits pendant le mariage et dans lesquels la femme a été dénommée acquétesse (bailliage, 27 mars 1680, *ibid.*).

leurs parents paternels et maternels. Cette disposition était du reste à peu près générale dans l'ancien droit, aussi bien en pays du droit écrit qu'en pays coutumiers. L'article 34 ajoute que les descendants légitimes de ces bâtards succèdent à ces derniers suivant les règles habituelles.

« Et quant aux autres Parens desdits bâtards décedez sans hoirs légitimes procréez de leurs corps, ils ne succèdent auxdits bâtards, ains la Ville ou le Seigneur Haut-Justicier. » Cet article 35 n'est que le résumé de l'article 29 du titre II. Ce dernier texte n'accorde, à la ville ou au Seigneur, les biens du bâtard décédé sans postérité légitime qu'à deux conditions : 1° la mère de ce bâtard est morte ; 2° le bâtard n'a pas disposé de ses biens par testament, car son droit de tester ne fait pas de doute. Quant au droit de succession de la mère naturelle, il est confirmé explicitement par l'article 36 du titre XI : « La Mère, comme plus certaine, exclut de la Succession du Bâtard le Père putatif. » A défaut de la mère, le père ne pourra succéder (1) ; cela résulte clairement de l'article 29. Donc, si la mère est morte, les biens du bâtard décédé sans postérité légitime sont recueillis « par la Ville s'il est Bourgeois ou Habitant d'icelle ou aux Seigneurs Hauts-Justiciers, et à chacun d'eux en son Détroit et Seigneurie ». Dilange fait observer que Metz ayant abandonné sa souveraineté au

(1) D'Abocourt cite en ce sens un jugement du maître-échevin de 1430.

roi, dans les limites de son enceinte, c'est ce dernier qui recueille ces successions. La ville avait gardé la souveraineté sur le territoire extérieur à l'enceinte (Ban des Treize).

Si les bâtards ont été légitimés, leurs parents leur succèdent, même si ceux-ci ont refusé leur consentement à la légitimation (par le roi) : telle est l'opinion d'Ancillon et Dilange. — Mentionnons en terminant les usages spéciaux réglant la succession aux portions communales (1) : leur intérêt vient principalement de ce qu'ils sont restés en vigueur jusqu'en 1900 (V. l'édit de juin 1769 enregistré à Metz le 6 juillet, et les deux décrets : 9 ventôse an XII, quatrième complémentaire an XIII). En général, dans le ressort de la Coutume de Metz, la portion vacante est attribuée au plus ancien habitant. Cependant la veuve a presque partout l'usufruit de la portion de son mari.

(1) Cf. Usages Locaux, rédigés conformément à la circulaire du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics du 15 février 1855. Nous devons à l'obligeance de M. le Dr Hauviller la communication de cet important manuscrit, dont l'analyse dépasserait de beaucoup le cadre de ce travail.

TROISIÈME PARTIE

DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES

CHAPITRE PREMIER

FORMES DES TESTAMENTS (1).

Il y avait deux sortes de testaments : les solennels et les olographes.

Nous nous occuperons d'abord des testaments solennels.

§ 1. — Testaments solennels.

D'après Ancillon, voici comment se faisaient les testaments à Metz avant l'ordonnance de 1564 : l'aman rédigeait par écrit, en présence de deux témoins, ce que lui dictait le testateur. Cette pièce n'était pas signée et ne servait que de projet à la rédaction définitive de l'aman. Celui-ci faisait en double l'acte définitif qui était signé de l'aman seul. Un exemplaire en était

(1) Cf. Gabriel, obs. 7, tit. VII.

gardé « dans l'arche », l'autre était destiné aux héritiers après le décès du testateur. La plupart de ces testaments nommaient un exécuteur testamentaire chargé d'en assurer l'exécution ; mais en outre cet exécuteur avait le droit de faire accomplir toutes les dernières volontés que le *de cuius* lui avait faites oralement, en présence ou non de l'aman et des témoins. Le testateur s'en remettait donc entièrement à la bonne foi de l'aman et de l'exécuteur testamentaire.

L'ordonnance de 1564 modifia complètement cet usage (art. 59 à 63). Elle exige 4 témoins au lieu de 2 ; le testament doit être rédigé entièrement en présence du testateur et des 4 témoins par l'aman, puis lu « clairement et intelligiblement » au testateur et approuvé par lui.

Mention de cette lecture et de cette approbation devait être faite au bas de l'acte qui était signé par l'aman, le testateur et les témoins sachant signer. Même si le testateur se réservait le droit de prendre oralement d'autres dispositions que celles portées au testament, elles étaient nulles de plein droit. Enfin, l'un des quatre témoins pouvait être remplacé par un second aman (1). L'article 3 du titre VIII s'est borné à reproduire ces dispositions en exigeant cependant mention de la cause pour laquelle le testateur ou un des témoins n'aurait pas signé.

(1) Cpr. art. 971 C. civ. A part les trois témoins au lieu de deux exigés quand il y a deux notaires, les dispositions sont les mêmes.

Mais les formes exigées pour la validité du testament solennel devaient encore être changées une fois de plus. L'ordonnance royale d'août 1735 devait les fixer définitivement, jusqu'au Code civil. Nous n'analyserons pas cette ordonnance si connue ; remarquons qu'elle fut appliquée à Metz par un arrêt solennel du Parlement, en juillet 1760, cassant même un arrêt antérieur du 18 janvier 1745 et déclarant que le nombre de témoins exigés pour la confection d'un testament à Metz serait désormais celui fixé par l'édit de 1735. Enfin le testament doit être daté (art. 38 de l'édit), ce qui était discuté avant.

La règle « *locus regit actum* » s'appliquait aux testaments. Quant à la disposition des biens, elle est régie par la Coutume de leur situation, la capacité de tester par la Coutume du domicile du testateur. Enfin le testament, passé devant notaire étant un acte solennel, ne pouvait être attaqué que par la procédure de faux suivant les règles habituelles.

Dans l'ancien droit (1), cette forme de testaments solennels passés devant notaire ou tabellion n'était pas la seule. Par exemple certaines Coutumes admettaient en cette matière la compétence des notaires apostoliques ou même celle des curés, pourvu qu'ils fussent assistés de deux témoins, et ces usages avaient été confirmés par l'ordonnance de 1735. A Metz la compétence

(1) Pour ce qui concerne ces autres formes de testaments solennels, V. Gabriel, obs. 4, titre VIII.

des curés et des échevins ne paraît avoir été admise primitivement qu'en cas de nécessité alors qu'il y avait impossibilité de tester devant amans : d'Abocourt cite en ce sens des jugemens de 1347 et 1388. L'ordonnance de Metz de 1364 n'en fait aucune mention même en cas de peste. Quant au texte de la Coutume, il n'en disait pas davantage dans l'édition de 1613. Mais dans les éditions suivantes, l'article 5 du titre VIII *in fine* donne compétence aux curés de village en temps de peste, mais seulement à défaut de maire et d'échevins. Cette petite réforme, en harmonie avec les anciens usages, ne figure à aucun procès-verbal de correction. Tel fut cependant l'usage observé depuis à Metz. De même, l'ordonnance de 1735 admet aussi les testaments passés devant les officiers de justice ou municipaux partout où ces usages se trouvaient établis. Il en était ainsi à Metz : « Testamens et Codicilles, dit l'article 4 du titre VIII, faits et rédigez par écrit en présence des Maires et Gens de Justice des Villages, ou du Maire et un Echevin et quatre Témoins de la qualité susdite, sont aussi valables, en y observant le surplus des formalitez requises ès Testamens reçus par les Amans ou Notaires, et sont tenus Lesdits de Justice, de garder les Minutes desdits Testamens et Codicilles. » Ainsi il faut deux officiers de justice ; et l'assistance de deux témoins suffit depuis l'édit de 1735.

Le testament militaire était inconnu à Metz avant 1735 : il n'y a donc rien à en dire.

Au contraire, le testament des pestiférés était réglé par l'article 5 du titre VIII. Ce texte se contentait de la présence de deux notaires ou amans, ou de deux officiers municipaux, ou encore de l'une de ces personnes avec deux témoins : c'est exactement ce que dit l'ordonnance de 1733 dans son article 33. La compétence spéciale des curés en ce cas a déjà été mentionnée plus haut.

Enfin, le testament mystique admis dans les Coutumes de Lorraine (art. 7, tit. II) et de l'Evêché (art. 5, tit. X) était inconnu à Metz. Quant aux testaments mutuels, ils durèrent jusqu'au moment de leur prohibition par l'article 77 de l'édit de 1735.

§ 2. — Testament olographe.

Le testament olographe est admis par l'article 2 du titre VIII. Il l'était déjà dans l'article 58 de l'ordonnance de 1564. Les règles habituelles lui étaient appliquées. Il devait être entièrement écrit de la main du testateur, signé de lui et porter « date du jour, mois et an ». Quant à la mention du lieu où s'est fait le testament, l'usage le demandait toutes les fois que le *de cujus* avait pu tester dans le ressort d'une Coutume n'admettant pas le testament olographe.

Telles sont les principales règles observées à Metz pour la confection des testaments. Les autres points controversés en cette matière avaient été tranchés par l'édit de 1735. Aussi n'en dirons-nous rien de plus.

§ 3. — Dépôt et publication.

L'article 15, titre VIII, est ainsi conçu : « Les testaments n'ont aucun effet, au préjudice d'un Tiers, s'ils n'ont été mis en Arche d'Amant, et publiez ; ne laisseront toutefois d'être valables entre les Héritiers ou Légataires du Testateur, encore que la publication en ait été différée pour quelque temps, par l'ignorance, malice ou négligence des héritiers d'iceluy ou de partie d'iceux. » Les amans ayant été supprimés en 1728 (V. p. 3) les notaires furent chargés de les remplacer.

L'article 15 étant conçu en ces termes généraux, il faut en conclure que tous les testaments, solennels ou olographes, étaient soumis à cette formalité, sauf ceux faits par les maires et échevins (art. 4, titre VIII) qui en gardent minute. C'était le testateur lui-même ou, après sa mort, un tiers qui le remettait à l'aman ou notaire. Mais l'usage n'était pas de donner acte de ce dépôt. Quant à la publication, elle se faisait anciennement « au retour du convoi funèbre du testateur » ; l'aman donnait lecture du testament devant la maison du défunt et faisait mention de cette lecture au bas du même acte, qui était gardé dans son arche. Plus tard la publication se fit en chambre, à la requête d'un des héritiers présomptifs et en leur présence. Lecture en était donnée par le notaire qui dressait procès-verbal des déclarations des parties. Tous les assistants signaient ce procès-verbal et le testament. Ces formalités

étaient les mêmes pour les testaments solennels que pour les olographes (sauf la reconnaissance d'écriture pour ces derniers). Si les héritiers se dispensaient de faire publier un testament, un tiers pouvait-il les y obliger ? Gabriel l'affirme, mais pense que ce tiers devrait seul supporter les frais qui en résultent (insinuation, etc.), si la publication prouve que ce tiers n'était pas bénéficiaire. Mais il semble que le fisc ne pouvait obliger les héritiers à la publication : en sorte que si tous étaient d'accord, ils pouvaient échapper au paiement de tous les droits (insinuation, « bulette » au profit de la Ville, etc.).

CHAPITRE II

PERSONNES CAPABLES DE DISPOSER OU DE RECEVOIR PAR TESTAMENT.

§ 1. — Capacité du testateur (1).

Le testateur doit être « regnicole » ; un aubain ne peut disposer par testament de biens qu'il a en France que jusqu'à concurrence de 5 sols, à moins qu'il n'ait des enfants nés dans le Royaume. La mort civile emporte évidemment aussi l'incapacité de tester. Mais il ne pouvait y avoir d'incapacité relative au servage ou à la main-morte, car l'article 1^{er} du titre 1^{er} porte que « par la Coutume de la Ville de Metz et Pays Messin, toutes Personnes sont franches, nulles de servile condition ».

Et l'article 7 du titre VIII ajoute que : « Toutes personnes saines d'entendement, âgées de 20 ans, mariées ou jouissans de leurs Droits peuvent (encore que malades ou indisposées de corps) faire Testament (2).... » Cet article ne faisant aucune restriction, les « fils de famille » peuvent tester entre 20 et 25 ans

(1) Gabriel, tit. VII, obs. 9.

(2) Cette parenthèse vient de ce que suivant d'anciens usages de l'Evêché on ne pouvait tester « la tête sur le chevet », c'est-à-dire étant malade (Ramberviller, sur l'article 7 du titre 4, *Coutume de l'Evêché*).

quoique se trouvant encore sous la puissance paternelle (1) : telle est l'opinion de Gabriel et Grandjambe (2). Il en serait de même des mineurs de 25 ans en tutelle, et *a fortiori* des mineurs émancipés. Il est intéressant de constater que la majorité étant fixée pour les filles à 18 ans (3), elles ne pouvaient cependant disposer de leurs biens par testament qu'à 20 ans, l'article 7 ne faisant pas de distinction. Tous les commentateurs reconnaissaient aussi que « ni le mariage, ni l'émancipation par justice, ni l'état ou grade ne doivent et ne peuvent suppléer au défaut de l'âge de 20 ans requis pour faire testament (4) ». Enfin les prêtres séculiers peuvent tester alors que les réguliers ne le peuvent pas. Quant aux infirmités corporelles empêchant de tester, et au moment où on doit se placer pour apprécier les capacités, on suivait les règles coutumières qui sont trop connues pour que nous insistions davantage ; et pour toutes les difficultés relatives à ces questions, les commentateurs s'en rapportaient presque toujours aux grands auteurs coutumiers : Ferrière, Ricard, etc...

(1) Art. 3, tit. I.

(2) *Commentaire*, ms. Bibl. de Metz.

(3) Art. 4, tit. I.

(4) Ancillon, in Gabriel.

§ 2. — Capacité de l'héritier institué et du légataire.

Certaines incapacités légales pouvaient empêcher soit le notaire ou aman, etc..., d'instrumenter, soit les témoins d'assister à l'acte.

D'abord le notaire ne peut recevoir aucun testament ou codicille contenant un legs soit en sa faveur, soit en faveur de sa femme ou de ses enfants (art. 14 du titre VIII) « sur peine de nullité des dites donations ». Mais le Parlement de Metz a poussé les choses beaucoup plus loin, et par arrêt solennel du 22 décembre 1756, il a « fait défenses à tous notaires du ressort de passer aucun acte, soit entre vifs, soit à cause de mort, en faveur de leurs parens, au degré des articles de l'ordonnance de 1667 (1), et d'employer pour second notaire, ou témoins, des parens ou alliés des parties au même degré, à peine de nullité des contrats, et de répondre par les notaires en le pur et privé nom des dommages et intérêts des parties (2) ». Il est presque inutile de mentionner la compétence territoriale imposée à tout officier instrumentaire.

Quant aux témoins, ils doivent être « mâles, âgez de vingt ans, capables et non Légataires », dit l'article 3 du titre VIII. Nous avons déjà dit l'extension que le Parlement avait donnée à cette dernière incapacité. L'in-

(1) Quatrième degré.

(2) Gabriel, p. 573.

capacité des « réguliers, novices ou profès » était inconnue à Metz avant 1735. La qualité de « Régnicole » ne semble pas toujours être exigée. Enfin, en ce qui concerne la capacité proprement dite, on suivait la doctrine coutumière et les prescriptions des ordonnances déjà citées.

Les tuteurs, curateurs ne pouvaient recevoir de leur pupille ou interdit. De même les confesseurs pour leurs pénitents. Il paraît bien établi que jusqu'aux ordonnances d'Orléans et de Blois qui font tomber tout le testament contenant un legs au profit d'un incapable, le droit messin ne faisait tomber que le legs prohibé, toutes les autres dispositions restant d'ailleurs valables (1). Mais après ces ordonnances, le Parlement en arriva à l'arrêt déjà cité du 22 décembre 1756. Quant aux enfants illégitimes, il était admis que les adultérins et les incestueux ne pouvaient recevoir qu'une pension alimentaire ; les enfants naturels simples étaient incapables de bénéficier des dispositions universelles faites par leurs père et mère. Notons enfin que ceux qui avaient quitté le Royaume pour ne pas abjurer la religion protestante, étaient incapables de recevoir en France, même s'ils venaient à se convertir après l'ouverture de la succession (En ce sens : arrêt du 20 novembre 1719). Quant aux dispositions en faveur des « Gens de Main-morte », elles

(1) Dilange, p. 338, Gabriel, 733.

étaient réduites quand les parents du défunt se trouvaient dans le besoin (1).

Les fondations furent de même soumises au régime de l'homologation du Parlement.

Puis dans les cas prévus par l'édit de 1749 et les déclarations de 1739 et 1762, il fallut la délivrance de lettres patentes.

Quant aux conjoints, ils « se peuvent avantager, dit l'article 8, titre VIII, l'un l'autre par Testament, ou disposer en faveur de telles personnes que bon leur semblera de tous leurs Biens, Meubles, Dettes et Gagières » (sauf la légitime). Et l'article 7 du titre VII autorise la femme à disposer par testament de ses habits, bagues et joyaux, sans la licence de son mari, à condition toutefois que « telle Donation soit vérifiée par témoignage ou par écrit », ce qui arrive toujours quand il y a un testament. Il est probable que les rédacteurs ont voulu par ces mots éviter la validation d'un don de la main à la main fait par la femme avant sa mort.

(1) Arrêt du 27 juillet 1768 (Extrait de la table chronologique des édits). Cet arrêt exige qu'à l'avenir tous ceux qui recevront un acte contenant libéralité quelconque au profit des gens de main-morte, devront en envoyer immédiatement un extrait au procureur général qui provoquera la réduction s'il y a lieu.

CHAPITRE III

BIENS DISPONIBLES PAR TESTAMENT (1).

§ 1. — Interdiction de disposer des tréfonds.

On sait que dans les pays de droit écrit, l'héritier bénéficiait de la quarte falcidienne, et le fiduciaire, du Pégasien, suivant la loi romaine. Or ces prescriptions semblent n'avoir jamais été appliquées à Metz : elles ne l'ont certainement plus été depuis la rédaction de la Coutume.

Mais il semble bien que l'interdiction générale de disposer des immeubles par testaments soit très ancienne. D'Abocourt cite toute une série de jugements du xiv^e siècle annulant les legs, même pieux, de tréfonds. Peut-être admettait-on cependant, à défaut de meubles et gagères, les legs de deniers « à prendre sur les tréfonds » en faveur de l'église. Peut-être aussi certains legs d'acquêts de tréfonds furent-ils validés (2), les anciens héritages, c'est-à-dire les tréfonds échus des ascendants n'ayant jamais pu faire l'objet d'un legs. On sait que l'article 7 du titre VIII permet de disposer de tous les meubles et gagères et ne fait plus de distinction entre

(1) Sur tout ce chapitre, cf. Gabriel, titre VII, obs. 40.

(2) D'Abocourt, f^o 282, recto.

les meubles et acquêts. Comme avant l'ordonnance de 1564, les tréfonds constituaient l'immense majorité des immeubles et par conséquent de tout le patrimoine, la liberté de tester fut assez restreinte jusqu'à ce moment. On sait qu'à la fin du xvi^e siècle les gagières se répandirent beaucoup, les tréfonds restant surtout utilisés par les « gens de main-morte » ; les tréfonds ne pouvant faire l'objet d'une disposition à titre gratuit à cause de mort offraient en effet plus de garanties que les gagières. Ainsi le droit de tester, d'abord restreint, alla en augmentant.

Aux termes de l'article 12 : « On ne peut par Testament déroger ou préjudicier aux Traitez de Mariages, ny à ce qui est acquis ou stipulé par iceux, en faveur des Conjoints, ou de leurs Parens ou Heritiers. » Cet article est de droit coutumier, et il n'y a rien de spécial à en dire.

Une question beaucoup plus intéressante est celle de savoir si la vente d'un tréfonds dans l'intention spéciale de pouvoir disposer de sa valeur par testament est valable. Gabriel rapporte l'espèce suivante : Une femme âgée de 80 ans et infirme avait vendu des tréfonds à un de ses parents, moyennant une somme déterminée laissée à l'acquéreur à titre de constitution en gagière à 4 0/0. Deux jours après elle testait de ses biens (sauf des legs sans importance) en faveur de cet acquéreur et elle mourait quelques semaines plus tard. Le testament, validé en première instance, fut annulé par la Cour de

Nancy dont dépendaient les biens. Mais sur pourvoi au Conseil du Roi de Pologne, l'arrêt de la Cour de Nancy fut cassé et l'exécution du testament ordonnée. La vente avait donc été regardée comme sérieuse. Il n'en serait pas de même si le prix de la vente n'avait pas été versé : on ne peut disposer par testament du prix non versé d'un tréfonds vendu pendant la maladie dont le vendeur est mort (arrêt du 6 novembre 1666) (1).

Un testateur peut chercher à priver son héritier légitime de ses tréfonds en lui léguant une valeur égale de biens disponibles et en spécifiant que le legs a été fait pour la part du légataire dans la succession. Mais un arrêt du 8 janvier 1665 (2) a annulé cette clause en permettant au légataire de prendre aussi sa part de tréfonds.

Nous avons déjà vu (p. 84) que d'après l'article 8 les conjoints peuvent par testament s'avantager l'un l'autre ou disposer de leurs biens en faveur de qui ils veulent. Il s'agit de savoir maintenant de quels biens ils peuvent ainsi disposer. Tout d'abord, s'il y a contrat de mariage portant communauté, l'article 9 ne donne au mari la libre disposition que de la moitié des « Meubles et acquêts communs entre luy et sa Femme ». Il ne s'agit évidemment que des acquêts de gagières. Mais la femme commune aura-t-elle les mêmes droits ? L'article 7 du titre VII ne semble lui permettre de tester librement

(1) Ancillon, *Recueil*, p. 83.

(2) Ancillon, *Recueil*, p. 70.

que de ses habits, bagues, bijoux. Mais voici pourquoi : dans l'ancien droit messin tous les immeubles étaient tréfonds et tous les meubles de la femme devenaient par le mariage propriété du mari. Ce n'était donc pas une incapacité personnelle qui frappait la femme, mais une impossibilité de fait. Au moment de la rédaction de la Coutume, on ne s'est pas aperçu qu'une femme pouvait avoir en propre des gagières ou des meubles réservés par contrat de mariage. C'est la seule raison de cet article 7 (1). Il faut donc étendre l'article 9 à la femme dans la mesure de ses biens disponibles : ses gagières, et s'il y a eu communauté complète, la moitié des meubles, comme au mari.

La fin de l'article 9 et l'article 10 prévoient le cas où il n'y a pas de contrat de mariage. Si la femme a été « dénommée acquêteresse » (ceci s'applique à tous les biens meubles et gagières qu'elle a acquis avec son mari), le mari n'aura la libre disposition que de la moitié. Au contraire, et c'est là un droit exorbitant, le mari a le droit absolu de disposer de tous les autres, « Meubles, Dettes et Acquêts de Gagièrre » : sauf des habits, bagues et bijoux dont la femme peut toujours disposer par testament.

Ce texte montre avec quelle dureté la femme était traitée à Metz sous le régime légal. Mais dans la pratique un contrat de mariage stipulant communauté venait

(1) Gabriel, t. I, p. 201 ss.

presque toujours adoucir ces rigueurs (1). Il semblerait que la femme pût au moins disposer comme le mari de la moitié des gagières qu'elle a acquis avec lui. C'est cependant la solution contraire qui a prévalu, et par arrêt du 8 mai 1769, le Parlement de Metz a jugé que la femme non commune ne pouvait tester de la moitié des acquêts de gagières qu'elle avait faits avec son mari (2). Cette décision était motivée par le droit de survie qu'avait le mari sur tous les acquêts quels qu'ils fussent lorsqu'il n'y avait pas d'enfants. Au contraire, s'il y avait des enfants, ou si la communauté était stipulée, ou l'acquêt fait pour tenir nature de propre à la femme, cette raison disparaissait à la condition toutefois dans le premier cas que les dispositions eussent lieu en faveur des enfants.

En résumé, les tréfonds ne peuvent jamais faire l'objet d'une disposition testamentaire : c'est une réserve à laquelle ont droit tous les héritiers (3). Mais les tréfonds peuvent valablement faire l'objet d'une disposition entre vifs. La sanction de ce principe est que le legs qui dépasse la réserve n'est pas nul mais réductible. Le texte de la Coutume ne le dit pas explicitement, mais c'était

(1) Dilange, p. 335.

(2) Cet arrêt est rapporté avec beaucoup de détails par Gabriel, t. II, p. 699 à 706.

(3) Dans le très ancien droit, cette règle ne semble pas absolue : il existe un jugement de 1343 (*Recueil de Dom Robert*) d'après lequel un homme, n'ayant pas d'hoirs de son corps, peut disposer de tous ses biens par testament.

la solution universellement admise. Tout revient donc à la façon de faire cette réduction. Les legs de biens corporels seront payés les premiers ; puis les autres legs particuliers ; et le légataire universel n'aura droit qu'à la « rémanence » de la succession, après le paiement de toutes les dettes et charges ; c'est donc lui qui subira d'abord la réduction.

Mais le légataire d'un bien non disponible aurait-il le droit de se faire indemniser sur les biens libres de la succession ? Cette question était très controversée dans l'ancien droit : à Metz, les commentateurs semblent avoir tous admis le principe de l'indemnité (1). Cela permettait à un testateur ayant des biens régis par différentes Coutumes de les partager de telle façon que chaque héritier eût sa part de réserve, mais quelques-uns en bien disponible : ce qui permettait à un père, par exemple, de léguer un tréfonds à l'un de ses enfants, en avantageant également en meubles et gagières tous ses autres enfants. Personne n'avait intérêt à attaquer le legs de tréfonds, puisque les enfants colégataires étaient tenus de sa valeur envers leur cohéritier. Quant aux difficultés relatives à la situation des biens, elles faisaient l'objet d'assez nombreuses discussions entre les auteurs coutumiers auxquels se réfèrent les commentateurs de notre Coutume sur ce point.

(1) Ancillon, *Commentaire sur l'article 7, titre VIII* ; Gabriel, p. 717, etc.

§ 2. — L^égitime.

L'article 8 du titre VIII fixe la l^égitime des enfants au tiers de ce qui leur reviendrait *ab intestat*. Cette disposition offrait d'assez graves inconvénients, car d'après les articles 13 et 15 du titre XI, les enfants de plusieurs mariages héritent des tréfonds échus à leur père pendant le mariage dont ils sont nés. Mais si le père ne possédait que peu de meubles et de gagières, et s'il n'avait acquis de tréfonds que pendant l'un des mariages, les enfants de ce mariage avaient une l^égitime considérable, tandis que les autres n'avaient à peu près rien, inconvénient qui n'existait pas dans les Coutumes fixant la l^égitime à une quote-part de l'ensemble de la succession. Cet inconvénient fut très atténué par la grande extension des gagières à partir de l'ordonnance de 1564. C'était une règle analogue à celle de la loi Falcidia. Suivant le dernier état du droit romain, le l^égitimaire avait pour réclamer sa quarte : la *querela* pour faire annuler le testament, ou seulement l'institution d'héritier, action réelle donnant le droit de suite, d'après la nouvelle 115, si le légataire n'avait rien ; et une action en supplément, personnelle, destinée simplement à parfaire la l^égitime. Or l'article 8 du titre VIII qui fixe la l^égitime, portait dans l'édition de 1613, à la suite du texte actuel, ces mots : « pourvu qu'ils laissent douze deniers au moins à chacun de leurs enfans ». Cette

phrase ne se retrouve pas dans les éditions postérieures, mais le procès-verbal de correction du 14 janvier 1617 porte que sur cet article il en sera référé.

On peut donc se demander si la correction a été régulière et dans quelle intention elle a été faite. Gabriel nous apprend que cette suppression n'a absolument rien changé à l'usage constamment observé à Metz, de n'accorder aux enfants qu'une action en supplément toutes les fois que le testateur leur avait laissé quelque chose soit directement, soit en ne disposant pas de tous ses biens par testament. Donc la simple préterition du légataire ne suffit pas à lui permettre de faire tomber le testament, à la seule condition qu'il reste des biens disponibles, dans la succession. Mais si le légitimaire avait été complètement dépouillé, aucun bien ne restant disponible, lui accordait-on la *querela* romaine permettant de faire tomber sinon le testament, du moins l'institution d'héritier ? Ancillon (1) affirme que non et cite en ce sens un arrêt du 14 juillet 1678, qui, à vrai dire, ne prouve rien du tout (2). Un autre arrêt du 22 juillet 1676 me semble inexactement rapporté par Gabriel, car d'après le recueil d'Ancillon, il s'agissait d'une donation entre vifs et non d'une institution d'héritier. Il semble donc bien que la *querela*

(1) *Commentaire sur l'article 8, titre VIII.* — V. aussi Gabriel, titre VII, obs. 13.

(2) La *querela* avait été refusée à des petits-enfants à qui l'aïeul ne laissait rien, mais la mère de ces petits-enfants (eux-ci la représentaient) avait déjà eu sa légitime en avancement d'hoirie.

inofficiosi testamenti n'ait jamais été accordée à Metz.

Théoriquement la légitime devait être laissée en pleine propriété, sans substitution ni charge d'aucune sorte. On ne déduisait pas de la légitime ce que les enfants avaient reçu du vivant de leurs père et mère, mais elle devait leur être donnée *in corporibus hereditariis* (1). Cependant, il semble que dans certains cas : inconduite de l'enfant, etc., l'usufruit de la légitime suffise à la validité de la disposition. Mais sur ces questions la jurisprudence du Parlement de Metz n'était absolument pas fixée, de l'aveu de Gabriel (2). Remarquons que les donations entre vifs pouvaient aussi bien être attaquées que les testaments si elles entamaient la légitime (3). Enfin, il est certain que pour avoir droit à la légitime, il fallait se porter héritier.

La légitime n'était due à Metz qu'aux descendants. Ancillon seul voudrait l'étendre aux ascendants (4) ; mais comme il rapporte dans son recueil d'arrêt une sentence du bailliage du 9 janvier 1665 refusant la légitime aux ascendants, la question ne peut faire l'objet d'aucun doute. De ce que la légitime n'est due qu'aux héritiers, il suit que l'enfant demandeur doit rapporter

(1) Arrêt du 19 décembre 1651 : il s'agissait d'une dot qu'on voulait faire compter comme part légitime (Ancillon, *Recueil*, p. 471). Mais voyez aussi l'arrêt du 14 juillet 1678 cité plus bas.

(2) P. 756.

(3) Ancillon, *Comm. sur l'article 4, titre VII*; Gabriel, p. 399.

(4) La légitime n'est pas due aux père et mère dans la succession de leurs enfants. Bailliage, 9 janvier 1665 ; Ancillon, *Jurisprudence*, p. 604.

tous les avantages faits par ses père et mère, puisque toute donation entre vifs à un ascendant est supposée faite en avancement d'hoirie. Mais comme, d'autre part, on pouvait toujours échapper au rapport en renonçant, l'enfant pouvait donc jouir de sa légitime sans se porter héritier.

En cette matière encore, on voit combien les principes romains ont été modifiés par l'esprit du droit coutumier, qui semble, au xviii^e siècle, régir à peu près toute cette matière dans la Coutume de Metz. Quant à la Coutume applicable à la fixation de la légitime, c'était celle du domicile du défunt pour les meubles ; et celle de leur situation pour les immeubles. Telle était la solution du droit coutumier. Enfin l'imputation se faisait suivant les mêmes règles que pour le complément de la réserve. C'est donc l'héritier ou le légataire universel qui la subira le premier ; puis ce seront les légataires particuliers, et enfin les donataires.

CHAPITRE IV

LEGS ET INSTITUTION D'HÉRITIER.

A Rome, dans le dernier état du droit, le testament était un acte de dernière volonté contenant essentiellement une institution d'héritier ; les legs assimilés par Justinien aux fidéicommiss pouvaient être contenus soit dans un testament soit dans un codicille, c'est-à-dire dans une disposition ne contenant pas d'institution d'héritier.

Cette règle fondamentale du droit romain avait-elle passé dans les usages messins ? Non, l'article 1^{er} du titre VIII dit formellement : « Institution d'héritier n'est nécessaire pour faire valoir un testament. »

Mais l'institution d'héritier est spécialement prévue et autorisée dans les articles 1^{er} et 2 du titre XI, que nous avons expliqués plus haut.

Ici encore apparaît bien nettement l'esprit général de la Coutume de Metz : une transaction entre les principes romains et ceux des pays coutumiers.

Au xv^e siècle, les principes romains étaient encore appliqués à Metz, et d'Abocourt (1) rapporte un jugement de 1412 ayant cassé un testament pour défaut

(1) Cité par Gabriel p. 528, t. I.

d'institution d'héritier. Mais sous l'influence du droit coutumier, de la Coutume de Lorraine en particulier, et peut-être de celle de l'Evêché, les idées se modifièrent et on arriva à ne plus voir dans l'institution d'héritier la partie essentielle du testament. Mais alors quelles différences peut-on noter entre un testament ne contenant pas d'institution d'héritier et un simple codicille? L'article 6 du titre 8 répond : « Il n'y a aucune différence entre les Testaments et les Codicilles, pour ce qui concerne les formalitez, ains seulement en la substance des dispositions ; par le Codicille, le Testateur peut augmenter ou diminuer la substance de la Disposition testamentaire ; mais il ne peut par iceluy ôter, ou donner toute une Succession. »

Cet article 6 a paru en contradiction avec l'article 1^{er} à plusieurs commentateurs : Ancillon propose de le supprimer, car d'après lui, la seule différence juridique entre un testament et un codicille, c'est l'institution d'héritier. Quant à Dilange, il reconnaît qu'on peut disposer des mêmes biens par testament ou par codicille. Il considère comme codicilles tous les actes ne contenant pas institution d'hériter (1) ; mais l'article 1^{er} dit exactement le contraire, et pour sauver « cette espèce de contrariété », Dilange imagine une application d'après laquelle, après avoir fait une institution d'héritier dans un premier testament, on ne peut dans un codi-

(1) P. 324. Mais en droit coutumier seulement, ce qui est évident puisque l'institution d'héritier n'a pas lieu en pays coutumier.

cille suivant enlever toute l'hérédité à l'héritier institué. Cela est exact puisque c'est conforme à l'article 6, mais Dilange semble finalement (1) n'admettre qu'une différence de nom entre le Testament et le Codicille. — L'opinion de Gabriel paraît préférable (2). Tout d'abord le testament et le codicille diffèrent certainement « par la substance de la disposition testamentaire », comme le dit nettement l'article VI. « Les actes, dit Gabriel, par lesquels on dispose de l'universalité ou d'une quotité de sa succession, sont des testaments. Ceux qui ne contiennent que des dispositions particulières sont des codicilles. » Et comme on peut faire une disposition universelle sans institution d'héritier, l'article 1^{er} s'explique très clairement. Du reste il faut assimiler entièrement aux dispositions universelles les dispositions à titre universel, ces deux expressions étant indifféremment employées par les auteurs. Cet article 6 s'est inspiré du projet d'Abocourt très obscur sur ce point, et la clarté des articles 1 et 6 s'en est ressentie. La jurisprudence n'était pas faite pour préciser les choses ; dans un premier arrêt du 30 janvier 1685 (3), le Parlement annulait un acte qualifié codicille par son auteur et par lequel un père retirait à un de ses enfants la part qu'il lui avait destinée dans un acte précédent qualifié testament.

(1) P. 325.

(2) P. 625, t. II.

(3) Ancillon, *Recueil*, cité par Gabriel, p. 627.

On s'était donc arrêté exclusivement à la qualification donnée à l'acte par son auteur.

Cet arrêt explique les difficultés qu'éprouvaient Ancillon et Dilange à concilier les articles 1 et 6. Au temps de Gabriel, la jurisprudence avait changé ; il rapporte en effet toutes les circonstances d'un procès tranché par un arrêt du Parlement en date du 6 juillet 1764. Cette fois le Parlement jugea valables comme testaments des actes intitulés codicilles par leur auteur et contenant des dispositions universelles.

Les légataires universels sont entièrement assimilés aux héritiers testamentaires institués. On trouve quelque chose d'analogue, comme le fait remarquer Gabriel (1), dans l'ordonnance d'août 1735, articles 69 et 73. Dans le dernier état du droit à Metz, il semble donc bien que les codicilles aient été entièrement assimilés aux testaments : nous venons de voir en ce sens l'arrêt de 1764 et nous y reviendrons en étudiant la saisine des légataires.

En résumé, d'après Gabriel, le testament à Metz est un acte de dernière volonté contenant une disposition universelle ou à titre universel ; le codicille, une disposition à titre particulier.

Mais comme, d'autre part, Gabriel assimile tous les légataires universels à des héritiers institués, on se demande quelle pouvait bien être la portée de l'article 1^{er} :

(1) P. 633.

puisque sont considérées comme testaments toutes les dispositions à titre universel, et que pratiquement tous les legs universels sont des institutions d'héritiers. Cela revient donc à exiger sous une autre forme l'institution d'héritier pour la validité du testament. Quoi qu'il en soit, la conclusion la plus intéressante qui ressorte de cette discussion, c'est que les principes du droit romain, d'abord seuls admis en cette matière, furent fortement influencés par le droit coutumier, qui, malgré les efforts d'une partie de la doctrine, ne parvint jamais à triompher complètement.

En un mot, les dispositions testamentaires, de plus en plus favorisées, prirent une très grande extension.

De même, pour l'interprétation des legs, d'une façon générale, on se montrait très large. Ainsi, par sentence du bailliage du 15 janvier 1666 (Ancillon, p. 73, *Recueil*), le legs d'une somme de deniers à une fille lorsqu'elle se mariera ou aura 25 ans, lui appartient et passe à ses héritiers si elle survit au testateur, bien qu'elle décède non mariée et avant l'âge de 25 ans. La sentence, au lieu de regarder le legs comme conditionnel considère seulement le paiement comme différé. Cette sentence fut confirmée au Parlement par arrêt du 10 juin 1666.

Mentionnons enfin la disposition de l'article 11 aux termes duquel « en Testament, Donation ou autres Contrats, le mot de Meuble ne comprend les Gagières, ny les Dettes, ou Harnois, s'il n'en est fait mention ex-

presse par la disposition. » D'après Dilange (1), har-nois signifie armes, livres, outils, habits et bijoux. Le mot meuble ne comprendra donc que les meubles meubles. D'Abocourt cite en ce sens un jugement de 1403 (cité par Gabriel, p. 813).

(1) P. 336.

CHAPITRE V

SUBSTITUTIONS.

Une disposition fréquemment insérée dans les testaments était la substitution. On sait que la substitution vulgaire, consistant à désigner un second gratifié au cas où le premier ne recueillerait pas le legs ou l'hérédité, ne peut offrir aucune difficulté : il n'y a au fond qu'une seule libéralité, ne pouvant s'exécuter qu'à défaut de la première. Au contraire, dans la substitution fidéicommissaire, l'auteur charge le grevé de transmettre la libéralité à une personne déterminée, en général à la mort du grevé. Il y a donc deux libéralités distinctes successives : l'une du grevé, l'autre du substitué. La première question est de savoir quels biens peuvent faire l'objet d'une semblable disposition : l'article 21, titre VIII, répond : « Substitution se peut faire par Contrat de Mariage, Testament ou autrement, de ce qui est en la disposition du substituant. » Ce texte fait donc une distinction : si la substitution a été faite par acte entre vifs, elle pourra comprendre aussi bien les tréfonds que les gagnières, puisqu'on peut disposer entre vifs des uns comme des autres. Au contraire par testament ou codicille, on ne peut disposer valablement que

des meubles et gagières (1) qui seuls pourront faire l'objet d'une substitution testamentaire.

L'institution d'héritier peut-elle faire l'objet d'une substitution ? Cela ne paraît pas faire de doute pour les commentateurs (2), et avec raison.

Nous avons vu en effet que le légataire universel à Metz avait les mêmes prérogatives et était soumis aux mêmes règles que l'héritier institué. Il n'y a donc pas de raison de ne pas les grever de substitutions comme les légataires particuliers.

Les meubles ne pouvaient faire l'objet d'une substitution qu'à la condition pour le grevé d'en faire emploi, d'après les ordonnances royales (3). Mais il semble qu'elles n'aient pas été bien rigoureusement observées. La fin de l'article 21 décide que les substitutions ne peuvent se faire au delà du troisième degré inclusive-ment, déduction faite des substitués morts avant l'ouverture de la substitution à leur profit. Sur les obligations du grevé, la publication, etc., on suivait les principes des ordonnances déjà citées.

Ancillon (4) prétend que les substitutions fidéicommissaires étaient rares à Metz, contrastant avec la fréquence des substitutions vulgaires. Il est vrai que cet auteur avait une antipathie marquée pour les premiè-

(1) Dilange, p. 343.

(2) Gabriel, titre VII, obs. II.

(3) Ordonnances de 1629 et d'août 1747, tit. I.

(4) *Commentaire sur l'article 21* ; Gabriel, *loc. cit.*

res, ce qui rend son opinion suspecte. D'après Gabriel les fidéicommiss, au contraire, étaient très fréquents dans tout le ressort, et la substitution simple était peu utilisée, car à l'opposé du droit romain (1), l'inexécution de l'institution d'héritier ne faisait pas tomber les autres dispositions contenues dans le testament à Metz.

Elle n'était guère utilisée qu'en faveur des enfants du gratifié pour le cas où ce dernier viendrait à mourir avant le testateur.

(1) Cf. Girard, *Manuel de Droit romain*, 4^e édition, p. 930.

CHAPITRE VI

EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

L'exécuteur testamentaire chargé par le défunt de veiller à l'accomplissement de ses dernières volontés exerce un mandat : une femme peut donc être nommée exécutrice. Telle était l'opinion coutumière admise à Metz. De plus cette charge est facultative : « Ne sont lesdits Exécuteurs Testamentaires tenus d'accepter cette charge ; mais la refusant, en doivent faire déclaration lorsqu'ils en sont requis, afin qu'il y soit pourvu par Justice (art. 20). »

En cas de refus, c'est l'héritier qui est naturellement chargé de le remplacer. Ancillon (1) prétend que l'héritier doit même fournir caution dans ce cas, mais Gabriel affirme que l'usage était contraire. Le refus de l'exécuteur entraîne pour lui la perte des legs. Du reste sur toute cette matière, on s'en référerait à peu près complètement aux auteurs coutumiers : l'exécuteur doit « incontinent après le trépas du Défunt » être saisi de « tous les Meubles, Titres et Obligations délaissés par iceluy ». Il peut percevoir les sommes dues à la succession, mais seulement pour satisfaire aux charges de la

(1) *Commentaire sur l'article 20* cité par Gabriel, obs. 20, tit. VII.

succession, « sans le scû et consentement des Héritiers ». Cependant les héritiers peuvent forcer l'exécuteur à se dessaisir des meubles en lui fournissant de quoi satisfaire aux charges testamentaires (art. 18). Enfin l'exécuteur doit « faire faire bon et loyal inventaire, en présence des dits Héritiers ou iceux duement apellez » (art. 19). La saisine ne durait que l'an et jour, bien que le texte de la coutume fût muet sur ce point (1); ce délai pouvait être abrégé ou prolongé suivant que l'exécution était terminée ou non dans l'année utile. Enfin il faut observer qu'à Metz l'exécuteur testamentaire n'était pas saisi des gagières. En revanche il l'était de tous les documents relatifs aux meubles et aux dettes actives mobilières. Il doit payer les dettes du testateur en faisant vendre les meubles, puis délivrer les legs. Enfin, l'exécution finie, il devra rendre compte à l'héritier de sa gestion. Ce compte est dû à Metz aussi bien à l'héritier qu'au légataire universel. Si l'exécuteur n'était bénéficiaire d'aucun legs, avait-il droit à un salaire ? On semble l'admettre à Metz.

(1) *Ibid.*

QUATRIÈME PARTIE

ACQUISITION DE LA SUCCESSION

CHAPITRE PREMIER

SAISINE.

« Les Droits-hoirs, ou Héritiers légitimes, comme plus proches et habiles, succèdent au défunt *intestat*. » Telle est la formule (art. 1^{er}, titre XI) dont se sert la Coutume de Metz pour régler la question de la transmission de l'hérédité (Cpr. art. 16, titre XI de la Coutume de l'Evêché : « Le mort saisit le vif, son plus proche est habile à lui succéder »). Que faut-il entendre par là ? Tous les héritiers sont-ils saisis, et à quel moment ?

De l'avis de tous les auteurs, cet article 1^{er} était l'équivalent de la formule coutumière : « Le mort saisit le vif. »

Sans entrer dans des considérations théoriques, cette maxime avait au point de vue pratique deux applications principales : l'héritier saisi n'avait pas à demander

la délivrance des biens de la succession et il pouvait exercer toutes les actions possessoires de son auteur à partir de l'instant même du décès de celui-ci.

Ceci s'appliquait incontestablement à l'héritier légitime à Metz. Le cas de l'héritier institué et surtout du légataire offrait plus de difficultés.

« Le Legs Testamentaire ne saisit point, ainsi faut que le Légataire en demande la délivrance à l'Héritier du Testateur ou à l'Exécuteur Testamentaire (art. 16). » La possession et la propriété se transmettent immédiatement du défunt à ses héritiers. Au contraire, tous les légataires sont-ils obligés de demander délivrance dans tous les cas ?

Ancillon prétend que l'institution d'héritier n'a pas lieu à Metz et qu'un héritier testamentaire doit être considéré comme un simple légataire universel, obligé de demander la délivrance à l'héritier légitime. Or nous avons vu que le texte de la Coutume admet certainement l'institution d'héritier. Dilange se voit bien obligé d'accorder la saisine aux légataires universels, mais il ne l'avoue qu'avec peine. Cela vient de ce que ces deux auteurs, Ancillon surtout, voulaient toujours appliquer à Metz le droit coutumier et dans ces Coutumes les deux maximes : « Le mort saisit le vif » et « Institution d'héritier n'a lieu » aboutissent en effet à ce résultat. Au fond toute la discussion entre les auteurs repose sur ce fait que les uns distinguaient essentiellement le légataire universel de l'héritier institué : tel était l'avis d'Ancil-

lon et peut-être de Dilange ; d'autres au contraire comme Gabriel ne faisaient aucune différence entre ces situations.

Tout d'abord l'héritier institué est saisi : Ancillon lui-même finit par l'admettre. Mais alors quelle différence peut-on faire entre un héritier institué et un légataire universel à moins d'exiger l'emploi de paroles sacramentelles pour l'institution d'héritier ? Car l'intention du testateur est manifestement la même dans les deux cas et nous avons déjà cité un arrêt du 6 juillet 1764 qui a considéré comme testament un acte qualifié codicille. Nous ne rapporterons pas toutes les discussions théoriques des auteurs, puisque tous reconnaissent qu'à Metz il est sans exemple qu'on ait exigé d'un légataire universel la demande en délivrance à l'héritier légitime. Donc la seule différence qui subsiste toujours entre l'héritier légitime et l'institué, c'est que le premier a toujours la saisine des tréfonds à l'exclusion du second : les tréfonds ne pouvant faire l'objet d'aucune disposition testamentaire.

L'article 16 ne s'appliquait donc en fait qu'au légataire particulier. Seul il était obligé de demander la délivrance à l'héritier légitime où à l'exécuteur testamentaire : l'héritier légitime seul a la saisine des immeubles, tréfonds et gagnières. L'exécuteur testamentaire ne peut avoir que la saisine des meubles pendant l'an et jour après l'inventaire. D'après ce qui a été dit plus haut, il est certain que le légataire universel a les

mêmes prérogatives que l'héritier institué, donc que l'héritier légitime en ce qui concerne les meubles et gagières. Donc s'il y a un légataire universel (au sens strict), c'est lui qui sera chargé de la délivrance.

Il est évident que si l'exécuteur est en possession d'un legs mobilier (ou de gagière) à lui fait, il n'a pas à en demander saisine à l'héritier. Sur toute cette question, il semble donc bien qu'on ait admis les principes coutumiers dans la mesure où ils sont compatibles avec l'institution d'héritier.

Un testateur peut-il ordonner que ses légataires particuliers soient saisis ? Les commentateurs semblent pencher pour l'affirmative contrairement aux auteurs coutumiers (1).

Nous ne dirons rien du legs du bien d'autrui, ni de la vocation éventuelle de l'héritier institué au tout, les principes appliqués étant ceux du droit romain (2).

(1) V. Gabriel, p. 847 et ss.

(2) *Ibid.*, p. 673, note. Remarquons cependant que l'institué ne pourra jamais recueillir de tréfonds : il ne pourra donc jamais avoir tous les droits de l'héritier légitime.

CHAPITRE II

OPTION DE L'HÉRITIER.

§ 1. — Acceptation et renonciation.

Trois partis s'offrent à l'héritier éventuel : accepter purement et simplement, accepter sous bénéfice d'inventaire, renoncer. Tout héritier est libre de son choix : il n'y a pas d'héritier nécessaire comme en droit romain : « Ne se porte Héritier qui ne veut », dit l'article 4. Mais il ajoute : « Néanmoins l'Héritier présomptif est tenu pour Héritier pur et simple, si dedans 40 jours après le décès du défunt, venu à sa connoissance, il n'a déclaré en Justice qu'il renonce à la succession du défunt, ou se porte Héritier d'iceluy sous bénéfice d'inventaire ; Sera toutefois reçu après ledit temps, s'il fait paroître d'excuse légitime. » Il semble donc bien que pour être considéré comme renonçant, le successible doive faire la déclaration imposée : son silence ferait présumer son acceptation pure et simple. Cependant, d'après Dilange, la jurisprudence du bailliage et du Parlement était contraire et admettait la renonciation tacite. Mais comment a-t-elle pu interpréter ce texte pour arriver à une pareille conclusion ? C'est la fin de l'article 4 qui l'a permis « s'il fait paroître d'excuse lé-

gitime ». Or, on a pensé qu'il n'y avait pas d'excuse plus légitime que celle de s'être abstenu de tout acte d'héritier. Et voilà comment on est arrivé à suivre l'ordonnance de 1667 sans toucher au texte de la Coutume. Donc, l'héritier ne se voit obligé de prendre parti que s'il est poursuivi en cette qualité. Et il n'est considéré comme acceptant que s'il a fait acte d'héritier, exercé une action du défunt. Quant au délai de 40 jours, « il n'en est plus question à présent », affirme Dilange (1). Enfin l'héritier renonçant est considéré comme étranger à la succession (2).

§ 2. — Bénéfice d'inventaire.

Quant au bénéfice d'inventaire, il faut que celui qui veut s'en prévaloir fasse faire inventaire de tous les biens qu'il sait dépendre de la succession, « par per-

(1) On peut toujours renoncer à une succession tant qu'on n'a pas fait acte d'héritier. Arrêt du 23 juillet 1752 ; Ancillon, *Recueil*, p. 468. Même sens bailliage, 7 mars 1659, rapporté au manuscrit 34 comme étant du 7 mai 1654.

Cependant il y a un arrêt de la Cour, dont Ancillon ne donne pas la date, jugeant qu'il faut se pourvoir dans les dix ans de sa majorité, faute de quoi la demande ne serait plus recevable (Cf. *Recueil*, p. 482).

(2) Ainsi le fils qui a renoncé à la succession de son père n'est pas recevable à vouloir retirer, en vertu de l'édit, les héritages décrétés sur son père (Ancillon, *Recueil* : arrêt du 13 décembre 1658) ; l'édit dont il est question n'est autre que l'arrêt du conseil du 18 avril 1648 permettant aux ex-propriétaires d'immeubles décrétés depuis la déclaration du Roi du 7 juillet 1643 ainsi qu'à certains de leurs ayants cause de recouvrer leur immeuble en désintéressant les adjudicataires.

sonnes publiques sous l'autorité de la Justice », dans les 40 jours qui suivent la mort du *de cujus*. L'article 5 ajoute qu'il devra « s'en purger par serment ». Mais ici les délais ont été aussi modifiés par l'ordonnance de 1667 (1). Et à partir de ce moment, quelques-unes des règles relatives au bénéfice d'inventaire sont inspirées de celles de la Coutume de Paris (art. 342, 343, etc...) (2). Voici ce qu'Ancillon nous apprend à ce sujet : Tout d'abord, les lettres de Chancellerie ne sont plus exigées, une simple déclaration en justice suffit (3). Aussi, dit-il, « l'abus du bénéfice d'inventaire est devenu si grand, et si fréquent qu'on ne saurait y apporter trop de précautions », car les héritiers arrivent toujours à soustraire une bonne part de la succession et à rendre illusoires les poursuites des créanciers.

Le pessimisme d'Ancillon permet cependant de croire que la bonne foi n'était pas inconnue à Metz malgré ce qu'il en dit.

Quant aux formalités à observer lors de la confection de l'inventaire, l'article 5 n'en dit à peu près rien. Voici donc les règles que l'usage avait imposées à Metz, toujours d'après notre auteur : l'héritier bénéficiaire devait faire apposer les scellés dans les 24 heures du décès. Il

(1) L'ordonnance d'avril 1667, tit. VIII, art. 1^{er}, accorde 3 mois et 40 jours pour faire inventaire.

(2) Ancillon, *Commentaire*, p. 310.

(3) Cependant, elles auraient dû l'être, puisque l'ordonnance de 1629 les rendait obligatoires même en pays de droit écrit (Viолет, *Histoire du droit français*, p. 830).

devait ensuite appeler les créanciers à la confection de l'inventaire (1) et faire faire la prisée par jurés commis par le juge (2). Enfin pour payer les dettes le bénéficiaire fera vendre les immeubles par décret si les meubles et gagières ne suffisent pas. Tout successible, ayant accepté sous bénéfice d'inventaire, peut ensuite renoncer à cette même succession, sauf les comptes qu'il peut avoir à rendre aux tiers ou à ses cohéritiers. A propos de ces derniers il nous faut mentionner ici l'opinion d'Ancillon (3) d'après laquelle l'héritier bénéficiaire était exclu par l'héritier simple si ce dernier était un descendant ou un ascendant du défunt, ou un mineur, parce que, dit-il, on retrouve cette clause dans les lettres de chancellerie : « pourvu qu'il ne se présente autre parent qui veuille se porter héritier pur et simple ». La raison était mauvaise, les lettres de chancellerie n'étant pas exigées à Metz : cette règle n'a jamais dû être appliquée, car aucun autre auteur n'en parle. Enfin si l'héritier meurt avant d'avoir pris parti, ses droits passent à ses héritiers.

(1) Des jugements de maître-Echevin de 1352 et 1362 cités par d'Abocourt, ordonnent déjà des publications pour que les créanciers se fassent connaître

(2) L'omission des formes prescrites fait considérer le prétendu bénéficiaire comme héritier pur et simple (Ancillon, *Recueil bailliage*, 7 février 1658). Cependant, d'après le même auteur, un bénéficiaire ne peut, même en renonçant à son bénéfice, empêcher la vente par décret des immeubles successoraux (arrêt de décembre 1655).

(3) *Commentaire sur l'article 5, titre XI.*

CHAPITRE III

DES PARTAGES.

§ 1. — Formes.

Le seul texte qui s'occupe des partages de successions est l'article 32, titre XI. Il dit simplement que « ce qui ne peut être commodément partagé entre cohéritiers doit être vendu au plus offrant et dernier enchérisseur, l'un des Héritiers le requérant, afin que ce qui est entier ne soit démembré ». Les règles relatives aux partages en général se trouvent dans les articles 13 du titre II, 13 du titre III, 5 à 12 du titre IV.

Tout d'abord, pour les biens ordinaires, personne n'est tenu de rester dans l'indivision. Cela résulte *a contrario* de l'article 13 du titre II décidant que celui qui a une part indivise inférieure à $1/8$ dans une seigneurie ne peut en demander partage. Dilange déclare que les principes romains sont applicables aux biens ordinaires. Donc, si les cohéritiers ne peuvent convenir de rester toujours dans l'indivision, ils peuvent du moins s'engager à suspendre le partage pour un temps limité.

Quant à la forme du partage judiciaire, voici ce que nous en apprend Ancillon (1). Primitivement c'était le

(1) *Comm. sur l'article 32, titre XI.*

frère aîné qui composait les lots (1). Mais cette pratique était tombée en désuétude. Et à l'époque qui nous occupe, des experts assermentés étaient choisis par les héritiers ou, à leur défaut, par le juge. Ils faisaient les estimations des biens et composaient les lots. Ces lots étaient ensuite tirés au sort. Mais il pouvait se faire que l'on ne pût obtenir l'égalité de lots sans diviser, par exemple, un immeuble de la succession : c'était le cas prévu par l'article 32 qui ordonnait, comme nous l'avons vu, l'adjudication publique de tout ce qui ne pouvait être commodément partagé, à la requête, toutefois, de l'un au moins des héritiers. Sinon, l'ordonnance de Metz de 1564 prescrivait dans son article 117 « de conserver le mieux que faire se pourra les édifices, bati-mens et seigneuries et ce qui en dépend de leur entier », moyennant des soultes s'il y avait lieu. Ces dispositions avaient évidemment pour but d'empêcher le trop grand morcellement de la terre, surtout dans les familles nobles. Pour estimer un immeuble, on divisait par 10 le total des revenus des 10 dernières années. Quant à la licitation, elle était précédée de trois affichages à huit jours d'intervalle et de trois publications au tribunal, en audience publique. Enfin, l'expert devait déposer au tribunal un rapport constatant l'incommodité de la division. Le partage devait être fait devant aman ; les

(1) C'était le système admis par la Coutume de l'Evêché, tit. XI, art. 14, et les lots étaient choisis en allant du plus jeune à l'aîné par rang d'âge.

incapables étaient représentés par leurs tuteurs ou curateurs (1).

Quant aux offices vénaux, héréditaires ou de judicature, ils étaient partagés selon la loi du domicile de l'officier ; les autres suivant la loi du lieu de leur exercice.

§ 2. — Effets.

Reste à savoir l'effet produit par le partage. On sait les origines de l'article 883 du Code civil : l'opinion de Dumoulin, le principe de l'effet déclaratif appliqué d'abord à l'hypothèque consentie par l'un des cohéritiers pendant l'indivision, puis à la dispense des droits de lods et ventes sur la part acquise par l'héritier adjudicataire. On sait aussi que ces idées étaient inconnues à Rome où le partage était translatif de propriété comme en faisait foi l'*adjudicatio* de la formule. Quel était le système suivi à Metz ?

Il avait une importance spéciale à cause des gagnières et tréfonds. Les commentateurs n'y répondent pas directement, absorbés qu'ils sont par la discussion des articles 5, 6 et 7 du titre V. Ces textes que nous avons analysés dans la première partie (Cf. p. 22 ss.) semblent admettre l'idée romaine du partage translatif de propriété, puisque « tous héritages et cens acquetez, ou partagez à toujours-mais », deviennent tréfonds sauf déclaration expresse de gagnière. On assimile donc entiè-

(1) D'Abocourt, f^o 339.

rement le partage à une vente. Cependant, il convient de rappeler que les mots « ou partagez » qui soutiennent tout le raisonnement n'existaient pas dans la coutume manuscrite, ni dans l'édition de 1613 et qu'aucun procès-verbal de correction ne les mentionne. Peu importe, du reste, puisque la jurisprudence admettait cette correction. Mais, comme nous l'avons déjà dit, elle ne l'appliquait pas aux partages verbaux ni aux partages provisionnels même devenus définitifs par prescription (1), ni enfin aux partages autres que ceux de succession.

En résumé, comme aux partages de succession on accordait un effet translatif de propriété au point de vue des gagères, il y a tout lieu de croire qu'on appliquait les idées romaines à toute cette matière (2). Sur la garantie des cohéritiers les uns envers les autres en matière de partages, nous sommes renseignés grâce aux articles 5 à 12 du titre IV applicables à toute espèce de partages.

L'article 12 du titre IV établit le principe de la matière : « En fait de Partage et de Vente, la garantie est due, si les Partageans et Vendeurs ne s'en sont déchargés par stipulation expresse. » Telle est encore la solu-

(1) La possession divise pendant 10 ans (ou 20 ans 20 jours entre absents) entraînait prescription (Ancillon, *Comm. sur l'art. 32, in fine*).

(2) Mais au point de vue des tréfonds un partage ne peut faire d'un tréfond une gagerie (Ancillon, *Recueil*, arrêt du 21 sept. 1673). Cette question ne devait pas avoir une très grande importance pratique dans l'ancien droit messin, alors que l'hypothèque était encore inconnue.

tion admise par l'article 884 du Code civil. Pour exercer ce recours, le cohéritier doit avoir subi au moins un trouble dans sa propriété, c'est-à-dire une menace d'éviction ; de plus il « doit faire sommation avant que de contester, sous peine de décheoir du Droit de Garantie par celluy qui la prétend » (art. 7) (1).

L'objet de la garantie s'étend aux meubles comme aux immeubles (art. 11 première ligne), à tout ce qui est du pouvoir des autres copartageants, et pour ce qui n'est pas « de leur pouvoir », ils devront indemniser leur cohéritier évincé du dommage causé à « l'arbitrage de Justice » (art. 9).

Enfin, dans le partage, les parties pouvaient spécifier qu'elles entendaient limiter leur garantie à leur propre fait : c'était aussi ce qui devait arriver dans le cas où elles se déchargeaient complètement de la garantie ; et dans ce cas, on ne peut rendre cet obligé responsable « des faits de ses prédécesseurs ny autres » (art. 10). En dehors de ce cas spécial, quelle est l'étendue de la garantie relativement à chaque cohéritier ? Le de-

(1) Voici d'après d'Abocourt (f^o 340 à 345) quelques anciens jugements du maître-échevin relatifs à la garantie en matière de partage : jugement de 1362 d'après lequel on peut appeler au partage un parent de l'une des parties pour éviter une attaque possible de ce partage. Si le partage a été fait sans soultes, aucune réclamation ultérieure ne peut être admise à ce sujet entre les copartageants (jugement de 1410). Mais si l'un des héritiers a été chargé dans le partage de payer un cens et que ce cens dépasse la valeur déclarée au moment du partage, chaque héritier est tenu du surplus pour sa part (jugements de 1370 et de 1379).

mandeur devra-t-il diviser les poursuites et appeler en garantie chacun de ses copartageants proportionnellement à son émolument ? L'article 14 répond que non. Le demandeur pourra s'adresser pour le tout à n'importe lequel de ses cohéritiers « mobilières ou immobilières », sauf le recours de celui-ci contre les autres copartageants.

« Entre Majeurs, dit l'article 6, Relief n'a lieu quand les Contrats se trouvent passez suivant les formalitez requises par la Coutume. » Donc, à s'en tenir au texte, il faudrait décider que l'annulation et la rescision des contrats étaient absolument inconnues à Metz, sauf pour les mineurs : or la jurisprudence, au dire de Dilange (1) et d'Ancillon (2), était tout à fait contraire. Le Bailliage, comme le Parlement, admettait pour tous les contrats une action en nullité en cas de violence ou de vol, suivant les principes romains. En outre pour les partages, même faits en forme de transactions (3), elle admettait la rescision pour cause de lésion de plus du quart ou même d'une fraction inférieure au quart, suivant Ancillon. L'action en rescision se prescrivait par dix ans. Quant aux actions en nullité, elles devaient se prescrire en 20 ans 20 jours d'après le droit commun à Metz (4) ; mais nous ne savons s'il en était bien

(1) P. 143.

(2) *Commentaire sur l'article 32.*

(3) Cpr. art. 888 C. civ.

(4) Art. 8, tit. XIV.

ainsi. Quant aux absents, le seul texte que nous possédions est l'article 116 de l'ordonnance de Metz de 1564 qui prescrit la représentation des absents au partage par l'un des parents ou l'un des Treize (1).

(1) V. *Pièces justificatives*, n° 16.

CHAPITRE IV

DES RAPPORTS.

On sait quelles étaient les idées romaines à ce sujet sous Justinien : la *collatio descendentium* était due par tous les descendants à leurs cohéritiers dans la succession des ascendants ; elle ne s'appliquait qu'aux libéralités entre vifs consenties par les ascendants ; ces libéralités étaient regardées comme avancement d'hoirie et non comme augmentation de la part héréditaire. Les legs ne pouvaient pas être soumis au rapport. Mais l'héritier testamentaire lui-même y était soumis. Certains cas de rapport étaient spéciaux à la dot constituée. Mais toujours, on pouvait s'en affranchir en renonçant.

Tel était à peu près le régime que suivaient aussi les pays de droit écrit. On devrait donc s'attendre à rencontrer les mêmes dispositions dans la Coutume de Metz. Or, il n'en est pas ainsi. L'article 11 du titre XI, seul texte réglant cette matière, fait une distinction entre les meubles et gagnières et les tréfonds ; de plus, il ne fait aucune différence entre les diverses formes de libéralités : donc les legs comme les donations entre vifs étaient sujets à rapport. Enfin nous verrons plus loin d'autres divergences.

« Avantages en Meubles, Deniers ou Gagières, faits par Pere ou Mere à aucuns de leurs Enfans, ne sont sujets à raport s'il n'est dit ; mais les Enfans avanta-gez en Immeubles tenans nature de Fond, venans à la succession de leur Pere ou Mere, sont tenus de les rapporter, encore qu'il n'ait été dit ; ne sont toutefois compris en tel raport les Fruits et Profits desdits immeubles. » Cette disposition est bien conforme à l'esprit général de la Coutume. L'article 7 du titre VIII permet à toute personne âgée de 20 ans de disposer par testament de tous ses meubles et gagières, mais non de ses tréfonds. De même l'article 8, même titre, permet aux père et mère de « disposer en faveur de telles personnes que bon leur semblera », de tous leurs meubles et gagières sauf la légitime des enfans. Enfin l'article 4 du titre VII répète que les père et mère peuvent avantager « l'un de leurs enfans plus que l'autre, en Meubles et Gagières seulement », par n'importe quel moyen : donation, etc... Les avantages en tréfonds sont donc fatalement soumis au rapport : tandis que ceux en meubles ne le sont que si la clause de rapport a été spécifiée au moment de la libéralité. A ce sujet, il faut citer l'arrêt du Parlement de Metz du 19 juillet 1642 (rapporté par Dilange, p. 444), d'après lequel tout ce que les père et mère donnent à leurs enfans est présumé donné en avancement d'hoirie et par conséquent soumis au rapport à moins que la dispense de rapport, l'intention d'avantager l'enfant au détriment des autres,

ne ressortent des termes de l'acte de donation (1). On voit donc que ce jugement renverse complètement la présomption établie par la première partie de l'article 11 pour les meubles et gagières. Quant aux tréfonds donnés par acte entre vifs, donation, et même contrat de mariage, ils sont toujours rapportés, mais les « fruits et profits » de ces immeubles ne sont pas compris dans le rapport. Enfin, d'après Dilange, on peut toujours échapper au rapport en renonçant à la succession : l'article 4 est général et permet à tout successeur de renoncer et l'avantage d'un enfant est explicitement autorisé par l'article 4 du titre VII comme nous l'avons vu. L'opinion unanime, d'après le même auteur, était que le rapport de l'immeuble lui-même ne pouvait être exigé : on ne pouvait que demander le rapport de la valeur de l'immeuble soit au moment du partage, soit au moment de la libéralité si une estimation a été faite en même temps. « Si l'on tentoit d'introduire dans nôtre Coûtume la rigueur dudit article 305 de celle de Paris, ce seroit jetter le trouble dans les Familles et renverser nos Usages les plus constants. » Enfin, toutes les fois que cela sera possible, le rapport se fera en moins prenant. Les frais d'entretien d'un enfant hors de la maison (c'était l'espèce tranchée par l'arrêt du 19 juillet 1642), les donations à cause de

(1) Le texte de l'arrêt ne fait pas mention de cette doctrine qui a dû être développée dans les conclusions du conseiller rapporteur et semble bien inspirée du droit romain.

mariage sont sujets à rapport ; cependant, d'après Ancillon (1), les frais d'études et d'éducation ne le seraient pas. Quoi qu'il en soit, on peut ranger la Coutume de Metz parmi celles de préciput qui admettaient l'avantage d'un enfant. Et si l'arrêt de 1642 est revenu en partie aux idées romaines considérant toutes les libéralités comme des avancements d'hoirie, la distinction entre les tréfonds, et les meubles et gagnières, est restée à la base des rapports à Metz.

(1) *Commentaire sur l'article 11, in fine.*

CHAPITRE V

SUCCESSION AUX DETTES.

La succession aux dettes est régie par l'article 4 du titre IV. « Les Héritiers d'un Défunt sont tenus personnellement des Faits, Promesses et Obligations d'ice-luy pour telle part et portion qu'ils sont Héritiers, et chacun d'eux hypothécairement pour le tout, tant et si longtemps qu'ils sont Détenteurs de l'Héritage hypothéqué. »

L'héritier institué succède aux dettes de son auteur comme le légitime. Cette règle d'origine romaine était de droit commun, exception faite des Coutumes admettant la solidarité entre héritiers. Il ne semble pas que la division provisoire par parts viriles ait été jamais admise à Metz.

Ce texte ne concerne que le règlement définitif du passif entre les héritiers et ne restreint pas le droit de poursuite du créancier de la succession (1) : ce dernier a toujours le droit de demander son paiement à l'un quelconque des héritiers ou légataires universels ou d'agir hypothécairement (2) contre l'un des possesseurs

(1) Gabriel, t. II, p. 821 ; Ancillon, *Commentaire sur l'article 7*, tit. XI.

(2) A condition que le créancier ait une hypothèque préexistante comme dans le cas de l'article 873 du Code civil.

des immeubles successoraux. La même remarque s'applique à l'article 7 du titre XI. « Qui met la main aux Meubles d'un défunt sans Inventaire est tenu de ses dettes légitimement contractées, et de ses faits et promesses, encore que les charges et dettes surpassent la valeur de la succession ; et ne peut l'Héritier immobilier être contraint d'y contribuer, tant que le mobilier aura dequoy y satisfaire. » Par héritier mobilier il faut entendre le successeur aux meubles ou aux gagères (1), l'héritier des tréfonds étant seul considéré comme immobilier. Car les gagères sont réputées meubles pour le droit d'y succéder.

L'article 7 conçu en termes généraux semble devoir s'appliquer à toutes les dettes sans exception. Cependant tous les auteurs (2) s'accordaient à faire la distinction suivante : Une première catégorie de dettes personnelles ou mobilières comprenant toutes celles dues par « cédules, promesses ou obligations et pour arrérages de Rentes de quelque nature qu'elles soient » étaient évidemment à la charge de l'héritier mobilier. Il en était de même de la deuxième catégorie comprenant les rentes constituées avec hypothèque générale ou spéciale sur les biens du débiteur. Quant à la troisième qui s'appliquait aux « Cens ou Rentes foncières », elle était due par le détenteur de l'immeuble grevé, c'est-à-dire par

(1) Dilange, p. 423 et suiv. A rapprocher de l'art. 11, tit. VIII ; Ancillon, *Premier commentaire sur l'article 7 du titre XI*.

(2) *Ibid.*

l'héritier mobilier ou immobilier, suivant que l'immeuble était gagière ou tréfond. C'est ce qui résulte clairement de l'article 9 d'après lequel les héritiers immobiliers poursuivis pour arrérages de rentes foncières peuvent contraindre les héritiers mobiliers du défunt « de les décharger et acquitter des arrérages échus avant l'ouverture de la succession ». L'article 9 ne disant rien des arrérages échus après l'ouverture de la succession, il en résulte *a contrario* qu'ils sont bien à la charge de l'héritier détenteur de l'immeuble. Tout ceci n'empêchait pas le créancier, même hypothécaire, de s'adresser à n'importe quel héritier, sauf le recours de celui-ci contre ses cohéritiers (art. 11, tit. IV).

L'article 7 se réduit donc à un simple bénéfice de discussion en faveur de l'héritier immobilier tant que l'héritier mobilier aura de quoi y satisfaire, même sur ses propres biens. Il peut y avoir une difficulté quand l'héritier des meubles n'est pas celui des gagières : doit-on, pour payer les dettes et legs de la succession, commencer par épuiser les meubles ou les gagières ; ou bien faut-il payer concurremment avec les meubles et avec les gagières « au sol la livre », c'est-à-dire proportionnellement à leur valeur ? La Coutume n'en disant rien, la seconde solution, plus équitable, semble avoir prévalu (1). Même si l'universalité des meubles et des gagières était dévolue à une seule personne, la

(1) Gabriel, t. II, p. 819 et 820.

question pouvait avoir son intérêt comme en témoigne le cas suivant rapporté par Gabriel : une testatrice avait légué des sommes d'argent à des « gens de main-morte » et fait d'autres legs. Le passif étant important, il fallut réduire les legs. Par consultation de décembre 1763, agréée par tous les intéressés, il fut décidé, par faveur pour les legs pieux, que les dettes seraient payées d'abord sur les gagières et que l'actif restant serait distribué, au marc la livre, pour les meubles, et entre les légataires autres que les gens de main-morte pour les gagières (1).

Nous n'entrerons pas dans les discussions des auteurs relatives aux bénéficiaires des legs d'usufruit : cette question n'offrait aucun intérêt spécial à Metz.

Les dettes suivent les meubles et gagières, telle est la règle très simple. Elle ne s'appliquait évidemment pas aux légataires particuliers, sauf pour les dettes mises par le défunt à la charge du légataire. Ils pouvaient cependant être poursuivis en qualité de détenteurs d'immeubles hypothéqués de la succession comme nous l'avons déjà vu. De plus les dettes étant toujours payées avant les legs, ceux-ci ne pouvaient l'être si l'actif était suffisant. Enfin comme l'héritier, le légataire particulier était tenu des rentes foncières grevant l'immeuble légué.

Dans le cas de l'article 27, lorsque les meubles et

(1) Déclaration de 1739 ; édit de 1749 ne permettant plus aux personnes de main-morte d'être légataires de gagières.

gagières étaient insuffisants pour payer les dettes, il fallait prendre sur les tréfonds paternels et maternels : les héritiers de chaque ligne y contribuaient proportionnellement à la valeur des héritages qu'ils recueillaient.

L'héritier bénéficiaire lui-même ayant acquitté des legs avant l'extinction de toutes les dettes était tenu personnellement de toutes celles que l'actif héréditaire ne pouvait payer (1). Tous les droits de cet héritier sont contenus dans l'article 8 du titre XI d'après lequel le bénéficiaire n'est tenu que jusqu'à concurrence de l'actif de la succession, tel qu'il a été fixé par l'inventaire. Si donc les meubles et gagières ne suffisaient pas à désintéresser tous les créanciers de la succession, ceux-ci pourront s'adresser aux héritiers des tréfonds qui seront « tenus d'y satisfaire ou lever la main de ce qu'ils auront appréhendé de laditte Succession, et des Fruits en provenant, depuis qu'ils en auront été interpellés judiciairement ». Les légataires ne pouvaient cependant jouir de ce droit, puisqu'ils n'avaient aucun droit sur les tréfonds, dont le testateur ne pouvait disposer. Telle est du moins l'opinion de Dilange sur ce point (2).

(1) D'Abocourt, f^o 288 R^o. Jugement de l'an 1463 ; cité par Gabriel, t. II, p. 818.

(2) Dilange, p. 428

CHAPITRE VI

RAPPORTS DE L'HÉRITIER AVEC LES TIERS.

L'héritier acceptant a, pour prouver sa qualité, une action réelle, la pétition d'hérédité. Il semble que la doctrine ne s'en préoccupait pas beaucoup à Metz (1). D'après les solutions concrètes qu'elle en donnait, voyons quels étaient ses caractères.

Une première difficulté peut venir de la vente d'un objet de la succession par l'héritier apparent. Il semble qu'on faisait toujours une distinction ; s'agissait-il d'un immeuble, la vente était nulle, comme toute autre constitution de droits réels. L'héritier véritable ou le légataire sont propriétaires à partir du décès : ils n'ont aucune indemnité à donner au tiers évincé. Au contraire, on admettait que les meubles aliénés de bonne foi par l'héritier apparent ne pouvaient être repris par leur véritable propriétaire qu'en désintéressant l'acheteur. On cherchait à s'appuyer sur des textes, l'article 15 du titre VIII en particulier : mais ces raisons n'étaient pas meilleures que celles données de nos jours pour justifier la jurisprudence de la Cour de cassation. Quant à la

(1) Ancillon, *Commentaire sur l'article 15, tit. VIII* ; Gabriel, tit. VII, obs. 8.

jurisprudence du Parlement de Metz, les auteurs n'en disent absolument rien.

Pour les fruits perçus de bonne foi, l'héritier évincé devra les rendre entièrement à l'institué ou au légataire universel parce que ces derniers sont saisis en vertu de la maxime : « le mort saisit le vif ». Le légataire particulier n'aurait droit aux fruits qu'à partir du jour de la demande en délivrance.

Il nous faut étudier maintenant les effets de la publication d'un testament à l'égard des héritiers et des tiers. Tout d'abord un testament non publié ne peut nuire aux héritiers présomptifs ni à leurs ayants cause. C'est la publication seule qui le rend opposable aux tiers. C'est donc à ce moment que le testament produit tout son effet.

Nous savons déjà qu'un testament peut contenir institution d'héritier ou de légataire, universel ou particulier, et que la règle : « le mort saisit le vif » s'applique à Metz aussi bien à l'héritier institué qu'au légataire universel (Cf. plus haut, p. 107). Ces derniers ne pourront évidemment exercer d'actions possessoires qu'en vertu d'un testament publié, et reconnu par les héritiers, s'il est olographe. Mais tout le monde était d'accord pour faire remonter l'effet de cette saisine au jour du décès du testateur (1). Nous avons déjà étudié plus haut (2) les difficultés que soulève la vente faite par l'héritier

(1) Ancillon, *Commentaire sur l'article 1^{er}, tit. XI* ; Gabriel, p. 638.

(2) Voyez la page précédente.

apparent. Il est évident que le retard de la publication, par un héritier apparent, le rendrait responsable de tout le préjudice volontaire qu'il aurait causé à l'héritier testamentaire ou légataire universel, c'est-à-dire de tous les fruits civils et naturels. En cas de bonne foi, il ne devrait rendre que ceux qu'il a perçus de bonne foi (1). Mais les légataires particuliers ne peuvent avoir aucun droit aux fruits avant la publication du testament ; car ils n'ont pas la saisine et les fruits ne peuvent leur appartenir que du jour de la demande en délivrance.

Ils ont aussi une action réelle pour réclamer leurs legs à l'héritier, ce qui leur permet de ne pas tenir compte des droits réels consentis par ce dernier et une action hypothécaire sur tous les immeubles de la succession (2).

Enfin ajoutons qu'héritier ou légataire étaient tenus de respecter les baux passés par leur auteur.

Telles étaient les règles très simples suivies à Metz pour les legs comme pour la pétition d'hérédité.

Il semble donc bien qu'en cette matière, le droit romain fut seul appliqué puisque les commentateurs ne font guère que développer les règles du sénatus-consulte Juventien avec les extensions qu'il subit jusqu'à Justinien.

(1) Gabriel, *loc. cit.*

(2) Art. 14, tit. IV.

CHAPITRE VII

RÉVOCATION ET CADUCITÉ DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES. — EXHÉRÉDATION.

§ 1^{er}. — Révocation.

Les dispositions testamentaires sont essentiellement révocables. Les clauses déroatoires (1) étaient même inconnues à Metz. Ainsi, « s'il se trouve plusieurs Testaments d'un défunt, les premiers sont tenus pour révoquez par le dernier, ores qu'il n'en soit fait expresse mention par iceluy ». D'Abocourt rapporte un jugement de 1447 déjà en ce sens (2). Cependant les dispositions du premier testament subsistaient si elles étaient compatibles avec celles du second et si le testateur semblait avoir voulu les maintenir. Un simple écrit daté et signé suffit donc à révoquer un testament. La révocation d'un second testament fait-elle revivre le premier? L'affirmative a été résolue par un arrêt du 2 décembre 1679 rapporté par Ancillon (*Recueil*) et Gabriel : la

(1) On appelait ainsi une disposition testamentaire par laquelle l'auteur ordonnait de ne considérer ses testaments ou codicilles postérieurs comme valables que s'ils contenaient un signe conventionnel, mot ou phrase. Gabriel, obs. 22 ; Ancillon.

(2) *Loc. cit.*

révocation avait consisté dans un simple acte passé par devant notaire. Enfin la révocation pouvait être tacite et résulter soit de la vente de l'objet légué, soit de la lacération ou de la rature de l'acte. Mais le fait de la révocation ne pouvait être prouvé par témoins (1), au moins s'il n'y avait commencement de preuve par écrit.

§ 2. — Caducité.

Un legs devient aussi caduc par le prédécès du légataire au testateur : « En Legs ou Donation testamentaire, représentation du Donataire n'a lieu, et faut qu'il survive le Testateur, pour faire passer à ses Héritiers l'effet de la Donation, s'il n'est dit par le Testament qu'elle est faite pour le Donataire et les siens (art. 13). » Cette condition est-elle suffisante ? En d'autres termes, si le légataire meurt après le testateur, mais avant la publication exigée, ses héritiers peuvent-ils demander l'exécution du testament ? Tous les commentateurs sont d'accord pour l'admettre (2). Ils ne font du reste aucune différence entre le légataire et l'héritier institué : ce dernier transmettait donc son droit à ses héritiers en mourant, même avant d'avoir accepté.

(1) Arrêts du 17 mars 1677 et du 23 mars 1679, rapportés par Ancillon, *Recueil*, p. 174, et cités par Gabriel. Dans les deux espèces il n'existait aucun commencement de preuve par écrit.

(2) Gabriel, t. II, p. 642 ; Dilange, p. 337.

§ 3. — Exhérédation.

Le principe de l'exhérédation est consacré par l'article 8 du titre VIII d'après lequel les père et mère « pourront exhériter leurs Enfants pour cause légitime ». Il est donc certain qu'on admettait d'autres causes d'exhérédation que celles de la Nouvelle 115 (1), et que celle relative aux mariages contractés contre le gré des parents. Mais pour atténuer les inconvénients d'une disposition aussi générale, on exigeait dans le testament la mention des motifs de l'exhérédation, avec faits à l'appui. Et si l'exhérédation était attaquée, c'était aux défendeurs à prouver la vérité des allégations portées au testament.

Nous avons vu que les collatéraux comme les ascendants avaient droit à la réserve des tréfonds. Le testateur peut-il les en priver? Oui, à condition de préciser les griefs qui l'ont déterminé à prendre une pareille décision. Mais cela pouvait offrir quelque danger, car les parents lésés arrivaient quelquefois à faire annuler le testament comme fait « *ab irato testatore* ». C'est ce qu'il nous reste à étudier.

Dans l'ancien droit, on admettait que toutes les fois qu'un testament paraissait avoir été fait sous l'empire de la colère ou de la haine, même justifiées, il devait être annulé. Cette voie, beaucoup plus large que la

(1) Gabriel, t. II, p. 808; Ancillon, *Commentaire sur l'article 8, tit. VIII*; Dilange, p. 331.

querela, était ouverte à tout héritier et obligeait en fait le testateur à laisser à son héritier plus que sa légitime.

Gabriel (1) cite un arrêt du Parlement de Metz ayant annulé un testament d'un père n'ayant laissé à son fils unique que sa légitime et ayant disposé du surplus en faveur d'un collatéral éloigné, le dépouillement du fils suffisant à prouver la haine du père. Un autre arrêt, du 8 juin 1722, rapporté avec détails par le même auteur, a annulé presque tous les avantages faits par une mère à l'un de ses deux enfants en haine de l'autre et a ordonné cependant l'exécution d'un préciput en faveur de l'enfant avantagé, parce que ce préciput était contenu dans un testament qui, bien que révoqué, semblait avoir été fait à un moment où cette haine n'existait pas encore. La dernière partie de l'arrêt est peut-être contestable au point de vue théorique, car un testament révoqué doit être considéré comme inexistant. Il est vrai que le jugement ne le fait guère intervenir que comme preuve par écrit. La preuve par témoins n'était admise en cette matière qu'à titre de supplément, s'il existait dans le testament des traces de cette haine ou de cette colère (En ce sens, arrêt du 26 novembre 1722, in Gabriel, p. 774 à 783).

Les mêmes principes s'appliquaient aux collatéraux avec cette différence que la haine du testateur à leur égard se présumait moins facilement qu'à l'égard des

(1) T. II, p. 765.

descendants. Il était donc dangereux de les nommer et cependant l'usage exigeait l'énumération des griefs de la part du testateur.

Malgré tout, la clause d'exhérédation était souvent maintenue par les tribunaux : ainsi l'exhérédation des petits-fils au testament de leur aïeul maternel n'a pas été considérée comme une cause de nullité par un arrêt du 14 juillet 1678, parce que leur mère avait eu sa légitime sous forme de dot (1).

(1) Ancillon, *Recueil*, p. 249.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

1. — Jugement du maître-échevin de 1329

(*Recueil de Dom Robert* ; Bibl. de Metz, ms 8).

Du temps que Sgr Jehan le Gronnais fut Maistre Eschevin par 1329.

Jugement de Jehan Renguillon d'une part, et de Lorant Guel, fil de Wilham Lorant, qui fuit d'autre part : comment ung homme vollait avoir la maison ou son père avait demorei, et voloit que li Mainbourg son frère ly laissait pour ce qu'il disoit qui lavoit tenus XLVIII ans et en avoit useis ainsi comme de son heritaige. Et les Mainbourgs sen defendoient et disoient que cestoit waigiere parmi les escripts quils en monstroint ; et que pour ce sil l'avoit longuement tenus, n'estoit ce mie pour ce devenus treffons. Il fut dit pour droict que les mainbourgs l'ont a avoir.

Sgr Simon le Gronnais ait ung tel parchemin.

2. — Jugement du maître-échevin de 1339 (*Ibid.*).

Jugement de Dame Lorre Nonnain de Ste-Glossinde d'une part et de Comtasse la femme Thiebault de Laitre qui fuit et de plusieurs autres d'autre part comment

de toutes cens et de toutes waigières con fait et ous en fait nul etant qui sont despendant dicelle, parlant de toujours-maix, comment quelles deviennent tref-fons.

Sgr Jehan le Gronnais.

3. — Jugement du maître-échevin de 1348 (*Ibid.*).

Jugement de Ysaibel Hesson d'une part et de Com-tasse la femme Mahen Hesson d'autre part que dit que se eung homme est mariez et thient point deritaige qui sont venus en sa main par waigièrre, et dicelluy heritaige il est enchaingé partie, et cil homme vat de vie a mort devant que sa femme, sans hoirs de leurs corps, li femme aurait la meite pour son treffons de tout celuy héritaige qui serait estez eschaingiez. Et li mainbourg dou mort lautre meite.

4. — Jugement du maître-échevin de 1350 (*Ibid.*).

Jugement des enfans Lambellin Zaborel qui laixeit de II femmes espouzee quil olt lune apres lautre que dit que plusieurs enfans du premier mariaige vuellent avoir lours parts en ung heritaiges que leur pere a acquistee de sa deuzieme femme pour ceu que ly acquist fait mention que cest pour luy et pour cez hoirs. Et ly autres enfans dou deuzième mariaige dient que ly premiers ny ont rien a avoir, et quillont mieulx

a avoir, combien que leur mere ne soit mie desnommee en escript de lacquaist. Il fut dit que ly premiers y avoient bien a avoir leurs parts pour hoirs.

Sgr Thiebault Berbel a ung tel parchemin.

5. — Jugement du maître-échevin de 1352 (*Ibid.*).

Jugement de Perrin Vardrin et de ces compaignons mainbours de Perin de Laitre et dou Sgr Porim de Laitre et de Martin son nepveulx dautre part que se ung homme fait acquastei a ung autre cences et le fait venir en sa main par maniere de waigiere. Se cil que le cens de vandus reffait pues tant que celle waigiere revingnet en sa main par waigiere ou par dons ; il convaurait que ly hoirs de celluy qui le vandaige fit les pairer aux mainbours dou mort, ne ne sen polronte defendre, comme pour dire, il affranchait de tant son heritaige.

Collignon Renguillon. Sgr Simon le Gronnais.

6. — Jugement du maître-échevin de 1355 (*Ibid.*).

Quant on prend ban d'esxurement et de treffons sur heritaiges qui devant estoit waigieres, celuy heritaige est treffons (1).

(1) La prise de ban était une déclaration solennelle et authentique d'entrée en possession. Elle servait à mesurer la durée de cette possession et témoignait de sa continuité, puisqu'il fallait la

7. — Jugement du maître-échevin de 1365 (*Ibid.*).

Que dit comment ung homme avait donneit à un aultre en sa devise escript la debte et la waigiers de 120 Hz et dont il en avait mis en waige ung 65 sols de cens pour ce quil ly evantait de wairrantir a toujours mais cest redevenus treffens. Ly maître-échevin dit pour droit que pourtant que celluy evant disoit de jamais, que le clamant ny ait rien a avoir.

8. — Jugement du maître-échevin de 1371 (*Ibid.*).

Jugement de Martin de Laitre d'une part et de Ydatte Chameure d'autre part. Que dit comment que tiutz heritaiges eschient a germaines freres ou suers germaines, devant que a ceulx qui ne sont point germaines.

Sgr Pierre de Laitre chevalier, Perrin Baudoiche,

renouveler tous les quatre mois environ. Le dernier de ces termes correspondait à l'échéance d'an et jour, base de la saisine. Ces bans étaient inscrits sur les rôles aux trois mairies de Metz en présence du maire et de l'échevin.

L'exurement était l'abandon que le débiteur d'un cens ou d'une rente faisait du fonds grevé, pour se libérer. Il résultait d'une simple déclaration du débiteur au créancier et était constaté le plus souvent par écrit. Après exurement, le créancier prenait ses bans. Et après « quatre bans courus en paix », le créancier détenteur prenait « bans de treffons » qui lui conféraient la pleine propriété de la chose au bout de l'an et jour. Cf. Prost, *Etude sur le régime ancien de la propriété*.

Collignon, Renguitte et Burtignon ont chacun ung tel parchamin et Sgr Gille le Bel ait les demonemens (1).

9. — Copie de l'original d'un jugement du maitre-échevin de 1391 (*Bibl. Nat.*, Nouv. acq. fr. sur parchemin, 6730, n° 228).

Conue chose soit atouz que li Sire Nicolle Grosnat qui'a jour estoit mastre escheving de Metz ait dit pour droit par leu jugement de luy et de ses pairs quilla leu filz jonconny Allexandre sur de leu wenade et de la mainburnie doudit jonconny son perre don womde et en ait mainburnie quil estoit ; cest escrit fut fait et le jugement dit leu viii^e jour doux mois d'aoust qut il at mill MCCC III xx XI ans.

Signé: illisible.

10. — Autre jugement de 1396 (*Ibid.*)

Jugement de dame Jaicqs femme du S^{re} Jehan Le Grennaix chevalieur lânoi dune part et du S^{re} quo Renguillon et de plusieurs aultres daultre part coment en touz lieux ou wagieres sont et on ny touche ou non par parson ou en aultre manyere des toujours mais que la susdite wagiére si sont et demoure treffon.

(1) Demonemens, *Plaidoiries*.

11. — **Anciens usages messins** (*Bibl. Nat.*, ms fr. 18906, f^o 111 V^o, xve siècle).

Cy aprez sont pluss^{rs} droit usaiges et cõtummes de la citeilz de Metz.

Quant ung hõme muert et laisset enffens de sa fême qui demeure en vie la fême et les enffens de toutes lez acquiste quil ait fait en son tempz sont a la fême por son dovaire senplus si elle ne se remarie. Maix se elle se remarie elle en pert les II part. Et aprez son decept pô le treffon de ces enffens on pô aultre. Et de tout cens et rentes de treffon et sa veff an sainblant manier.

12. — Même ms, f^o 112 R^o.

Cõment lez enffens doiet avoir autant lung cõme laultre.

Se ung hõme ait enffens de vi mariaiges tant du plus cõme du moins ung châ de ses enffans de queilz mariaiges qui soiet doieit auoir autretant lûng cõme laultre auz heritg que furent leur meire de quelz part quilz viegnêt a leur meire.

13. — Même page, plus bas.

Cõmêt lesritaiges doiêt estre as enffens du premier mariaiges.

Se ung hâme ait enffens du premier mariaiges tous cez heritaiges quil ait de par sa haulte ligne de part peire de part meire de part gnt peire et de part gnt meire et aussy les acquize quil ait fait du premier mariaiges sont toutes auz enffens du premier mariaiges ne ny ont lez enffens du dairier mariaiges riens a auoir reseruez lesritaiges q luy vauroient descotiez con de lingne colateralles oulz il aueroient lez ung côme lez aultres.

14. — Copie d'un acte d'acquisition en gagière avant l'ordonnance de 1564 (1555 ; Ancillon, Bibl. de Metz, ms. 48, 2^e partie, p. 405).

Cognue chose a tous que Jean Legentilhomme boucher demeurant en la boucherie de Porsailles ayt acqueste en tresfonds a toujours mais à Jean Lemaire qui demeure a Montoy fils de feu François Lemaire de lad Montoy la piece de vigne ainsy connue elle se contient que gist en vignes etody au ban de lad. Montoy de costé Agathe sœur dud. Jean Lemaire et femme Thiellement d'une part et Mengin de Mery boucher d'autre part, et la piece de vignes qui a present est en Friche qui git au engnet audit Ban, de costé lad. Agathe sa sœur d'une part, et les hoirs ou représentants Mangin de Mercal le corries qui fut frere dud. Jean d'autre part. Et la piece de prez ainsy connue elle se contient que gist devant le moulin de lad. Montoy de costé lad. Aga-

the sa sœur d'une part et lesdits hoirs et representants Theuvenal son frere d'autre part ; et cede droits raisons pour et arrivant qu'il a peut et doit avoir en la piece de jardin ainsy connue il se convient que gist au meix de Cherrier aud. Ban de costé la ruelle d'une part et Manjon son autre sœur femme de Francois Larvalle de lad. Montoy. C'est a scavoir icelle part au long de lad. ruelle. Interrogez par moy aman souscript led. Jean Lemaire si les dessusdicts heritages mouvant de celluy présent vendage sont point tenus et redevables d'aucuns droitures et cens par chacun au tant de son fait que d'autre, lequel a repondu et atteste par son serment que non qu'il scache et que s'il estoit trouvez qu'ils fussent redevables d'aucune chose, led. Jean Lemaire a promis de le payer, et porter par chacun ou sur son autre heritage et en doit porter bonne paix a toujours mais aud. Jean Le Gentilhomme ou a celluy qui de luy cause aurait et de cet acquest luy a led. Jean Le Gentilhomme fait bon payement. Et cet acquest et vendage doit led. Jean Lemaire audit Jean Le Gentilhomme ou a celui qui de luy cause aurait, garantir a toujours mais franc et quitte de rentes droitures et cens. Cest escrit fut fait le quatorzieme jour du mois de decembre quand il ot au milliaire mil cinq cent cinquante cinq ans. Present la honnestes hommes Jean Mamois et Antoine Asselin qui tous deux demeurent en lad. Montoy témoins aux choses susd. spécialement appelez et requis.

[Et au-dessous :]

Joachim Godebram aman de St-Maximin a le pareil en son arche.

[Au-dessous de ce contrat, et sur le même parchemin ce qui suit :]

Cogneue chose soit à tous que Jean Le Gentilhomme boucher demeurant en la boucherie de Porsailis doit à Mangin de Mory aussy boucher demeurant aud. Porsailis vingt quatre livres de Messains à payer à la volonté dud. Mangin et pour cette dette luy a led. Jean mis et met en gage cet acquest comme il a fait par escrit d'arche de Jean Lemaire qui demeure à Montoy fils de feu François Lemaire de lad. Montoy si connue de lad. piece de vignes ainsy comme elle convient qui gist en vignes etoydy au ban de lad. Montoy, de costé Agathe femme de Thiellement de Malleroy d'une part, et led. Mangin de Mory meme d'autre part. Et d'autres pieces d'heritages lesquels dits heritages led. Jean Le Gentilhomme a eu acquis par escrit d'arche aud. Jean Lemaire ainsy comme l'escrit dud. acquest qui gist en l'arche de moy aman plus au long redit et convient. Et cette gagiere a led. Jean Le Gentilhomme aud. Mangin de Mory mis et met pour tout faire et pour tout prendre, et si l'on fait des maintenant saisir et tenant les fruits tenant chaptels prenant en telle maniere que dessus de chaptels, de loyers, de proffit ny de nulles autres choses quelles quelles soient que led. Mangin ny autres pour luy prenne ny use sur cetted gagiere ne choirat ny ne doit neant diminuer de la dette dessus dite. Et led.

Mangin ny autres pour luy nen peut ny nen doit aud.
Le Gentilhomme ny a autres pour luy plus demander
pour cette dette que la gagiere devant nommée si donc
ne l'avait led. Jean en nul lieu ailleurs chargé tant
comme pour luy en chef. Cet escrit fut fait le quator-
zieme du mois de décembre quand il ot a milliaire mil
cinq cent cinquante ans, presents les honnestes hommes
Jean Mamois et Antoine Asselin tous deux, etc...

Signé : Gondebram pour les deux,
Joachim G., etc...

15. — **Ordonnance de Metz de 1564. Art. 88** (Metz, 1565).

Est ordonné que tous ceux qui voudront acquester
quelques heritages pour les faire sortir nature de Ga-
griere, ainsi qu'il est de coustume feront lesdites acqui-
sitions et contracts p. devant lesdits Amans en leurs pro-
pres et privez noms, sans interposer et emprunter le
nom de autres personnes comme il s'est faict iusques à
présent : il suffira qu'il soit porté par lesdits contrats
qu'ils font ladite acquisition pour tenir nature de ga-
griere et sont faictes deffences auxdits Amans et Notaires
de recevoir lesdits contrats de Gagliari sans noms et
personnes interposez, comme ils ont fait par le passé,
sur peine d'amende arbitraire : et ne lairra l'acquisition
à tenir nature de gagiere encores qu'il soit parlé que
l'Acquist est fait pour tousiours mais pourveu qu'aus-
dits contrats il soit dit comme il est déclaré cy-dessus

que l'acquesteur a acquis pour tenir nature de gagiere ; auquel cas il pourra disposer desdites choses comme de coustume.

16. — **Même ordonnance, art. 116.**

Que suivant les anciens atours de ladite Ville, partages des successions, heritages ou meubles communs entre plusieurs coheritiers, ou compersonniers ne seront differez pour l'absence longue, selon que iustice arbitrera, d'aucuns coheritiers compersonniers, et ayât communauté, et association avec ceux qui en font la poursuite : mais suffira pour la validité desdits partages y faire assister aucuns des parès de l'absent tel que iustice y voudra commettre ou en leur défaut l'un des sieurs Treize.

17. — **Qualités des gagières** (*Projet de rédaction des Coutumes de Metz*, par J. d'Abocourt, 1578 ; Bibl. de Metz, ms 13, f° 163 R°).

Acquestz par gagiere, terme notoire en la Ville de Metz et payis messin, tiennent et sortissent en laditte ville et païs nature de meuble et en peult l'on disposer entre vifs par testament ou aultrement, soient de choses immeubles de leur nature comme de maisons ou aultres heritages sil ny a aultre empeschement derogeant a la liberté cy-dessus dont sera traicté cy-aprez.

Gagieres ne changent de nature de meubles ors

quelles proviennent et soient escheutes d'aucune succession voire de pluz hault qu'ayeux ou bisayeuls mesmes quelles consistent en heritages, sy ne peuvent ils estre dict anciens, ains retiennent leur nature de meubles, si aultrement ils ne sont conditionnez, par jugement de l'an 1383.

Mais il est admis a celluy à qui elles appartiennent libres les conditionner à son héritier et successeur pour treffond substituer aussi pour le regard d'icelles en prohiber l'aliénation par testament ou donation par jugement de l'an 1413.

18. — **Extrait des registres secrets de la Cour du Parlement de Metz** (xviii^e siècle, Bibl. de Metz, ms 36).

Du 15 may 1677.

Arrêt sur la conclusion du Procureur général pour l'impression de la Coutume de Metz parce qu'il est dit qu'il fera ses diligences auprès de S. M. à ce qu'il lui plaise envoyer ses mandements au baillif et autres officiers pour donner leur mémoire et cahier sur les articles qu'il est nécessaire de rédiger et réformer la Coutume et cependant deffenses à Bouchard de vendre et débiter les exemplaires à peine de 15 l. d'amande. Ces deffenses ont depuis été lües par arrêt du Conseil.

CONCLUSION

De tout ce qui précède, il ressort que le droit écrit, d'abord seul connu à Metz, subit l'influence profonde du droit coutumier.

La distinction fondamentale des biens, au point de vue du droit successoral, est, en dehors de celle en meubles et immeubles, la division des immeubles en gagères et tréfonds. Or nous avons vu que ces deux classes d'immeubles ressemblaient bien aux propres et acquêts coutumiers, malgré l'originalité de leur formation historique. Nous avons indiqué les raisons pour lesquelles ces deux distinctions ne semblent pouvoir être confondues.

Les biens de gagère n'ont été inventés que pour augmenter la disponibilité testamentaire et n'ont été considérés comme meubles qu'au point de vue du droit successoral.

L'institution d'héritier, d'abord nécessaire pour la validité du testament, n'était plus exigée pratiquement dès la fin du ^{xvii}^e siècle.

Enfin, l'ordre successoral lui-même subit une modification profonde grâce au développement prodigieux des gagères : cet ordre dépendait même de la volonté de la personne en cause puisque, si les gagères demeu-

rent gagnières aux successeurs, il est toujours loisible à un propriétaire de transformer ses immeubles gagnières en immeubles tréfonds par une simple déclaration de volonté, et de modifier ainsi l'ordre de sa propre succession. C'est peut-être là le point le plus intéressant et le plus original de la Coutume de Metz.

Il est curieux de constater les effets juridiques attribués à une déclaration unilatérale de volonté, effets qu'on retrouve aujourd'hui dans certaines législations modernes, en Allemagne par exemple, mais dans un ordre d'idées tout à fait différent. Il semble rationnel d'admettre que cette institution des gagnières n'est qu'une forme dérivée et élargie du testament auquel elle doit, sans aucun doute, son origine et son développement.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
ISTRIA.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Coutume de Metz.

1. Coustumes generales de Metz, 1613. Bibliothèque de Metz, ms 15.
2. Coustumes générales de la Ville de Metz et Pays Messin. Rédigées en suite du resultat de l'Estat tenu le 12^e novembre 1602. Et imprimées de l'ordonnance de Messieurs du Grand-Conseil. A Metz, par A. Fabert le Jeune, l'an 1613.
3. Coutumes generales de la Ville de Metz et pays messin corrigées ensuite des résolutions de trois Etats de ladite Ville. Avec les procès-verbaux de correction.
Imprimées à Paris et se vendent à Mets chez François Bouchard, MDCLXXVII, avec privilège du Roy, in-8°.
4. *Ibid.* 2^e édition. A Metz chés François Bouchard, 1688, avec privilège du Roy, in-12.
5. Coutumes générales, etc..., enrichies d'un commentaire sur les principaux articles... [Dilange]. 1^{re} édition. Metz, Vve Brice Antoine, 1730, in-4°.
6. *Ibid.* 2^e édition. Metz, Brice Antoine, 1732, in-8°.
7. *Ibid.* [sans commentaire]. Metz, J. Antoine, in-12, sans date.
Cette édition est postérieure à 1677.

II. — Commentaires et jurisprudence.

1. **J. d'Abocourt.** — Projet de rédaction, Bibl. de Metz, ms 13.
2. Les éditions n^{os} 5 et 6 sont les commentaires de Dilange.
3. **M. Gabriel**, Doyen et ancien bâtonnier de l'ordre des avocats au Parlement de Metz. — Observations détachées sur les Coutumes et usages anciens et modernes du ressort du Parlement de Metz. A. Bouillon, aux dépens de la Société typographique, 1784, 2 vol. in-4°. Le ms en 5 volumes est à la Bibl. de Metz, n^{os} 20 à 24.
4. **J. Ancillon.** — Observations sur la Coutume de Metz. Bibl. de Metz, ms 18.

5. Jugements des Maîtres-Echevins. Bibl. de Metz, ms 8.
6. *Recueil d'Ancillon* (1656-1685). Bibl. de Metz, ms 33.
7. Autre recueil (peut-être de Gabriel). Bibl. de Metz, ms 34.
8. **Fremin**. — Décisions de plusieurs notables questions traitées en l'audience du Parlement de Mets séant à Toul. Toul, Belgrand, 1644.
9. *Recueil d'arrêts du Parlement de Metz*, 1649-1750, 3 volumes. Paris, 1750.
10. Jugements originaux de Maîtres-Echevins. *Bibl. Nat.*, N. acq. fr. 6730.
11. Registres du greffe du Parlement de Metz, aux Archives départementales à Metz (Non classé).

III. — Autres ouvrages et manuscrits.

- Ancillon**. — Traité de la différence des biens. Metz, 1698.
Histoire de Metz, par des Religieux Bénédictins de la Congrégation de Ste-Vanne, 6 vol. Metz, 1789 (Cet ouvrage contient plus de 3 volumes de preuves imprimées, les preuves non imprimées, 1546 à 1772, sont à la Bibl. de Metz, ms 142 à 144).
- Paul Ferry**. — Observations séculaires. Bibl. de Metz, ms 106.
 Statuts et Coutumes de la Ville de Metz. *Bibl. Nat.*, ms fr. 18905.
 Chartes et Contrats de la Ville de Metz, 1520-1705. *Bibl. Nat.*, N. acq. fr. 2756.
- Prost**. — Etude sur le régime ancien de la propriété à Metz, in *Revue de Législation ancienne et moderne*.
- L. Richard**. — In *Jahrbuch der Gesellschaft für Lothr. Gesch. und Alterthumskund*, 1910.
- Emmery**. — *Recueil des édits, déclarations et lettres patentes enregistrées au Parlement de Metz*. 5 vol., Metz, Pierre Marchal.
 Ordonnances de la Ville et cité de Metz et païs messin. Metz, 1565.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

DE LA DISTINCTION DES BIENS

Rappel de la distinction des meubles et immeubles.	9
--	---

CHAPITRE PREMIER. — La division des immeubles en tréfonds et gagières.	11
--	----

§ 1. — Formation historique et nature des tréfonds et des gagières	11
--	----

§ 2. — Conversion des tréfonds en gagières et des gagières en tréfonds	21
--	----

§ 3. — De la preuve en matière de gagières et de tréfonds	29
---	----

§ 4. — Principaux caractères des biens de gagière.	31
--	----

CHAPITRE II. — La division des immeubles en propres et acquêts.	33
---	----

DEUXIÈME PARTIE

LES SUCCESSIONS AB INTESTAT

CHAPITRE PREMIER. — Personnes capables d'hériter.	35
---	----

CHAPITRE II. — Représentation.	38
--	----

CHAPITRE III. — Ordre successoral.	43
--	----

§ 1. — Classe des descendants.	44
--	----

§ 2. — Classe des ascendants et des collatéraux privilégiés.	56
--	----

§ 3. — Classe des collatéraux non privilégiés	66
---	----

§ 4. — Droits du conjoint survivant, du bâtard et de la ville.	69
--	----

TROISIÈME PARTIE

DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES

CHAPITRE PREMIER. — Forme des testaments.	73
---	----

§ 1. — Testament solennel	73
§ 2. — Testament olographe	77
§ 3. — Dépôt et publication	78
CHAPITRE II. — Personnes capables de disposer ou de recevoir par testament	80
§ 1. — Capacité du testateur	80
§ 2. — Capacité des héritiers institués ou des légataires	82
CHAPITRE III. — Biens disponibles par testament	85
§ 1. — Interdiction de disposer des tréfonds	85
§ 2. — Légitime	91
CHAPITRE IV. — Legs et institution d'héritier	95
CHAPITRE V. — Substitutions	101
CHAPITRE VI. — Exécuteurs testamentaires	104

QUATRIÈME PARTIE

ACQUISITION DE LA SUCCESSION

CHAPITRE PREMIER. — Saisine	107
CHAPITRE II. — Option de l'héritier	111
§ 1. — Acceptation et renonciation	111
§ 2. — Bénéfice d'inventaire	112
CHAPITRE III. — Des partages	115
§ 1. — Formes	115
§ 2. — Effets	117
CHAPITRE IV. — Des rapports	122
CHAPITRE V. — Succession aux dettes	126
CHAPITRE VI. — Rapports de l'héritier avec les tiers	131
CHAPITRE VII. — Révocation et caducité des dispositions testamentaires ; exhérédation	134
§ 1. — Révocation	134
§ 2. — Caducité	135
§ 3. — Exhérédation	136
PIÈCES JUSTIFICATIVES	139
CONCLUSION	151
BIBLIOGRAPHIE	153

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
